



G R E T A
GROUPE D'EXPERTS
SUR LA LUTTE CONTRE
LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

GRETA(2018)17

Rapport concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par l'Azerbaïdjan

DEUXIÈME CYCLE D'ÉVALUATION

Adopté le 13 juillet 2018

Publié le 23 novembre 2018

Ce document est une traduction de la version originale anglaise. Il peut subir des retouches de forme.

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Secrétariat de la Convention du Conseil de l'Europe
sur la lutte contre la traite des êtres humains
(GRETA et Comité des Parties)
Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex
France

trafficking@coe.int

www.coe.int/fr/web/anti-human-trafficking

Table des matières

Préambule	4
I. Introduction	5
II. Principaux faits nouveaux concernant la mise en œuvre de la Convention par l’Azerbaïdjan	7
1. Nouvelles tendances concernant la traite et les formes d’exploitation.....	7
2. Évolution du cadre juridique.....	7
3. Évolution du cadre institutionnel.....	8
4. Plans d’action nationaux	9
5. Formation des professionnels concernés	9
6. Collecte de données et recherche	12
III. Constats article par article	13
1. Prévention de la traite des êtres humains.....	13
a. Mesures de sensibilisation (article 5)	13
c. Mesures visant à prévenir la traite des enfants (article 5).....	16
d. Initiatives sociales, économiques et autres à l’intention des groupes vulnérables à la traite (article 5)	18
e. Mesures visant à prévenir la traite aux fins de prélèvement d’organes (article 5).....	20
f. Mesures visant à décourager la demande (article 6)	21
g. Mesures aux frontières (article 7).....	22
2. Mesures visant à protéger et promouvoir les droits des victimes, en garantissant l’égalité entre les femmes et les hommes	23
a. Identification des victimes de la traite (article 10).....	23
b. Mesures d’assistance (article 12).....	25
c. Identification des enfants victimes de la traite et assistance à ces enfants (articles 10 et 12) .	27
d. Protection de la vie privée (article 11)	29
e. Délai de rétablissement et de réflexion (article 13)	29
f. Permis de séjour (article 14).....	30
g. Indemnisation et recours (article 15).....	31
h. Rapatriement et retour des victimes (article 16).....	32
3. Droit pénal matériel.....	34
a. Incrimination de la traite (article 18)	34
b. Incrimination de l’utilisation des services d’une victime (article 19)	35
4. Enquêtes, poursuites et droit procédural	36
a. Mesures visant à assurer des enquêtes efficaces (articles 1, 27 et 29).....	36
b. Protection des témoins et des victimes (articles 28 et 30)	38
5. Coopération internationale et coopération avec la société civile.....	39
a. Coopération internationale (articles 32 et 33).....	39
b. Coopération avec la société civile (article 35)	41
IV. Conclusions	43
Annexe : Liste des institutions publiques, organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales et autres acteurs de la société civile avec lesquels le GRETA a tenu des consultations	50
Commentaires du Gouvernement.....	52

Préambule

Le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) a été institué en vertu de l'article 36 de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (ci-après « la Convention »), qui est entrée en vigueur le 1^{er} février 2008. Le GRETA est composé de 15 experts indépendants et impartiaux, présentant des profils variés, qui ont été choisis pour leur expérience professionnelle dans les domaines couverts par la Convention. Le mandat des membres du GRETA est de quatre ans, renouvelable une fois.

Le GRETA est chargé d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la Convention par les Parties et d'élaborer des rapports évaluant les mesures prises par chaque Partie. Conformément à l'article 38, paragraphe 1, de la Convention, le GRETA évalue la mise en œuvre de la Convention en suivant une procédure divisée en cycles. Au début de chaque cycle, il sélectionne les dispositions particulières sur lesquelles va porter la procédure d'évaluation et définit les moyens les plus appropriés pour mener son évaluation. Pour chaque cycle d'évaluation, le GRETA adopte un questionnaire qui sert de base à l'évaluation et qui est adressé à toutes les Parties.

Le premier cycle d'évaluation a été lancé en février 2010 et le questionnaire pour ce cycle a été envoyé à l'ensemble des Parties selon un calendrier adopté par le GRETA et établi en fonction des dates d'entrée en vigueur de la Convention pour chaque Partie. Le GRETA a organisé des visites dans tous les États parties afin de collecter des informations complémentaires et de rencontrer directement les acteurs concernés, tant gouvernementaux que non gouvernementaux.

À la suite du premier cycle d'évaluation, qui a donné une vue d'ensemble de la mise en œuvre de la Convention par chaque Partie, le GRETA a lancé le deuxième cycle d'évaluation le 15 mai 2014. Le GRETA consacra ce deuxième cycle à l'examen des effets des mesures législatives, politiques et pratiques sur la prévention de la traite, la protection des droits des victimes et la poursuite des trafiquants. L'application, à la lutte contre la traite, d'une approche fondée sur les droits humains reste au centre de ce deuxième cycle d'évaluation. De plus, une attention particulière est accordée aux mesures prises pour faire face aux nouvelles tendances en matière de traite et pour tenir compte de la vulnérabilité des enfants vis-à-vis de la traite. Le questionnaire adopté par le GRETA pour le deuxième cycle d'évaluation est adressé à toutes les Parties ayant achevé le premier cycle, selon un calendrier également approuvé par le GRETA.

Les rapports du GRETA reposent sur des informations collectées auprès de sources diverses et contiennent des recommandations destinées à renforcer la mise en œuvre de la Convention par la Partie concernée. Dans ses recommandations, le GRETA a choisi d'utiliser trois verbes différents, à savoir « exhorter », « considérer » et « inviter », qui correspondent à différents niveaux d'urgence de l'action recommandée dans le cadre de la mise en conformité de la législation et/ou de la pratique de la Partie avec la Convention. Ainsi, le GRETA emploie le verbe « exhorter » lorsqu'il parvient à la conclusion que les lois ou les politiques du pays ne sont pas conformes à la Convention, ou lorsqu'il constate que, malgré l'existence de dispositions juridiques et d'autres mesures, une obligation de la Convention n'est pas mise en œuvre. Dans d'autres situations, le GRETA « considère » que des améliorations sont nécessaires pour se conformer pleinement à une obligation de la Convention. Lorsqu'il « invite » un pays à poursuivre ses efforts dans un domaine donné, le GRETA reconnaît que les autorités sont sur la bonne voie.

Concernant la procédure d'établissement des rapports, le GRETA examine un projet de rapport sur chaque Partie en session plénière. Dans le cadre du dialogue confidentiel avec les autorités nationales, celles-ci ont la possibilité de soumettre, dans un délai de deux mois, des commentaires sur le projet de rapport du GRETA, ce qui leur permet de donner des informations complémentaires ou de corriger d'éventuelles erreurs factuelles. Le GRETA prend ces commentaires en compte pour établir son rapport final. Celui-ci est adopté en session plénière et transmis à la Partie concernée, qui est invitée à soumettre ses commentaires finaux dans un délai d'un mois. À l'expiration de ce délai, le rapport du GRETA est rendu public, accompagné des éventuels commentaires de la Partie, et envoyé au Comité des Parties à la Convention.

I. Introduction

1. La première évaluation de la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (« la Convention ») par l'Azerbaïdjan s'est déroulée en 2012-2013. Après avoir reçu la réponse de l'Azerbaïdjan au premier questionnaire du GRETA, le 21 mai 2012, une visite d'évaluation a eu lieu dans le pays du 13 au 17 mai 2013. Le projet de rapport sur l'Azerbaïdjan a été examiné à la 18^e réunion du GRETA (tenue du 4 au 8 novembre 2013) et le rapport final a été adopté à sa 19^e réunion (tenue du 17 au 21 mars 2014). À la suite de la réception des commentaires des autorités azerbaïdjanaises, le rapport final du GRETA a été publié le 23 mai 2014¹.

2. Dans son premier rapport sur l'Azerbaïdjan, le GRETA se félicitait des mesures prises pour adopter une législation et des règlements dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains et pour mettre en place des structures anti-traite spécialisées et de coordination. Toutefois, le GRETA soulignait l'importance d'associer plus étroitement la société civile et les syndicats à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques anti-traite, ainsi qu'à améliorer la coordination, au sein des pouvoirs publics, entre le niveau national et le niveau régional. Constatant que l'accent avait été mis sur l'action nationale contre la traite aux fins d'exploitation sexuelle, le GRETA invitait les autorités azerbaïdjanaises à renforcer les mesures pour prévenir et combattre aussi la traite aux fins d'exploitation par le travail, en particulier dans les secteurs à risque comme le bâtiment, l'agriculture et les services domestiques. Par ailleurs, le GRETA soulignait la nécessité d'améliorer le niveau de connaissances et de sensibilisation des professionnels concernés au sujet de la traite et des droits des victimes. En outre, il appelait les autorités azerbaïdjanaises à prendre des mesures pour décourager la demande de services fournis par des personnes soumises à la traite, en partenariat avec le secteur privé et la société civile. Prenant note de la mise en place d'un mécanisme national d'orientation et d'indicateurs pour identifier les victimes de la traite, le GRETA exhortait les autorités à veiller au caractère multidisciplinaire du processus d'identification des victimes, en définissant officiellement le rôle et la contribution des organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées et d'autres acteurs compétents, tels que les inspecteurs du travail et le personnel médical. De plus, le GRETA invitait les autorités à veiller à ce que les mesures d'assistance ne dépendent pas de la volonté des victimes de coopérer avec les services de détection et de répression. Le GRETA appelait aussi les autorités azerbaïdjanaises à intensifier leurs efforts pour faire en sorte que les infractions relatives à la traite, quelle que soit la forme d'exploitation visée, fassent l'objet d'enquêtes proactives et de poursuites rapides et effectives, et à tirer pleinement parti de toutes les mesures disponibles visant à protéger les victimes de la traite, les témoins ainsi que les ONG qui aident les victimes.

3. Sur la base du rapport du GRETA, le Comité des Parties à la Convention a adopté, le 7 juillet 2014, une recommandation adressée aux autorités azerbaïdjanaises, dans laquelle il leur demandait de l'informer des mesures prises pour se conformer à cette recommandation avant le 7 juillet 2016². Le rapport soumis par les autorités azerbaïdjanaises a été examiné lors de la 19^e réunion du Comité des Parties (tenue le 4 novembre 2016). Le Comité des Parties a décidé de transmettre le rapport des autorités au GRETA pour examen et de le rendre public³.

4. Le 1^{er} février 2017, le GRETA a lancé le deuxième cycle d'évaluation de la mise en œuvre de la Convention à l'égard de l'Azerbaïdjan en adressant le questionnaire relatif à ce cycle aux autorités azerbaïdjanaises. La réponse au questionnaire devait être soumise pour le 3 juillet 2017. L'Azerbaïdjan a soumis sa réponse le 1^{er} juillet 2017⁴.

1 <http://rm.coe.int/1680630cec>

2 <http://rm.coe.int/1680630cea>

3 <http://rm.coe.int/16806c0681> (anglais uniquement).

4 <http://rm.coe.int/greta-2017-21-rq2-aze/168072fb48> (anglais uniquement).

5. Lors de la préparation du présent rapport, le GRETA a utilisé la réponse au questionnaire soumise par les autorités azerbaïdjanaises, le rapport susmentionné que ces dernières ont soumis au Comité des Parties ainsi que des informations reçues de la société civile. Une visite d'évaluation a eu lieu en Azerbaïdjan du 23 au 26 octobre 2017 afin de rencontrer les acteurs concernés, de collecter des informations supplémentaires et d'évaluer la mise en œuvre pratique des mesures adoptées. Elle a été effectuée par une délégation composée des personnes suivantes :

- M. Ryszard Piotrowicz, second Vice-Président du GRETA ;
- Mme Alina Brașoveanu, membre du GRETA ;
- M. Mats Lindberg, administrateur au secrétariat de la Convention.

6. Au cours de cette visite, la délégation du GRETA a rencontré le premier vice-ministre de l'Intérieur, qui est le Coordonnateur national de la lutte contre la traite des êtres humains, ainsi que des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Justice, du ministère du Travail et de la Protection sociale, du ministère de la Santé, du ministère des Transports, de la Communication et des Technologies de pointe, du ministère de la Culture et du Tourisme, du ministère de la Jeunesse et des Sports, du ministère de l'Éducation et du ministère des Affaires étrangères. La délégation a aussi tenu des réunions avec des représentants du Service national des migrations, du Service de sûreté de l'État, du Service national des frontières, de la Commission nationale pour les affaires de la famille, des femmes et des enfants, des autorités chargées de la tutelle et de la garde, de la Commission de la protection de l'enfance et des droits des enfants et du Conseil d'aide publique aux organisations non gouvernementales, sous l'égide du Président de l'Azerbaïdjan. En outre, la délégation du GRETA a rencontré des procureurs du Parquet général et des juges de la Cour suprême et de quatre tribunaux régionaux chargés de juger les infractions graves. Des discussions se sont aussi tenues avec des représentants du Bureau du Commissaire aux droits de l'homme et des membres de la Commission des droits de l'homme et de la Commission des politiques juridiques et du développement de l'État du Parlement d'Azerbaïdjan.

7. Des entretiens distincts ont eu lieu avec des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG). La délégation du GRETA a aussi rencontré des représentants de l'Union européenne, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

8. Au cours de cette visite, la délégation du GRETA s'est rendue dans le foyer public pour victimes de la traite des êtres humains à Bakou ainsi que dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile et un centre de rétention pour migrants en situation irrégulière qui sont gérés par le Service national des migrations.

9. La liste des autorités nationales avec lesquelles la délégation a tenu des consultations figure à l'annexe du présent rapport. Le GRETA leur sait gré des renseignements qu'elles lui ont fournis.

10. Le GRETA tient à remercier les autorités azerbaïdjanaises de leur coopération durant la visite d'évaluation, et en particulier la personne de contact nommée par les autorités pour assurer la liaison avec le GRETA, M. Ilkin Gurbanov, chef de la Division de l'information et du travail analytique, au sein du Service principal chargé de la lutte contre la traite des êtres humains du ministère de l'Intérieur.

11. Le GRETA a approuvé le projet du présent rapport à sa 31^e réunion (19-23 mars 2018) et l'a soumis aux autorités azerbaïdjanaises pour commentaires le 9 avril 2018. Les commentaires des autorités ont été reçus le 11 juin 2018 et ont été pris en compte par le GRETA lors de l'adoption du rapport final, à sa 32^e réunion (du 8 au 13 juillet 2018). Le rapport rend compte de la situation au 13 juillet 2018 ; les développements intervenus après cette date ne sont pas pris en compte dans l'analyse ni dans les conclusions qui suivent. Les conclusions présentent un résumé des progrès réalisés depuis le premier rapport, des questions qui réclament une action immédiate et des autres aspects concernant lesquels une action supplémentaire est nécessaire (voir pages 43 à 49).

II. Principaux faits nouveaux concernant la mise en œuvre de la Convention par l’Azerbaïdjan

1. Nouvelles tendances concernant la traite et les formes d’exploitation

12. L’Azerbaïdjan est principalement un pays d’origine des victimes de la traite, mais aussi, dans une certaine mesure, un pays de destination. D’après les statistiques communiquées par les autorités nationales, le nombre de victimes identifiées par le Service principal chargé de la lutte contre la traite des êtres humains était de 54 en 2014, 63 en 2015, 70 en 2016 et 71 en 2017. En outre, le nombre de personnes identifiées comme victimes présumées de la traite sur la base de motifs raisonnables était de 46 en 2014, 19 en 2015, 7 en 2016 et 9 dans les cinq premiers mois de 2017 (voir aussi paragraphe 94). Environ 95 % des victimes officiellement identifiées étaient des femmes soumises à la traite aux fins d’exploitation sexuelle (seule une femme avait été soumise à l’exploitation par le travail). Tous les hommes victimes avaient été soumis à la traite aux fins d’exploitation par le travail. Durant la période de référence, seuls deux enfants ont été identifiés comme victimes de la traite, en 2014 et 2015 respectivement⁵.

13. La grande majorité des victimes identifiées étaient des citoyens azerbaïdjanais exploités à l’étranger, principalement en Fédération de Russie, en Turquie, aux Émirats arabes unis, en Malaisie et au Pakistan. Concernant les victimes étrangères de la traite exploitées en Azerbaïdjan, durant la période de référence, cinq d’entre elles venaient d’Ouzbékistan, quatre de la Fédération de Russie, deux d’Ukraine, une de Chine et une autre du Turkménistan.

14. Le GRETA note que l’ampleur de la traite en Azerbaïdjan est probablement plus importante que ne l’indiquent les chiffres ci-dessus concernant les victimes officiellement identifiées, étant donné certaines défaillances présentées par la procédure d’identification (voir paragraphes 97-99) et l’insuffisante attention accordée à la traite interne.

2. Évolution du cadre juridique

15. Le Code de procédure pénale (CPP) a été modifié en vertu d’une décision du Conseil des ministres adoptée le 20 juin 2016 visant à y mentionner le délai de rétablissement et de réflexion de 30 jours auquel les victimes de la traite ont droit dans le cadre des poursuites pénales.

16. Par ailleurs, plusieurs textes réglementaires ont été modifiés depuis le premier rapport du GRETA. Les règles applicables au mécanisme national d’orientation adoptées initialement le 11 août 2009 (décision n° 123 du Conseil des ministres) et les règles (indicateurs) pour l’identification des victimes de la traite des êtres humains adoptées le 3 septembre 2009 (décision n° 131) ont été modifiées en vertu de la décision n° 246 du Conseil des ministres du 25 juin 2015. Le programme destiné à éliminer les problèmes sociaux conduisant à la traite a été modifié par la décision n° 389 du 6 octobre 2016, tandis que les règles régissant la création, le financement, le fonctionnement et la supervision des institutions spécialement destinées aux victimes de la traite ont été modifiées par la décision n° 360 du 22 septembre 2016, tout comme l’a été le statut du Fonds d’assistance aux victimes de la traite.

17. Les mesures susmentionnées sont examinées plus en détail dans la suite du présent rapport (voir paragraphes 71, 93 et 130).

⁵ Une jeune fille de 15 ans soumise à la traite aux fins d’exploitation par le travail à l’étranger et un nouveau-né vendu par ses parents.

3. Évolution du cadre institutionnel

18. Il n'y a pas eu d'évolution significative du cadre institutionnel de la lutte contre la traite en Azerbaïdjan depuis le premier rapport d'évaluation du GRETA.

19. Le Coordonnateur national de la lutte contre la traite des êtres humains, qui est un vice-ministre de l'Intérieur, continue d'assurer la mise en œuvre du plan d'action national, la coordination des activités des différents acteurs et l'échange d'informations entre eux. Le Coordonnateur national soumet chaque année un rapport sur la lutte contre la traite en Azerbaïdjan au ministre de l'Intérieur, au Parlement et au médiateur⁶. Il est assisté du Groupe de travail sur la lutte contre la traite des êtres humains, qui est composé de représentants de tous les ministères concernés et d'ONG ayant le statut d'observateur⁷.

20. La commission interinstitutionnelle chargée de la mise en œuvre du mécanisme national d'orientation, évoquée dans le premier rapport du GRETA⁸, a une composition similaire à celle du groupe de travail susmentionné et se compose de représentants des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Santé, de l'Éducation, du Travail et de la Protection sociale, de la Jeunesse et des Sports, de la Culture et du Tourisme, du Parquet général, de la Commission douanière nationale, de la Commission nationale pour les affaires de la famille, des femmes et des enfants, du Service de sûreté de l'État, du Service national des frontières et du Service national des migrations. La commission se réunit au moins une fois par an sous la direction du Coordonnateur national. Il y a trois ans encore, des ONG participaient également à ses réunions, mais cette pratique n'est plus en vigueur.

21. Le Service principal chargé de la lutte contre la traite des êtres humains du ministère de l'Intérieur, associé à une unité de police spéciale anti-traite, est le principal organe d'enquête sur les affaires de traite. Il coopère étroitement avec le Service principal de la lutte contre le crime organisé qui dépend du même ministère. Au sein du système judiciaire, les infractions de traite relèvent de la compétence des cinq tribunaux régionaux chargés de juger les infractions graves.

22. En Azerbaïdjan, il n'existe pas de rapporteur national sur la traite spécifiquement désigné. Du point de vue des autorités azerbaïdjanaises, le rapport annuel du Coordonnateur national au parlement satisfait aux exigences du paragraphe 4, article 29, de la Convention. De l'avis du GRETA, le principal élément du mécanisme de rapporteur national, au sens de l'article 29, paragraphe 4, de la Convention, devrait être la capacité d'assurer un suivi critique des efforts et de l'efficacité de l'ensemble des institutions de l'État, y compris le Coordonnateur national, et à cette fin d'entretenir des échanges constants avec la société civile, les milieux scientifiques et d'autres acteurs pertinents. La séparation structurelle entre les fonctions exécutives et les fonctions de contrôle permet d'évaluer objectivement la mise en œuvre de la législation, des politiques et des activités anti-traite, d'identifier les lacunes et les insuffisances, et de formuler des recommandations juridiques et politiques de portée générale. **Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient réexaminer la possibilité d'établir un rapporteur national indépendant ou de désigner un autre mécanisme qui serait une entité organisationnelle indépendante chargée d'assurer un suivi efficace des activités de lutte contre la traite des institutions de l'État et d'adresser des recommandations aux personnes et institutions concernées (voir l'article 29, paragraphe 4, de la Convention et le paragraphe 298 du rapport explicatif).**

23. En Azerbaïdjan, des ONG spécialisées continuent de jouer un rôle important dans la lutte contre la traite en menant des actions de sensibilisation, en gérant des foyers et en offrant une assistance aux victimes de la traite (voir paragraphes 107 et 108). Toutefois, ces dernières années, les fonds mis à la disposition des ONG pour des missions spécifiques, comme la prestation de services aux victimes de la traite, ont diminué (voir paragraphe 196).

⁶ Disponible sur le site anti-traite du ministère de l'Intérieur : <http://www.insanalveri.gov.az/?/az/menu/16/>

⁷ Voir paragraphe 21 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

⁸ Voir paragraphe 23 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

4. Plans d'action nationaux

24. Au moment de la deuxième visite du GRETA, le plan d'action national contre la traite 2014-2018, approuvé en vertu du décret présidentiel du 24 juillet 2014, était en vigueur⁹. Il contient des mesures en matière de sensibilisation, de législation, de prévention et de poursuites, d'assistance aux victimes et de coopération internationale. À titre d'exemple, il prévoit le renforcement des contrôles des migrations de travailleurs, des médias et des sites internet qui pourraient publier des annonces pouvant être en lien avec la traite, ainsi que la mise en œuvre d'une formation professionnelle et d'autres mesures de soutien destinées aux victimes de la traite en vue d'éviter une traite répétée.

25. Les organes publics ci-après participent à la mise en œuvre du plan d'action national : le Conseil des ministres, le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Justice, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Économie, le ministère de la Santé, le ministère des Transports, des Communications et des Technologies de pointe, le ministère de l'Éducation, le ministère du Travail et de la Protection sociale, le ministère de la Jeunesse et des Sports, le ministère de la Culture et du Tourisme, le Service de sûreté de l'État, le Service national des migrations, le Service national des frontières, la Commission douanière nationale, la Commission nationale pour les affaires de la famille, des femmes et des enfants, l'Administration de l'aviation civile, l'Administration publique des affaires maritimes, l'Autorité de supervision des marchés financiers, la radiotélévision azerbaïdjanaise, les autorités exécutives locales et des organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées.

26. Il n'est pas alloué de budget spécifique à la mise en œuvre du plan d'action national. Chaque ministère et chaque service public chargé de mettre en œuvre des mesures prévues par le plan utilise son propre budget pour cela. En général, la mise en œuvre des différents plans d'action nationaux ne fait pas l'objet d'évaluations, mais le département du contrôle de l'État, rattaché à l'administration présidentielle, supervise leur mise en œuvre et, le cas échéant, charge les organes de l'État compétents d'appliquer les mesures qui ne l'ont pas encore été lorsque la période de référence du plan d'action touche à sa fin.

27. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient réaliser une évaluation indépendante de la mise en œuvre de l'actuel plan d'action national contre la traite lorsqu'il sera arrivé à son terme, afin de mesurer l'impact des actions menées et de préparer le prochain plan d'action. En outre, le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient allouer à la lutte contre la traite un financement approprié, prélevé sur le budget de l'État, pour la mise en œuvre effective d'une approche de la lutte contre la traite fondée sur les droits humains qui soit coordonnée et efficace, en consultation avec tous les acteurs pertinents.

5. Formation des professionnels concernés

28. Dans son premier rapport, le GRETA exhortait les autorités azerbaïdjanaises à prendre des mesures supplémentaires pour que les professionnels concernés, notamment les policiers, les procureurs et les juges, connaissent mieux le caractère complexe de la traite et les droits des victimes et y soient davantage sensibilisés.

⁹ Disponible à l'adresse <http://insanalveri.gov.az/upload/S%C9%99r%C9%99ncam%20MFP%202014-2018.pdf>

29. Selon les autorités azerbaïdjanaises, la formation initiale des nouvelles recrues de la police consacre entre quatre et six heures à la question de la traite. En outre, l'académie de police dispense des formations sur la traite aux hauts fonctionnaires de police. D'autre part, le personnel du Service principal chargé de la lutte contre la traite des êtres humains du ministère de l'Intérieur, en collaboration avec l'ONG Clean World, a dispensé des formations sur la traite et la violence domestique à 512 fonctionnaires de police dans les villes de Gazakh, Shamkir, Tovuz, Balakan, Zagatala, Gabala, Ismayilli, Astara, Lankaran, Masalli et Jalilabad. Ce même service a également assuré 11 journées de formations destinées aux membres des unités de police locales de différentes régions en 2017. Les agents de ce service ont eux-mêmes suivis des formations complémentaires en 2017.

30. Le GRETA a été informé que l'école des agents du service des frontières a intégré la question de la traite dans son programme de formation. Selon les autorités azerbaïdjanaises, chaque année, environ un millier d'agents du service des frontières et d'étudiants de l'académie de ce service suivent les sessions de formation sur la traite, d'une durée de quatre heures. En outre, des membres du service des frontières participent régulièrement à des formations et d'autres activités portant sur la lutte contre la traite ; ces formations sont organisées à l'étranger ou en Azerbaïdjan par les organisations internationales présentes dans le pays.

31. Il n'existe pas de formation spécifique sur la traite pour les procureurs, mais certains d'entre eux participent à des formations et des conférences à l'étranger. À titre d'exemple, en 2014, l'ambassade des États-Unis a apporté son soutien à une formation destinée à 25 procureurs, juges et enquêteurs judiciaires et consacrée aux bonnes pratiques en matière d'enquête et de poursuite dans les affaires de traite.

32. Un programme de formation et un manuel anti-traite ont été développés et publiés dans le cadre de la phase IV d'un projet intitulé « Promouvoir la coopération pour lutter efficacement contre la traite des êtres humains par le renforcement des capacités et l'assistance technique en Azerbaïdjan », mis en œuvre par l'OIM et financé par le Département d'État du Gouvernement américain¹⁰. L'objectif visé est de soutenir les efforts nationaux de lutte contre la traite par la mise à disposition de matériels de formation pour les juges, les procureurs et les candidats à la fonction de juge, qui seront utilisés par les formateurs dans le cadre du programme d'éducation formelle de l'école de justice du ministère de la Justice d'Azerbaïdjan.

33. Dans le cadre du projet sur « Renforcer les capacités de lutte contre la traite des êtres humains en Azerbaïdjan », mis en œuvre par l'OIM, 15 à 20 avocats du barreau azerbaïdjanais ont bénéficié d'une formation en septembre 2017. L'OIM a entrepris de concevoir des manuels sur la traite pour l'école de la police et l'académie de police, les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, les juges, les procureurs, les diplomates, le personnel du Service national des migrations et du Service national des frontières, les psychologues et les travailleurs sociaux. En outre, du 3 au 5 mai 2017, dans le cadre du projet « Renforcer les capacités en matière de gestion des migrations et des frontières », l'OIM a dispensé une formation à des agents de centres d'accueil pour demandeurs d'asile et de centres de rétention pour migrants en situation irrégulière.

34. Aucune information sur la traite n'a été dispensée aux inspecteurs du travail depuis 2014 ; toutes les inspections relatives aux activités entrepreneuriales ont été suspendues (voir paragraphe 57).

¹⁰ Disponible à l'adresse <http://www.iom.az/publications/> (en anglais).

35. Durant la période 2014-2015, le Service principal chargé de la lutte contre la traite des êtres humains a distribué des brochures sur la traite au ministère des Transports, au Service national des frontières, à la Commission douanière nationale, à l'Administration de l'aviation civile, à l'Administration publique des affaires maritimes et à des ONG spécialisées, afin de les sensibiliser à la traite. En 2016, ces brochures ont aussi été distribuées au ministère de l'Éducation, au ministère de la Jeunesse et des Sports, au ministère de la Culture et du Tourisme, au ministère du Travail et de la Protection sociale, au ministère de la Santé, au Service national des migrations et à la Commission nationale pour les affaires de la famille, des femmes et des enfants.

36. En 2015, le centre pour les réformes et la santé publique du ministère de la Santé, en coopération avec l'ONG « Hopeful Future », a organisé une formation de trois jours sur la fourniture d'une assistance médicale, psychologique et sociale aux enfants victimes de la traite. Les participants étaient des professionnels de santé, des travailleurs sociaux et des policiers du district d'Ujar. Par ailleurs, avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), une formation sur l'assistance aux victimes de la violence fondée sur le genre, de la traite des enfants et de la traite aux fins d'exploitation par le travail a été dispensée du 6 au 10 juin 2016 à des professionnels de santé, notamment des agents du centre pour les réformes et la santé publique du ministère de la Santé, des agents de l'Institut national de formation médicale spécialisée, et des médecins de différents hôpitaux, y compris un hôpital pédiatrique.

37. Le GRETA a appris que les médecins suivent une remise à niveau obligatoire tous les cinq ans et que des informations sur la traite sont incluses dans ce programme. Dans leurs commentaires sur le projet de rapport du GRETA, les autorités azerbaïdjanaises ont expliqué que le programme de formation des départements de thérapeutique, de pédiatrie, d'obstétrique, de gynécologie et de chirurgie de l'Institut national de formation médicale spécialisée comprend des modules portant sur la lutte contre la traite et la prise en charge médicale des victimes.

38. Malgré les activités de formation susmentionnées, le GRETA est préoccupé par le fait que certains groupes professionnels n'ont pas suivi de formation sur la traite, notamment les inspecteurs du travail, les juges, les travailleurs sociaux et les agents des services d'asile. Le GRETA souligne l'importance d'adopter une approche multidisciplinaire de la formation et de surmonter les préjugés et les stéréotypes qui empêchent l'identification des victimes de la traite.

39. Tout en relevant qu'une formation sur la traite est dispensée à certains groupes professionnels, le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient veiller à ce que tous les professionnels concernés soient formés périodiquement, tout au long de leur carrière, à l'identification des victimes de la traite, y compris en vue d'améliorer l'identification des victimes de la traite aux fins d'exploitation par le travail. Cette formation devrait faire partie du programme de formation de base des professionnels concernés et être dispensée aux membres des forces de l'ordre, aux procureurs, aux juges, aux gardes-frontières, aux agents du service de l'immigration, au personnel travaillant dans les centres d'accueil des réfugiés et les centres de rétention pour migrants en situation irrégulière, au personnel des institutions pour enfants, aux travailleurs sociaux, aux inspecteurs du travail et au personnel diplomatique et consulaire.

6. Collecte de données et recherche

40. Dans son premier rapport, le GRETA considérait que les autorités azerbaïdjanaises devraient poursuivre leurs efforts visant à développer et gérer un système statistique complet et cohérent sur la traite des êtres humains, en recueillant auprès de tous les acteurs principaux des données statistiques fiables, pouvant être ventilées. Le GRETA considérait également que les autorités devraient mener et encourager des recherches sur les questions liées à la traite, l'objectif étant que les résultats de ces recherches aident les pouvoirs publics à évaluer les actions déjà menées et à concevoir les futures mesures de lutte contre la traite.

41. Le Service principal chargé de la lutte contre la traite conserve la responsabilité de la collecte de données sur la traite et gère une base de données sur les victimes et les auteurs d'infractions de traite, qui sont ventilées par sexe, âge, type d'exploitation et nationalité. Le Coordonnateur national publie chaque année un rapport sur la traite basé sur des statistiques anonymisées, rassemblées par le Service principal de lutte contre la traite. Toutefois, le GRETA note l'absence de statistiques relatives à l'octroi du délai de rétablissement et de réflexion et aux indemnités versées aux victimes de la traite.

42. Aux fins de la préparation, du suivi et de l'évaluation des politiques de lutte contre la traite, le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à développer un système statistique global sur la traite des êtres humains, en réunissant des données statistiques fiables sur les victimes présumées ou formellement identifiées, provenant de l'ensemble des principaux acteurs, y compris les ONG spécialisées et les organisations internationales, ainsi que sur les enquêtes, les poursuites et les décisions de justice dans les affaires de traite ; ces données devraient pouvoir être ventilées par sexe, âge, type d'exploitation et pays d'origine et/ou de destination. La mise en place de ce système devrait s'accompagner de toutes les mesures nécessaires au respect du droit des personnes concernées à la protection des données à caractère personnel, y compris lorsque des ONG travaillant avec des victimes de la traite sont invitées à fournir des informations pour alimenter la base de données nationale.

43. Plusieurs projets conduits par l'OIM comportent des volets consacrés à des recherches. Depuis septembre 2014, l'OIM met en œuvre un projet intitulé « Renforcer les capacités en matière de gestion des migrations et des frontières », dans le cadre duquel plusieurs rapports ont été publiés sur la gestion des migrations, la législation du travail et d'autres thèmes en rapport avec la traite¹¹. Un autre projet, intitulé « Identification des lacunes et évaluation des besoins : analyse comparative des efforts de lutte contre la traite dans le Caucase du Sud », a été mené au cours de la période 2015-2016. Dans le cadre de ce projet, un rapport d'évaluation des besoins en matière de lutte contre la traite en Azerbaïdjan (« Needs Assessment: Counter-trafficking Response in the Republic of Azerbaijan ») a été publié en 2016¹². Ce rapport, qui s'appuie sur des recherches documentaires, des enquêtes et des entretiens avec des fonctionnaires et des représentants de la société civile, porte sur l'identification des victimes de la traite, l'assistance à ces victimes, la législation, les enquêtes et les poursuites, ainsi que la coopération internationale.

44. Le GRETA note l'insuffisance de la recherche sur la traite aux fins d'exploitation par le travail et sur la traite des enfants, ce qui nuit à une bonne compréhension de ces phénomènes.

¹¹ Plus d'informations à l'adresse http://iom.az/publications/files/CT.0993_Newsletter_ENG.pdf (en anglais).

¹² Disponible à l'adresse https://publications.iom.int/system/files/pdf/counter_trafficking_azerbaijan_en.pdf (en anglais).

45. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient poursuivre leurs efforts pour mener et soutenir des recherches sur les questions liées à la traite, en vue de fonder les futures politiques publiques sur des connaissances validées. Parmi les domaines dans lesquels davantage de recherches devraient être menées afin de mieux connaître l'étendue et la nature du problème de la traite figurent la traite de ressortissants étrangers en Azerbaïdjan, la traite aux fins d'exploitation par le travail, y compris la servitude domestique, et la traite des enfants. Par ailleurs, le GRETA invite les autorités azerbaïdjanaises à mener des recherches sur la diffusion organisée, en ligne, d'abus sexuels sur enfants et sur ses liens éventuels avec la traite des êtres humains.

III. Constats article par article

1. Prévention de la traite des êtres humains

a. Mesures de sensibilisation (article 5)

46. Dans son premier rapport, le GRETA considérait que les autorités azerbaïdjanaises devraient concevoir les futures actions de sensibilisation en se fondant sur des évaluations de l'impact des mesures antérieures et sur des recherches. Le GRETA soulignait que des campagnes de sensibilisation, des cours dans les établissements scolaires et des formations à l'intention des professionnels concernés devraient viser à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et à éradiquer la violence fondée sur le genre et la stigmatisation des victimes de la traite. En outre, il faudrait mener davantage de campagnes d'information à l'intention des migrants résidant en Azerbaïdjan, afin de les informer sur leurs droits et sur le danger de la traite.

47. Le plan d'action national 2014-2018 prévoit diverses mesures de sensibilisation, dont la formation des journalistes au traitement des informations relatives à la traite et l'information des entreprises du secteur du tourisme sur les risques de traite, y compris au moyen de supports écrits.

48. En 2016, la Commission nationale pour les affaires de la famille, des femmes et des enfants a lancé une campagne de sensibilisation ayant pour slogan « Ne devenez pas une victime de la traite ! », qui a été l'occasion de projeter un film, de tenir des débats et de distribuer du matériel d'information. Selon les autorités, la commission a élaboré du matériel de sensibilisation à la traite des femmes, qui a été distribué de juillet à décembre 2007 aux postes-frontières et dans les douanes.

49. Des courts-métrages sur la traite et des clips vidéo pour les médias sociaux ont été préparés par la chaîne de télévision ANS¹³ et l'ONG « Clean World Social Union », avec le soutien du ministère de l'Intérieur. En juillet 2016, la chaîne de télévision ARB a diffusé une émission consacrée à la traite des femmes.

50. Plusieurs projets conduits par l'OIM en Azerbaïdjan ces dernières années comportaient des mesures de sensibilisation du public à la traite, comme des manifestations publiques organisées à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains (30 juillet). En 2016, l'OIM a déclaré être parvenue à toucher plus de 10 000 personnes afin de les sensibiliser à la traite des êtres humains¹⁴. L'OIM a aussi organisé des sessions de débats et de tables rondes dans la République autonome du Nakhitchevan en 2016.

¹³ Un documentaire sur la traite a été diffusé sur la chaîne ANS le 25 mars 2016. En outre, un agent du ministère de l'Intérieur a participé à une émission que cette chaîne a consacrée à la traite des enfants, diffusée le 1^{er} juin 2016.

¹⁴ Plus d'informations à l'adresse http://iom.az/publications/files/CT.0993_Newsletter_ENG.pdf (en anglais).

51. Les autorités azerbaïdjanaises ont également mentionné d'autres initiatives récentes de sensibilisation à la traite telles que des tables rondes, des séminaires, des présentations et la distribution de matériel d'information, qui ont eu lieu dans différentes parties du pays, notamment à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la traite êtres humains.

52. L'Administration de l'aviation civile azerbaïdjanaise a publié des informations concernant la traite sur son site web et des brochures sur la traite ont été distribuées à l'Administration publique des affaires maritimes.

53. À la connaissance du GRETA, il n'y a pas eu d'évaluation de l'impact des mesures de sensibilisation mentionnées ci-dessus.

54. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient poursuivre leurs efforts pour sensibiliser le public à la traite et à ses différentes formes et pour concevoir les futures mesures de sensibilisation dans ce domaine en tenant compte de l'évaluation des actions précédentes.

b. Mesures visant à prévenir la traite aux fins d'exploitation par le travail (article 5)

55. Dans son premier rapport, le GRETA exhortait les autorités azerbaïdjanaises à intensifier leur action de prévention contre la traite aux fins d'exploitation par le travail, en particulier dans les secteurs à risque comme ceux du bâtiment, de l'agriculture et des services domestiques. Le GRETA considérait aussi que les autorités devaient intensifier leurs efforts pour réviser le système d'agrément des agences de recrutement.

56. Comme cela est mentionné au paragraphe 44, en Azerbaïdjan, la recherche consacrée à la fréquence et à l'ampleur du phénomène de la traite aux fins d'exploitation par le travail est insuffisante. Dans son premier rapport sur l'Azerbaïdjan, le GRETA mentionnait l'augmentation du nombre de travailleurs migrants, en particulier dans le secteur du bâtiment mais aussi dans l'agriculture et les services domestiques, et observait que les membres des forces de l'ordre et les inspecteurs du travail avaient tendance à considérer des cas potentiels de traite aux fins d'exploitation par le travail comme des conflits du travail. Le GRETA considérait que les autorités azerbaïdjanaises devaient constater l'existence du phénomène de la traite aux fins d'exploitation par le travail et adapter leurs pratiques et leurs politiques publiques¹⁵. L'action 13.2.5 du plan d'action national contre la traite 2014-2018 prévoit des mesures pour la prévention « des migrations irrégulières, du travail forcé et de la traite des êtres humains ». Le Service national des migrations, le ministère du Travail et de la Protection sociale et le ministère de l'Intérieur ont élaboré un plan d'action pour la prévention et l'éradication de la traite des êtres humains et du travail forcé, et l'élimination de leurs conséquences (2013-2018). Les autorités azerbaïdjanaises ont fait mention de mesures visant à détecter les travailleurs migrants en situation irrégulière¹⁶ et à engager des procédures judiciaires contre eux ; toutefois, il n'est pas fait mention d'éventuelles sanctions infligées aux employeurs ou aux agences de recrutement. Le GRETA souligne que les travailleurs migrants qui sont victimes de la traite aux fins d'exploitation par le travail risquent en effet d'être sanctionnés et expulsés s'ils ne sont pas correctement identifiés en tant que victimes (voir aussi paragraphe 165).

¹⁵ Voir paragraphe 54 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

¹⁶ En 2014, 37 606 ressortissants étrangers et personnes apatrides ont été placées en rétention pour violation des règles en matière de migration ; des procédures administratives ont été engagées contre ces personnes. Le nombre de personnes dans cette situation était de 26 567 en 2015, 26 632 en 2016 et 20 527 en 2017.

57. Le 1^{er} novembre 2015, le Gouvernement azerbaïdjanais a suspendu toutes les inspections d'activités entrepreneuriales pour une période de deux ans en vue de stimuler le développement des entreprises¹⁷. La loi sur la suspension des inspections d'activités entrepreneuriales ne prévoit pas de suspendre les contrôles fiscaux ni les inspections effectuées par le Parquet général en lien avec des enquêtes sur des infractions de corruption. La loi stipule que les inspections en lien avec des affaires constituant une menace grave pour la vie et la santé de la population, la sûreté de l'État et les intérêts économiques sont également autorisées, à la condition qu'elles figurent sur la liste établie par le Gouvernement azerbaïdjanais. En novembre 2017, cette suspension a été prolongée pour trois années supplémentaires, jusqu'au premier janvier 2021¹⁸. Si des inspections peuvent encore être effectuées sur la base d'une plainte écrite officielle, le GRETA ignore si l'Inspection du travail a effectué des contrôles dans des entreprises depuis le 1^{er} novembre 2015. Avant l'entrée en vigueur de cette suspension, l'Inspection nationale du travail détectait en moyenne quatre à cinq cas de travail forcé chaque année, qui n'étaient toutefois pas considérés comme des affaires de traite. Comme cela est indiqué dans le premier rapport du GRETA, l'Inspection du travail n'est chargée de contrôler que les entreprises déclarées et les contrôles doivent être annoncés à l'avance. Les inspecteurs du travail ne peuvent pénétrer chez des particuliers que si les employés qui y travaillent ont un numéro fiscal et déposent une plainte. Il semblerait que l'Inspection nationale du travail manque de personnel et de ressources pour faire appliquer efficacement les réglementations du travail.

58. Le GRETA renvoie au rapport de cinquième cycle de monitoring sur l'Azerbaïdjan de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), selon lequel l'emploi informel est largement répandu en Azerbaïdjan et qui indique que, en 2014, les autorités ont identifié 37 420 migrants en situation irrégulière. Selon l'ECRI, on peut avec juste raison supposer qu'il existe un lien entre le nombre relativement élevé de migrants en situation irrégulière et le fait que les employeurs recherchent une main-d'œuvre bon marché et ne veulent pas payer les frais annuels de 1 000 manats (environ 480 euros) par employé pour l'obtention d'un titre de séjour temporaire. Les migrants recrutés sans s'acquitter de ces frais sont d'autant plus vulnérables à l'exploitation qu'ils sont en situation irrégulière¹⁹.

59. En Azerbaïdjan, aucune législation ne régit l'emploi des employés de maison étrangers. Le GRETA a été informé de cas de ressortissants philippins employés par des familles azerbaïdjanaises pour la garde d'enfants ou des services domestiques en l'absence de tout contrat et en étant privés de leur passeport. Depuis 2014, 11 travailleurs philippins se seraient adressés à l'OIM pour obtenir une aide juridique. Le recrutement de travailleurs philippins était organisé par des sociétés basées hors de l'Azerbaïdjan, par exemple dans les Émirats arabes unis, ou par des entreprises non déclarées en Azerbaïdjan. Selon les autorités azerbaïdjanaises, il y avait en Azerbaïdjan une agence de travail temporaire non déclarée qui organisait le recrutement de nourrices philippines, mais elle a été fermée. Les services domestiques relèvent du droit du travail et, si les autorités azerbaïdjanaises reconnaissent que des conflits sur les conditions de travail ont opposé des employés de maison philippins à leurs employeurs, ces affaires n'ont pas été considérées comme des cas de traite. Les autorités azerbaïdjanaises ont indiqué que des mesures ont été prises pour veiller à ce que les employés de maison philippins touchent les salaires qui leur étaient dus.

¹⁷ Plus d'informations à l'adresse [http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-business-brief-nov-2015-eng/\\$FILE/ey-business-brief-nov-2015-eng.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-business-brief-nov-2015-eng/$FILE/ey-business-brief-nov-2015-eng.pdf) (en anglais).

¹⁸ <https://www.azernews.az/business/121474.html>

¹⁹ ECRI, rapport de cinquième cycle de monitoring sur l'Azerbaïdjan (2016), paragraphe 52. Disponible à l'adresse <https://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Azerbaijan/AZE-CbC-V-2016-017-FRE.pdf>

60. Il n'existe aucune procédure particulière permettant de garantir que les conditions de travail des employés de maison au service de diplomates ne relèvent pas de l'exploitation, à part le fait que ces employés doivent s'enregistrer auprès du ministère des Affaires étrangères. Le GRETA note que dans le cadre du projet susmentionné de l'OIM sur le renforcement des capacités de lutte contre la traite en Azerbaïdjan, il est prévu de mener des activités de formation pour les personnels diplomatiques en poste dans le pays. En outre, dans le cadre d'un nouveau projet anti-traite lancé en 2017 en coopération avec l'OIM, il est envisagé d'élaborer du matériel didactique destiné aux diplomates. Faisant référence au manuel de l'OSCE sur la prévention de la servitude domestique dans les foyers de diplomates²⁰, **le GRETA invite les autorités azerbaïdjanaises à mettre en place des procédures pour prévenir la possibilité de cas de traite aux fins d'exploitation dans les foyers de diplomates.**

61. Le GRETA souligne l'obligation positive incombant à l'Azerbaïdjan, au titre de l'article 4 de la Convention européenne des droits de l'homme, de prendre des mesures pour réglementer les entreprises et d'autres activités économiques, comme les services domestiques, de manière à éviter que des abus s'y produisent. **Le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à prendre des mesures pour prévenir la traite aux fins d'exploitation par le travail, et notamment à :**

- **sensibiliser le grand public et les travailleurs migrants aux risques de traite aux fins d'exploitation par le travail ;**
- **dispenser aux inspecteurs du travail, aux agents des services de détection et de répression, aux procureurs et aux juges des formations sur la lutte contre la traite aux fins d'exploitation par le travail, sur l'identification des victimes de cette forme de traite, y compris parmi les migrants en situation irrégulière, et sur les droits des victimes ;**
- **rétablir les inspections des lieux de travail par les inspecteurs du travail et renforcer le mandat des inspecteurs du travail en vue de prévenir la traite ;**
- **réglementer et contrôler le fonctionnement des agences de recrutement et de travail temporaire, afin de prévenir la traite ;**
- **réexaminer le cadre réglementaire concernant les migrants qui travaillent comme employés de maison et veiller à ce que des inspections puissent être effectuées dans les domiciles privés pour prévenir l'exploitation des employés de maison et détecter les cas de traite.**

c. Mesures visant à prévenir la traite des enfants (article 5)

62. Le plan d'action national contre la traite 2014-2018 contient plusieurs mesures destinées à prévenir la traite des enfants, dont un projet pour une utilisation sûre de l'internet et de la téléphonie mobile par les enfants, et la distribution de supports de sensibilisation. Parmi les autres mesures prévues figurent la mise en œuvre d'un soutien social, juridique et éducatif ainsi que le suivi des enfants placés en famille d'accueil.

²⁰ Disponible à l'adresse <https://www.osce.org/handbook/domesticservitude?download=true> (en anglais).

63. Le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Éducation ont mis en œuvre des ateliers de sensibilisation à la traite dans 41 établissements éducatifs, dont 15 établissements d'enseignement professionnel, 23 établissements d'enseignement secondaire spécialisé, 2 établissements d'enseignement secondaire général et un internat. En outre, en coopération avec l'OIM, la Commission nationale pour les affaires de la famille, des femmes et des enfants a organisé en 2017 des ateliers de sensibilisation à la traite dans six établissements d'enseignement secondaire dans les régions de Guba, Gusar et Khazhmaz. Le Centre d'assistance à Bakou (voir paragraphe 110) organise également des activités de sensibilisation à la traite pour les enfants et les jeunes, ainsi que pour les parents et les enseignants. Au moment de la visite du GRETA, 2040 élèves avaient participé à ces activités proposées en dehors du temps scolaire.

64. L'OIM a conçu et publié une « trousse d'activités scolaire » sur la prévention de la traite et la sûreté des migrations dans le cadre de la phase VI d'un projet intitulé « Promouvoir la coopération pour lutter efficacement contre la traite des êtres humains par le renforcement des capacités et l'assistance technique en Azerbaïdjan », en coopération avec le ministère de l'Éducation. La trousse d'activités comprend une note d'orientation destinée aux enseignants et aux élèves sur les méthodes d'organisation de diverses activités extrascolaires, comme des concours artistiques, du théâtre, des jeux de rôle, des exposés et des discussions sur la sûreté des migrations et la prévention de la traite²¹.

65. Par ailleurs, en novembre 2016, le ministère de la Culture et du Tourisme a diffusé des brochures sur la lutte contre la maltraitance et la traite des enfants auprès des opérateurs de tourisme intervenant en Azerbaïdjan.

66. Selon des représentants de la Commission nationale pour les affaires de la famille, des femmes et des enfants, le nombre d'enfants placés en orphelinat a chuté, passant de 21 000 à environ 3000. Un processus de « désinstitutionnalisation » de la protection de l'enfance est en cours, mais en général, les enfants privés de soins parentaux sont placés en institution durant un certain temps, car l'accès aux familles d'accueil est régi par une liste d'attente. Le GRETA a été informé que, après avoir quitté des orphelinats gérés par l'État, certains enfants se retrouvent à la rue, sans domicile, et sont de ce fait particulièrement vulnérables à la traite.

67. Le GRETA prend note avec préoccupation de rapports faisant état de cas des pires formes de travail des enfants en Azerbaïdjan, dont l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, des activités dangereuses dans la rue (lavage de voitures ou vente ambulante) et l'exploitation de la mendicité²². Les enfants qui vivent dans la rue, ainsi que les enfants qui vivent dans des communautés rurales connaissant de graves difficultés économiques, sont particulièrement vulnérables à la traite. Selon les autorités, le ministère de l'Intérieur a renforcé les mesures de contrôle, de coopération avec les organismes compétents et de sensibilisation à la lutte contre le travail des enfants. Des ateliers et des sessions de formation destinées à améliorer les connaissances et les compétences pour mieux lutter contre le travail des enfants ont été organisés. En outre, des mesures ont été prises pour identifier les enfants privés de soins parentaux, assurer leur hébergement et les aider à obtenir des documents d'identité. Mille cinq cents opérations ont été menées, qui ont permis de détecter 570 enfants envoyés mendier par leurs parents ; des sanctions administratives ont été infligées à 220 parents, et 62 dossiers présentant des faits de violation des lois relatives au travail des enfants ont été adressés à l'Inspection nationale du travail et à ses structures régionales.

²¹ Plus d'informations à l'adresse <http://www.iom.az/publications/> (en anglais).

²² Département du travail des États-Unis, Conclusions de 2016 sur les pires formes de travail des enfants : Azerbaïdjan, disponible à l'adresse <https://www.dol.gov/sites/default/files/images/ilab/child-labor/Azerbaijan2016.pdf> (en anglais).

68. Le GRETA a été informé que le nombre de mariages d'enfants était estimé à 300 chaque année en Azerbaïdjan, principalement au sein des communautés roms. Selon des données de l'Unicef pour 2016, en Azerbaïdjan, 11 % des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans. Les taux de mariages d'enfants sont plus élevés dans certaines régions du pays en conséquence d'une combinaison de facteurs socio-économiques et culturels. Plusieurs ONG, en coopération avec l'Unicef, ont conçu et mené des projets visant à sensibiliser le public au risque que courent les enfants (surtout les filles) d'être victimes de la traite et de mariage précoce. Elles ont aussi dispensé une formation à des fonctionnaires, des ONG, des parents et des enfants dans les régions de Guba, Xhachmaz, Lankaran, Masalli, Yevlas et Mingachaur.

69. Dans son premier rapport d'évaluation, le GRETA exhortait les autorités azerbaïdjanaises à veiller à ce que toutes les naissances soient bien enregistrées. Selon l'article 166.1 du Code de la famille, les naissances sont en règle générale enregistrées par le service de l'État civil du lieu de naissance des enfants ou du lieu de résidence de leurs parents. Les procédures d'enregistrement ont été simplifiées du point de vue de la documentation exigée, notamment dans les cas où l'un des parents ou les deux n'est/ne sont pas azerbaïdjanais. Un tribunal peut toutefois enregistrer une naissance si certains documents nécessaires viennent à manquer. Les nouveau-nés peuvent aussi être enregistrés par les services consulaires azerbaïdjanais à l'étranger. Dans la pratique, des problèmes se posent concernant l'enregistrement des naissances d'enfants dont les parents ne sont pas en possession de documents prouvant leur identité, ce qui concerne principalement des membres de la communauté rom.

70. Tout en se félicitant de l'attention que le plan d'action national porte à la prévention de la traite des enfants, le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à prendre des mesures supplémentaires pour :

- **améliorer la protection des enfants en situation de vulnérabilité en accordant une attention particulière aux enfants qui vivent dans la rue, aux enfants des zones rurales exposés au risque de travail des enfants et aux enfants placés en institution de protection de l'enfance ou quittant une telle institution ;**
- **intensifier la prévention des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés ;**
- **renforcer le rôle des structures de protection de l'enfance et leur capacité à prévenir la traite des enfants et à signaler des cas possibles de traite à d'autres acteurs pertinents ;**
- **veiller à ce que tous les enfants soient enregistrés à la naissance.**

d. Initiatives sociales, économiques et autres à l'intention des groupes vulnérables à la traite (article 5)

71. Le décret n° 81 du Conseil des ministres du 20 mai 2011 qui a établi le programme destiné à éliminer les problèmes sociaux conduisant à la traite a été modifié et actualisé en 2015 et 2016. L'objectif de ce programme est d'éradiquer les problèmes sociaux qui tendent à favoriser la traite, d'améliorer le niveau de vie des victimes et des victimes potentielles, d'identifier les personnes et les groupes vulnérables à la traite, y compris les enfants privés de soins parentaux, et d'apporter une protection sociale aux jeunes ayant quitté les institutions ou les structures de prise en charge alternative parce qu'ils ont atteint la limite d'âge. Selon les autorités azerbaïdjanaises, les réformes socio-économiques ont contribué à améliorer le niveau de vie de la population, notamment en abaissant le taux de chômage, réduisant ainsi le risque des personnes vulnérables d'être victimes de la traite. L'un des objectifs du plan d'action national 2014-2018 est l'élimination des causes profondes de la traite. L'action 13.2.7. du plan d'action prévoit l'enregistrement des sans-abri et d'autres familles vulnérables auprès des autorités locales, tandis que l'action 13.2.8. comporte des mesures destinées à encourager les employeurs à recruter des personnes vulnérables à la traite, ainsi que des victimes de la traite.

72. Les membres des communautés roms sont vulnérables à la traite du fait de leur situation socio-économique. Le rapport de cinquième cycle de monitoring sur l'Azerbaïdjan de l'ECRI renvoie à des informations sur des communautés roms qui vivent dans des zones reculées, sans aucun document d'identité, et qui se retrouvent de ce fait dans une situation de grande vulnérabilité socio-économique, privées d'accès aux systèmes d'aide sociale, de santé et d'éducation²³. En 2017, la Commission nationale pour les affaires de la famille et les droits des femmes a mené, en coopération avec l'Unicef, une enquête sur les enfants qui vivent dans la rue dans les régions de Gazakh et d'Agstafa ; un rapport est en cours de préparation.

73. Au moment de la visite du GRETA, on comptait quelque 1 100 demandeurs d'asile en Azerbaïdjan, en majorité afghans, mais aussi pour quelques-uns tadjiks et pashtounes. Le nombre de personnes ayant obtenu l'asile était faible : 65 au total, dont 30 depuis 2014²⁴. Le GRETA a été informé que le HCR apporte une forme de protection complémentaire aux personnes qui n'obtiennent pas l'asile et prend en charge le coût de leur présence en Azerbaïdjan. Cependant, le statut de ces personnes n'est ni formalisé ni fondé sur le droit, et elles ne jouissent que de droits civils limités et d'un accès restreint aux services sociaux, ce qui les rend vulnérables à la traite. Les autorités azerbaïdjanaises ont indiqué que les demandeurs d'asile ont le droit de travailler mais que, dans la pratique, peu occupent un emploi régulier.

74. En Azerbaïdjan, le nombre de personnes apatrides a significativement diminué au cours des années²⁵. Selon le HCR, on estime à 200 le nombre de personnes apatrides en Azerbaïdjan. Il y a des inquiétudes concernant l'absence de procédures de détermination de l'apatridie et la délivrance de documents aux apatrides, notamment dans la mesure où les parents doivent présenter un justificatif de domicile avant de pouvoir obtenir un certificat de naissance pour leur enfant²⁶. Selon les informations fournies par les autorités azerbaïdjanaises, 181 personnes apatrides ont obtenu la nationalité azerbaïdjanaise en 2015, 117 en 2016 et 378 en 2017.

75. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient intensifier leurs efforts visant à prévenir la traite au moyen d'initiatives sociales, économiques et autres à l'intention des groupes vulnérables à la traite, notamment les communautés roms et les demandeurs d'asile. Des efforts supplémentaires devraient également être engagés pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, combattre la violence fondée sur le genre et les stéréotypes, et soutenir des politiques spécialement destinées à renforcer l'autonomie des femmes comme moyen de lutter contre les causes profondes de la traite.

²³ ECRI, rapport de cinquième cycle de monitoring sur l'Azerbaïdjan, publié le 7 juin 2016, paragraphe 58.

²⁴ En 2014 : 5 ; en 2015 : 0 ; en 2016 : 8 ; en 2017 : 8 ; en 2018 (jusqu'au 9 avril 2018) : 9.

²⁵ Voir paragraphe 100 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

²⁶ Nations Unies, Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), Observations finales concernant le rapport de l'Azerbaïdjan valant septième à neuvième rapports périodiques, 2016, page 31, disponible à l'adresse <http://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=597b1ecc4>.

e. Mesures visant à prévenir la traite aux fins de prélèvement d'organes (article 5)

76. Le GRETA note que si la traite aux fins de prélèvement d'organes, telle que définie par la Convention, et le trafic d'organes, tel que défini par les articles 4 à 8 de la Convention du Conseil de l'Europe contre le trafic d'organes humains²⁷, sont deux infractions distinctes, elles présentent certaines similitudes et des causes similaires, par exemple le nombre insuffisant d'organes pour répondre aux besoins en matière de transplantation et les difficultés économiques et autres qui mettent les individus en situation de vulnérabilité. C'est pourquoi les mesures visant à prévenir le trafic d'organes peuvent contribuer à prévenir la traite aux fins de prélèvement d'organes, et inversement²⁸. Parmi les mesures préventives nécessaires, le GRETA souligne l'importance d'établir un système national solide et transparent pour le prélèvement et la transplantation d'organes humains, et d'assurer la formation des professionnels de santé. Le GRETA insiste également sur l'importance de mener systématiquement une enquête approfondie en cas de soupçon de traite aux fins de prélèvement d'organes, ou en présence d'informations sur cette forme de traite, d'accorder une attention particulière à l'abus de la situation de vulnérabilité du « donneur » et de veiller à ce que les « donneurs » soient considérés comme des victimes de la traite.

77. L'article 144.1 du Code pénal (CP) mentionne le prélèvement illégal d'organes et de tissus humains et l'expérimentation ou la recherche biomédicale illégale sur une personne parmi les fins de l'exploitation dans la définition de la traite. En vertu de l'article 137 du CP, l'achat et la vente d'organes ou de tissus humains et leur prélèvement pour transplantation sont passibles d'une peine d'emprisonnement de trois à cinq ans. De plus, une personne reconnue coupable d'un tel crime pourrait être privée du droit d'exercer certains mandats professionnels ou électoraux pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans.

78. La loi n° 726-IQ du 28 octobre 1999 sur « la transplantation d'organes et (ou) de tissus humains » régit la transplantation d'organes de donneurs vivants et décédés. Le prélèvement d'organes ou de tissus en vue d'une transplantation peut être effectué sur des donneurs vivants s'ils ont donné leur consentement écrit, et sur des donneurs décédés s'ils ont donné leur consentement de leur vivant, ou si leurs proches y consentent, à condition que le défunt n'ait pas exprimé son refus de son vivant. En vertu d'une décision du Conseil des ministres du 13 septembre 2000, les organes ou tissus suivants peuvent être transplantés : cœur, poumons, foie, reins, pancréas, rate, moelle osseuse et cornées. Le ministère de la Santé gère une liste d'attente de patients ayant besoin d'une transplantation. Plusieurs textes réglementaires fournissent des règles et des procédures, ainsi que des listes d'établissements médicaux habilités pour les transplantations d'organes²⁹.

²⁷ Ouverte à la signature à Saint-Jacques-de-Compostelle, le 25 mars 2015 ; entrée en vigueur le 1^{er} mars 2018.

²⁸ Voir l'étude conjointe du Conseil de l'Europe et des Nations Unies sur le trafic d'organes, de tissus et de cellules et la traite des êtres humains aux fins de prélèvement d'organes (2009), en particulier les pages 55 et 56 (étude en anglais [<http://rm.coe.int/doc/09000016805ad1bb>], résumé général en français [<http://rm.coe.int/doc/09000016805ad1ba>]), ainsi que l'étude thématique de l'OSCE intitulée « Trafficking in human beings for the purpose of organ removal in the OSCE region: Analysis and Finding », OSCE Occasional Paper No. 6 (2013).

²⁹ « Modalités et conditions de la transplantation d'organes et(ou) de tissus humains » ; « Liste des structures de santé spécialisées effectuant des transplantations d'organes et(ou) de tissus humains » ; « Règles relatives au prélèvement, à la préparation (conservation) et au stockage des organes et(ou) tissus humains destinés à la transplantation » ; et « Procédures relatives à la prise de décision médicale sur la nécessité de la transplantation d'organes et(ou) de tissus humains ».

79. Si une personne est soupçonnée d'être victime de la traite ou d'un acte criminel en rapport avec la traite, ou de sa préparation, les autorités doivent en être informées. Selon les autorités azerbaïdjanaises, une enquête judiciaire a été ouverte en 2016 dans une affaire de traite suspectée aux fins de prélèvement d'organes impliquant des citoyens iraniens et azerbaïdjanais et la préparation du prélèvement d'un organe au Tadjikistan. Le donneur et l'acheteur potentiels ont été appréhendés en Azerbaïdjan alors qu'ils se préparaient à partir pour le Tadjikistan. Une enquête a été lancée le 1^{er} décembre 2016 en application de l'article 144-1.2.9 du CP. Au cours de l'enquête, il a été établi que les donneurs potentiels avaient librement donné leur consentement à la transplantation sans que l'acheteur potentiel ait usé de moyens particuliers ; l'enquête a été close en mai 2017. En ce qui concerne le médecin, de nationalité étrangère, qui devait effectuer la transplantation, des poursuites ont été engagées contre lui le 30 mai 2017 en application de l'article 137.1 (achat et vente d'organes humains) et de l'article 144 (traite des êtres humains) du CP ; la procédure était en cours lors de la rédaction du présent rapport.

80. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient renforcer les mesures de formation et de sensibilisation destinées aux professionnels de santé impliqués dans la transplantation d'organes, ainsi que d'autres professionnels concernés, et intensifier la coordination et l'interaction entre les professionnels de santé et les services de détection et de répression dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la traite.

81. Le GRETA encourage aussi les autorités azerbaïdjanaises à signer et ratifier la Convention du Conseil de l'Europe contre le trafic d'organes humains, car cela contribuerait à prévenir la traite aux fins de prélèvement d'organes.

f. Mesures visant à décourager la demande (article 6)

82. Dans son premier rapport, le GRETA exhortait les autorités azerbaïdjanaises à intensifier leurs efforts pour décourager la demande de services fournis par des victimes de la traite, pour toutes les formes d'exploitation, en partenariat avec le secteur privé et la société civile. Le GRETA invitait aussi les autorités azerbaïdjanaises à envisager d'ériger en infraction pénale le fait d'utiliser des services faisant l'objet d'une exploitation en sachant que la personne concernée est victime de la traite.

83. Le GRETA n'a pas reçu d'informations sur d'éventuelles mesures spécifiques destinées à décourager la demande de services fournis par des victimes de la traite, autres que les mesures générales de sensibilisation citées aux paragraphes 47 à 51.

84. Les autorités ont fait référence à la législation sur la publicité, qui interdit les publicités qui incitent à la violence, à l'agression ou à des actes pouvant porter atteinte à la vie, à la santé, à l'honneur ou à la dignité des personnes, de même que la publicité pornographique.

85. Les autorités azerbaïdjanaises ont indiqué qu'un ajout à l'article 144 du CP était en préparation afin d'incriminer le fait d'utiliser les services d'une personne que l'on sait être victime de la traite (voir paragraphe 158).

86. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient adopter des mesures législatives, administratives, éducatives, sociales, culturelles et autres pour décourager la demande de services fournis par des personnes soumises à la traite, aux fins de toutes les formes d'exploitation, en partenariat avec la société civile, les syndicats et les médias. Ces mesures devraient notamment viser à :

- **sensibiliser au rôle important que les médias et la publicité ont à jouer pour réduire la demande de services qui alimente la traite ;**
- **promouvoir la sensibilisation au sein des entreprises, renforcer la responsabilité sociale des entreprises et prévenir la traite dans les chaînes d'approvisionnement.**

g. Mesures aux frontières (article 7)

87. Dans son premier rapport, le GRETA considérait que les autorités azerbaïdjanaises devraient intensifier leurs efforts pour détecter les cas de traite et identifier les victimes de la traite dans le cadre des contrôles effectués aux frontières et en lien avec les migrations et dispenser aux employés du Service national des migrations, du Service national des frontières et de la Commission douanière nationale une formation visant à renforcer leur capacité à détecter les cas de traite et identifier les victimes de la traite de manière proactive. En outre, le GRETA considérait que les autorités devraient poursuivre leurs efforts visant à fournir des informations écrites aux ressortissants étrangers envisageant de se rendre en Azerbaïdjan, dans une langue qu'ils comprennent, afin de les mettre en garde contre les risques de traite, de les renseigner sur les services auxquels ils peuvent s'adresser pour obtenir de l'aide et des conseils, et de leur faire connaître leurs droits.

88. Selon les autorités azerbaïdjanaises, le Service national des frontières distribue des brochures au sujet des risques de traite en azerbaïdjanais, russe et anglais. Ces brochures ont été élaborées par le Centre d'assistance aux victimes de la traite en coopération avec le Service national des frontières, et distribuées aux postes-frontières de Bilasuvar, Astara et Balakan. Les militaires présents aux postes-frontières sont, semble-t-il, formés à l'identification des victimes de la traite, conformément aux règles (indicateurs) sur l'identification des victimes de la traite (voir aussi paragraphe 30), et le HCR a dispensé aux gardes-frontières des formations sur les différences entre les victimes de la traite, les demandeurs d'asile et les travailleurs migrants.

89. Les services consulaires azerbaïdjanais à l'étranger peuvent délivrer des visas de travail d'un an maximum. Le GRETA a été informé qu'un nouveau système pour la délivrance de visas a été mis en place en 2017 pour permettre aux candidats de la plupart des pays de demander des visas de tourisme électroniques. Les touristes sont censés s'enregistrer auprès des autorités s'ils prévoient de séjourner plus de 10 jours dans le pays. Ne pas s'enregistrer et prolonger son séjour au-delà de la durée prévue par le visa est punissable d'une amende de 400 manats (environ 190 euros). Il semblerait que les Philippins et les Pakistanais figurent parmi les ressortissants les plus souvent appréhendés alors qu'ils travaillent sans visa valide, ce qui entraîne leur expulsion.

90. Le Service national des migrations est chargé de contrôler les permis de travail des travailleurs étrangers et apatrides. Du 14 au 16 mars 2016, le personnel du Service national des migrations a participé à un atelier sur « l'emploi illégal et l'exploitation des migrants par le travail », qui avait été organisé par l'OIM à Bakou dans le cadre du projet « Renforcer les capacités en matière de gestion des migrations et des frontières ».

91. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient intensifier leurs efforts pour détecter et prévenir la traite par des mesures de contrôle aux frontières, en particulier dans le contexte d'une augmentation des flux migratoires. Les autorités devraient notamment :

- **prendre des mesures visant à renforcer la capacité du personnel à repérer les indicateurs de traite ;**
- **fournir des informations aux ressortissants étrangers entrés de façon irrégulière dans le pays ou demandant l'asile, dans une langue qu'ils comprennent, au sujet des risques de traite, de leurs droits et des services auxquels ils peuvent s'adresser pour obtenir de l'aide et des conseils. Le GRETA renvoie dans ce contexte aux Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales (2014) du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)³⁰.**

³⁰ http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Migration/OHCHR_Recommended_Principles_Guidelines_FR.pdf

2. Mesures visant à protéger et promouvoir les droits des victimes, en garantissant l'égalité entre les femmes et les hommes

a. Identification des victimes de la traite (article 10)

92. Dans son premier rapport, le GRETA exhortait les autorités azerbaïdjanaises à garantir que, dans la pratique, l'identification d'une victime présumée soit dissociée de sa coopération à l'enquête, et à intensifier les efforts visant à identifier de manière proactive les victimes de la traite aux fins d'exploitation par le travail, les hommes victimes de la traite et les victimes de la traite interne.

93. La loi sur la lutte contre la traite, adoptée en 2005 et modifiée en 2013, précise que l'identification des victimes de la traite relève de l'unité de police anti-traite du Service principal chargé de la lutte contre la traite. Suite à la première visite du GRETA, la décision n° 123 du Conseil des ministres concernant les règles applicables au mécanisme national d'orientation des victimes de la traite, adoptée en 2009, a été modifiée en vertu de la décision n° 246 du Conseil des ministres du 25 juin 2015.

94. Ainsi que cela avait déjà été observé lors de la première évaluation, seules les victimes qui acceptent de coopérer à la procédure pénale et dont le cas a donné lieu à l'ouverture d'une enquête pénale officielle sont identifiées en tant que victimes de la traite. Sur la base des indicateurs contenus dans les règles (indicateurs) pour l'identification des victimes de la traite, les personnes qui ne coopèrent pas à la procédure pénale sont considérées comme des victimes présumées de la traite, et ont donc droit à une assistance. Comme il est indiqué au paragraphe 12, le nombre de personnes identifiées comme victimes présumées de la traite sur la base de motifs raisonnables était de 46 en 2014, 19 en 2015, 7 en 2016 et 9 dans les cinq premiers mois de 2017. Selon les autorités azerbaïdjanaises, conformément à la loi sur la lutte contre la traite, les victimes présumées et les victimes formellement identifiées de la traite peuvent exercer les mêmes droits.

95. La permanence téléphonique « 152 », gérée par le Service principal chargé de la lutte contre la traite, a reçu 13 216 appels en 2015, dont 32 en rapport avec la traite, 13 329 appels en 2015, dont 6 en rapport avec la traite, 14 792 appels en 2016, dont 14 en rapport avec la traite, et 8 565 appels en 2017, dont 13 en rapport avec la traite. Il existe trois autres permanences téléphoniques auxquelles il est possible de signaler des cas présumés de traite, l'une étant gérée par le Centre d'assistance aux victimes de la traite et les deux autres par des organisations de la société civile³¹.

96. La décision n° 131 sur les règles (indicateurs) pour l'identification des victimes de la traite des êtres humains envisage la mise en œuvre de mesures d'identification proactives, comme des descentes dans des établissements utilisés pour le commerce de services sexuels, la surveillance des chantiers, des marchés, des gares et d'autres lieux, des descentes dans des « bureaux de placement au noir », où se présentent majoritairement des migrants, la surveillance des annonces diffusées dans les médias et sur internet, et la communication aux unités de police anti-traite d'indications sur de possibles cas de traite recueillies par l'Inspection du travail, les services sociaux, de l'enseignement et de la santé, encore des ONG.

97. Toutefois, le GRETA note que, selon le rapport d'évaluation des besoins établi par l'OIM en 2016 mentionné au paragraphe 43, l'identification des victimes de la traite se fonde sur une approche réactive plutôt que proactive³². La société civile ne participe guère au processus d'identification. La majorité des victimes identifiées sont des femmes azerbaïdjanaises victimes de la traite aux fins d'exploitation sexuelle à l'étranger qui ont été identifiées dans le pays de destination ou qui se sont elles-mêmes signalées à leur retour.

³¹ OIM, Needs Assessment: Counter-trafficking Response in the Republic of Azerbaijan, 2016, page 15.

³² OIM, Needs Assessment: Counter-trafficking Response in the Republic of Azerbaijan, 2016, page 12.

98. Le GRETA a été informé que, dans le cadre de ses inspections, le Service national des migrations a détecté un cas concernant des ressortissants chinois en situation irrégulière qui ont pu être exploités par des compatriotes dans un salon de massage. Toutefois, l'enquête de police n'a pas permis d'établir de preuves et des personnes concernées sont retournées en Chine.

99. Le GRETA note que la suspension des contrôles sur les lieux de travail depuis novembre 2015 (voir paragraphe 57) ainsi que le mandat et les ressources limités des inspecteurs du travail n'encouragent pas une approche proactive de l'identification des victimes. Cela se reflète dans le faible nombre de victimes soumises à la traite aux fins d'exploitation par le travail ayant été identifiées. Selon le rapport d'évaluation des besoins établi par l'OIM (2016), en Azerbaïdjan, la médiocrité des conditions de travail est largement tolérée et les problèmes entre employeurs et employés sont perçus comme de simples différends plutôt que comme des infractions potentielles³³. Le GRETA souligne l'importance d'adopter une approche proactive de l'identification des victimes potentielles de la traite parmi les travailleurs migrants, les migrants en situation irrégulière et les employés de maison.

100. Selon les autorités azerbaïdjanaises, les agents du Service national des migrations ont suivi une formation à l'identification des victimes de la traite parmi les demandeurs d'asile. Le HCR et l'OIM ont aussi dispensé des formations sur la traite aux agents du Service national des migrations qui examinent les demandes d'asile. Toutefois, durant la période de référence, aucune victime de la traite n'a été identifiée parmi les demandeurs d'asile et aucune victime de la traite ne s'est vu accorder le statut de réfugié.

101. Le GRETA a visité une structure gérée par le Service national des migrations, qui regroupe un centre de rétention pour migrants en situation irrégulière et un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Le GRETA a été informé qu'en principe, les demandeurs d'asile peuvent quitter le centre sur demande (conformément à l'article 87 du Code des migrations), mais que dans la pratique, ils ne sont généralement pas autorisés à quitter le centre. Actuellement, les ONG n'organisent pas de visites dans cette structure ; les autorités ont toutefois indiqué que les ONG sont autorisées à se rendre dans le centre et à rencontrer les demandeurs d'asile et les migrants en situation irrégulière. Les autorités ont également indiqué que la médiatrice et le personnel de son bureau (en sa qualité de mécanisme national de prévention), ainsi que les représentants du HCR et de l'OIM, peuvent effectuer des visites dans le centre d'accueil.

102. Le GRETA exhorte une nouvelle fois les autorités azerbaïdjanaises à veiller à ce que les victimes de la traite soient identifiées comme telles, conformément à l'article 10 de la Convention. Les autorités devraient notamment :

- **renforcer le mécanisme national d'orientation et le caractère multidisciplinaire de l'identification des victimes, en définissant officiellement le rôle et la contribution des ONG spécialisées et en associant à l'identification des victimes d'autres acteurs compétents, tels que les inspecteurs du travail, les travailleurs sociaux, le personnel éducatif et les professionnels de santé ;**
- **veiller à ce que, dans la pratique, l'identification d'une victime présumée soit dissociée de sa coopération à l'enquête ;**
- **veiller à ce que l'application des règles (indicateurs) sur l'identification des victimes de la traite et des règles applicables au mécanisme national d'orientation soit dûment suivie et évaluée ;**
- **intensifier les efforts visant à identifier de manière proactive les victimes de la traite aux fins d'exploitation par le travail dans les secteurs où le risque de traite est le plus élevé, tels que le bâtiment, l'agriculture et les services domestiques, en associant à l'identification les inspecteurs du travail et les syndicats ;**

33

OIM, Needs Assessment: Counter-trafficking Response in the Republic of Azerbaijan, 2016, page 14.

- **revoir le mandat de l'Inspection du travail de façon à permettre à ses agents d'inspecter d'autres lieux de travail que ceux des entreprises déclarées (par exemple, les locaux où travaillent des employés de maison) et d'identifier efficacement les victimes de la traite ;**
- **améliorer la détection et l'identification des victimes de la traite parmi les migrants en situation irrégulière et les demandeurs d'asile au moyen d'une approche proactive, ce qui suppose d'organiser régulièrement des formations sur la traite et sur les droits des victimes à l'intention des agents des services de l'immigration et de l'asile, y compris le personnel du centre de rétention pour migrants en situation irrégulière, et en autorisant les ONG spécialisées à effectuer des visites dans les structures où de telles personnes sont retenues.**

b. Mesures d'assistance (article 12)

103. Dans son premier rapport, le GRETA exhortait les autorités azerbaïdjanaises à intensifier les efforts pour fournir une assistance aux victimes de la traite et pour garantir un hébergement d'urgence sûr aux victimes qui ne souhaitent pas ou ne peuvent pas coopérer avec les services de détection et de répression. Par ailleurs, le GRETA considérait que les autorités azerbaïdjanaises devraient poursuivre leurs efforts visant à faciliter la réinsertion sociale des victimes de la traite et à éviter qu'elles soient de nouveau soumises à la traite, en leur donnant accès à l'éducation, à la formation professionnelle et au marché du travail.

104. Comme décrit dans le premier rapport du GRETA, la loi sur la lutte contre la traite impose de fournir aux victimes de la traite une assistance médicale et psychosociale ainsi que des programmes de réadaptation (articles 9.5 et 9.6). La loi prévoit aussi la création de foyers gérés par l'État (article 13) et de centres d'assistance pour les victimes de la traite (article 14). L'article 15 dresse la liste des mesures à prendre pour la réadaptation sociale des victimes. Selon l'article 17, à la demande des autorités de poursuite, les autorités publiques compétentes, les foyers et les centres d'assistance devraient, dans le cadre de leurs fonctions, fournir une assistance aux victimes de la traite, avec le consentement des victimes. L'assistance aux victimes de la traite est officiellement fournie par des institutions du secteur public, même si, dans la pratique, certains services ont été délégués à des ONG³⁴.

105. La fourniture d'un hébergement sûr aux victimes de la traite relève de la responsabilité du ministère de l'Intérieur, les services médicaux de celle du ministère de la Santé, et l'éducation de celle du ministère de l'Éducation.

³⁴

Voir paragraphe 139 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

106. La délégation du GRETA s'est rendue dans le foyer géré par l'État à Bakou qui accueille des femmes, des hommes et des enfants victimes de la traite, et qui dépend directement du Service principal chargé de la lutte contre la traite³⁵. D'une capacité de 54 lits, le foyer comporte différentes sections réservées respectivement aux hommes, aux femmes et aux enfants. Les chambres contiennent de deux à six lits. Le personnel est composé de 16 membres, dont des travailleurs sociaux et un psychologue. Au moment de la visite du GRETA, le foyer hébergeait 10 victimes (identifiées ou présumées) de la traite, dont sept hommes victimes d'exploitation par le travail et trois femmes victimes d'exploitation sexuelle ou d'exploitation par le travail. Le foyer dispose d'un budget annuel de 200 000 manats (environ 96 000 euros). Les victimes présumées ou identifiées sont hébergées et assistées sans distinction selon qu'elles coopèrent ou non à l'enquête pénale. Certaines victimes séjournaient dans le foyer depuis deux ans. Au total, le foyer a accueilli 51 victimes en 2015, le nombre maximum de personnes hébergées en même temps étant de 14. Il semblerait donc que ce foyer géré par l'État soit sous-utilisé, alors que les foyers gérés par des ONG fonctionneraient au maximum de leur capacité. Le GRETA a été informé que les victimes préfèrent les foyers gérés par des ONG parce qu'ils offrent un environnement plus personnalisé et moins réglementé que le foyer géré par l'État. Les femmes victimes, notamment, se sentiraient isolées dans le foyer de haute sécurité de l'État, dont, généralement, les résidents ne sortent pas sans être accompagnés³⁶.

107. Parallèlement au foyer géré par l'État, deux ONG gèrent également des foyers pour femmes victimes de la traite : l'union publique « Clean World » (à Bakou) et l'union publique « Tamas Regional Development » (à Ganja). Des représentants de l'État ont indiqué qu'ils orientent souvent les victimes de la traite vers les foyers gérés par les ONG. Le ministère du Travail et de la Protection sociale lance périodiquement des appels d'offres pour des services confiés aux ONG mais, jusqu'à présent, les foyers gérés par des ONG n'ont pas obtenu de subventions du ministère, car celles-ci sont réservées aux structures accréditées. Or, il n'existe aucun mécanisme clair permettant aux foyers gérés par des ONG d'obtenir un agrément³⁷.

108. Dans le cadre d'un projet lancé en septembre 2015 (projet C-TIP), l'OIM a soutenu les foyers pour victimes de la traite gérés par l'union publique « Clean World » et l'union publique « Tamas Regional Development », ainsi que le foyer pour enfants géré par l'union azerbaïdjanaise pour l'enfance (voir paragraphe 121). Après une évaluation par l'OIM des lacunes et des problèmes identifiés dans la fourniture de services par ces foyers, et sur la base des résultats et de recommandations, une étroite collaboration a été mise en œuvre pour aider ces foyers, à plusieurs niveaux, à assister les victimes (aide financière directe pour couvrir leurs dépenses de fonctionnement, aide au renforcement des capacités pour une fourniture de services davantage centrés sur les victimes et autres soutiens de nature technique)³⁸. Le projet, en tant que principale source de financement, a permis aux foyers d'apporter une assistance juridique, sociale et psychologique aux victimes. De septembre 2015 à décembre 2016, le projet C-TIP est parvenu à orienter 43 femmes vers l'emploi et à inscrire 15 enfants à l'école par le biais des foyers gérés par les ONG.

³⁵ Ce foyer avait déjà été visité par le GRETA au moment de la première évaluation, voir paragraphe 131 du premier rapport du GRETA.

³⁶ OIM, Needs Assessment: Counter-trafficking Response in the Republic of Azerbaijan, 2016, page 19.

³⁷ OIM, Needs Assessment: Counter-trafficking Response in the Republic of Azerbaijan, 2016, page 19.

³⁸ <http://www.iom.az/>

109. En vertu de l'article 14 de la loi sur la lutte contre la traite, des centres d'assistance aux victimes de la traite sont créés pour conseiller les victimes au sujet des procédures administratives et juridiques qui les concernent et au sujet de leurs droits, pour leur apporter une assistance médicale et psychologique, une formation professionnelle et une éducation, et pour les aider à trouver un hébergement et un travail³⁹. Le GRETA a été informé que les services sont fournis aux victimes de la traite sans distinction selon qu'elles acceptent de participer aux poursuites pénales. L'aide est apportée de façon confidentielle et les informations à caractère personnel concernant les victimes ne sont pas divulguées. Les centres d'assistance sont supervisés par le ministère du Travail et de la Protection sociale, qui leur octroie des subventions en provenance du Fonds de protection sociale de l'État.

110. Le Centre d'assistance aux victimes de la traite, situé à Bakou, a été présenté en détail dans le premier rapport d'évaluation du GRETA⁴⁰. Le Centre intervient non seulement auprès des victimes identifiées et présumées de la traite, mais aussi auprès de personnes considérées comme étant exposées au risque de la traite, notamment les femmes qui, sortant de prison, peuvent avoir perdu de vue leurs relations et risquent de se retrouver sans emploi. Il perçoit des subventions de l'État (47 000 manats, soit environ 22 000 euros, en 2017). Les juristes travaillant pour le Centre fournissent aux victimes une assistance juridique, qui est financée par l'OIM, mais n'assurent pas leur représentation en justice. Le Centre accompagne également des victimes dans les procédures administratives et la recherche d'emploi ; il ne s'est occupé d'aucun ressortissant étranger.

111. Le GRETA a été informé qu'en 2015, le ministère de l'Intérieur a dépensé au total 108 000 manats (environ 91 000 euros) pour des mesures d'assistance aux victimes de la traite, notamment des mesures de réadaptation sociale, l'hébergement en foyer, des moyens de subsistance, des prestations financières et une assistance juridique. Les montants correspondants étaient de 153 000 manats (environ 73 000 euros) en 2016 et de 122 000 manats (environ 62 000 euros) en 2017.

112. Concernant les soins de santé, le GRETA a été informé que les victimes de la traite pouvaient être orientées vers neuf structures de santé, à Bakou, qui sont habilitées à accueillir des victimes de la traite et dont le personnel a été formé aux questions de traite⁴¹.

113. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient intensifier leurs efforts visant à assurer une assistance à toutes les victimes et victimes présumées de la traite, y compris en faisant en sorte qu'elles aient accès aux foyers et aux services sur l'ensemble du territoire.

114. Dans ce contexte, le GRETA considère que les autorités devraient assurer un financement approprié au Centre d'assistance aux victimes de la traite, ainsi qu'aux ONG spécialisées qui gèrent des foyers et fournissent des services aux victimes, y compris en supprimant tout obstacle à l'accès à des financements extérieurs.

c. Identification des enfants victimes de la traite et assistance à ces enfants (articles 10 et 12)

115. Dans son premier rapport, le GRETA exhortait les autorités azerbaïdjanaises à améliorer la détection et l'identification des enfants victimes de la traite, notamment en créant un mécanisme d'identification spécifique qui tienne compte de la situation et des besoins particuliers des enfants victimes, qui reçoive le concours de spécialistes de l'enfance et qui fasse de l'intérêt supérieur de l'enfant la considération primordiale.

³⁹ Voir paragraphes 129, 137 et 139-140 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

⁴⁰ Voir paragraphe 26 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

⁴¹ Centre républicain de santé mentale, Hôpital républicain M. Mirgasimov, Hôpital pour enfants A. Garayev, Centre républicain de lutte contre le sida, Institut des maladies pulmonaires, Centre républicain d'addictologie, Institut de recherche scientifique obstétrique et gynécologique, Consultation pour femmes n° 7, Polyclinique municipale n° 25.

116. Comme cela est indiqué dans le premier rapport du GRETA, l'article 16 de la loi sur la lutte contre la traite prévoit un mécanisme d'orientation et un système d'assistance spécifiques pour les enfants victimes de la traite. La loi précise que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être pris en considération dans le cadre de l'aide qui lui est apportée. Lorsqu'un enfant est identifié comme victime potentielle de la traite, la Commission de la protection de l'enfance et des droits des enfants, ainsi que, si nécessaire, les autorités chargées de la tutelle et de la garde, doivent en être informées et doivent participer aux décisions relatives à l'assistance à mettre en place. Les enfants placés dans des foyers ont le droit de poursuivre leur scolarité et de communiquer avec leurs parents, à moins que les parents n'aient été impliqués dans la traite⁴².

117. Malgré les dispositions de l'article 16 de la loi sur la lutte contre la traite, il n'a pas été mis en place de mécanisme d'orientation spécifique pour les enfants victimes de la traite, pas plus qu'il n'existe de procédures opérationnelles standard pour l'identification de ces enfants et leur orientation vers des services d'assistance.

118. Ainsi que cela est indiqué au paragraphe 12, seuls deux enfants ont été identifiés en tant que victimes de la traite durant la période 2014-2017 : une jeune fille de 15 ans victime de la traite aux fins d'exploitation par le travail, qui a été placée dans un foyer, et un nouveau-né vendu par ses parents, qui a été confié aux bons soins des autorités chargées de la tutelle et de la garde et placé dans une institution de protection de l'enfance.

119. Le GRETA se déclare préoccupé par des rapports faisant état d'enfants éventuellement victimes de la traite, qui ont été détectés par des ONG mais qui ne sont pas considérés comme des victimes présumées ni formellement identifiés en tant que victimes. En 2016, les services de détection et de répression auraient identifié plus de 500 enfants qui travaillaient dans la rue (lavage de voitures, vente ambulante, mendicité, etc.), mais ces enfants n'ont pas été orientés vers les services sociaux et ont repris leur activité presque immédiatement⁴³.

120. Comme cela est mentionné au paragraphe 106, le foyer géré par l'État à Bakou peut héberger des enfants victimes de la traite pour une durée maximale de 60 jours. Sur demande, l'unité de police anti-traite, l'autorité chargée de la tutelle et de la garde, et la Commission de la protection de l'enfance et des droits des enfants peuvent, ensemble, décider de prolonger le séjour au-delà de 60 jours. Il existe aussi deux foyers gérés par des ONG qui acceptent des enfants victimes de la traite, l'un géré par l'union azerbaïdjanaise pour l'enfance et l'autre par l'ONG « Place of Hope ». Les enfants placés dans des foyers bénéficient d'une assistance médicale, psychologique et sociale et peuvent poursuivre leur scolarité. Un programme individuel de réadaptation sociale est élaboré pour chacun d'entre eux.

121. Le GRETA a été informé que les enfants étrangers victimes de la traite ne seraient renvoyés dans leur pays d'origine que s'il est estimé qu'ils ne courent aucun risque de nouvelle victimisation. Si l'évaluation des risques débouche sur la recommandation de ne pas rapatrier un enfant, un permis de séjour est délivré à l'enfant qui bénéficie alors de mesures de réadaptation et d'intégration.

122. La loi sur la lutte contre la traite dispose que, en cas d'incertitude sur l'âge d'une victime potentielle et lorsqu'il y a des raisons de croire qu'elle est un enfant, elle doit être considérée comme un enfant. Selon des représentants du Service national des migrations, il n'a jamais été nécessaire de procéder à une détermination de l'âge.

⁴² Voir paragraphes 130 et 132 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

⁴³ Département du travail des États-Unis, 2016, Findings on Worst Forms of Child Labor: Azerbaijan (Conclusions de 2016 sur les pires formes de travail des enfants : Azerbaïdjan).

123. Le GRETA exhorte à nouveau les autorités azerbaïdjanaises à améliorer l'identification des enfants victimes de la traite et leur orientation vers des services d'assistance, y compris par les moyens suivants :

- **créer un mécanisme d'identification spécifique, basé sur une coopération interinstitutionnelle et accompagné de procédures opérationnelles standard, qui tienne compte de la situation et des besoins particuliers des enfants victimes de la traite, qui reçoive le concours de spécialistes de l'enfance et qui fasse de l'intérêt supérieur de l'enfant la considération primordiale ;**
- **veiller à ce que les acteurs compétents (police, autorités de protection de l'enfance, travailleurs sociaux, personnel de santé, enseignants, ONG) reçoivent une formation appropriée et des orientations pour l'identification des enfants victimes de la traite, de façon à pouvoir adopter une approche proactive et intensifier leur action sur le terrain pour identifier ces enfants.**

124. En outre, le GRETA invite les autorités azerbaïdjanaises à réexaminer les procédures de détermination de l'âge en veillant à protéger de manière efficace l'intérêt supérieur de l'enfant et en tenant compte de la Convention relative aux droits de l'enfant et de l'Observation générale n° 6 du Comité des droits de l'enfant⁴⁴.

d. Protection de la vie privée (article 11)

125. Comme le GRETA l'a déjà indiqué dans son premier rapport, les articles 17 et 18 de la loi sur la lutte contre la traite prévoient que les données à caractère personnel ou les contacts des victimes identifiées ne doivent pas être dévoilés. En vertu de l'article 316-1 du CP, la collecte ou la diffusion illégales d'informations confidentielles sur les victimes de la traite ou sur les mesures de sécurité qui leur sont appliquées sont punissables d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans. Selon l'article 7 de la loi sur la protection des personnes participant à une procédure pénale, les informations relatives à une victime ou un témoin doivent être protégées.

126. Selon des représentants de la société civile rencontrés par le GRETA, les communications officielles, postales ou d'autre nature, envoyées aux victimes de la traite par les tribunaux font dorénavant l'objet d'une plus grande discrétion, diminuant ainsi le risque que des membres de la famille des victimes ou d'autres personnes soient informées de leur situation de victime.

127. Le GRETA invite les autorités azerbaïdjanaises à poursuivre leurs efforts pour protéger la vie privée des victimes de la traite.

e. Délai de rétablissement et de réflexion (article 13)

128. Dans son premier rapport, le GRETA exhortait les autorités azerbaïdjanaises à veiller à ce que les victimes et les victimes potentielles de la traite soient systématiquement informées de la possibilité de disposer d'un délai de rétablissement et de réflexion et se voient effectivement accorder un tel délai.

129. Comme cela est mentionné dans le premier rapport du GRETA, l'article 14.1 de la loi sur la lutte contre la traite dispose que les victimes de la traite ont droit à un délai de rétablissement et de réflexion de 30 jours pour leur permettre de se rétablir, de se soustraire à l'influence des trafiquants et de prendre une décision sur une éventuelle coopération à l'enquête pénale⁴⁵. Durant le délai de rétablissement et de réflexion, les victimes ont droit aux services prévus par la loi sur la lutte contre la traite (voir paragraphe 104) et ne doivent pas être expulsées du pays.

⁴⁴ Observation générale n° 6 (2005) sur le traitement des enfants non accompagnés et des enfants séparés en dehors de leur pays d'origine, Comité des droits de l'enfant, trente-neuvième session, 17 mai-3 juin 2005.

⁴⁵ Voir paragraphe 146 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

130. Comme il est indiqué au paragraphe 15, en 2016, un nouvel article 123(1) a été introduit dans le Code de procédure pénale (CPP), disposant que les policiers qui mènent une enquête pénale et les procureurs sont autorisés à accorder un délai de rétablissement et de réflexion aux victimes de la traite. Le délai de rétablissement et de réflexion reste conforme à la définition qui en est donnée dans la loi sur la lutte contre la traite. Toutefois, selon les autorités, cette nouvelle disposition constitue une avancée importante dans la mesure où l'action des policiers et des procureurs se fonde sur le CPP. Une personne qui obtient un délai de rétablissement et de réflexion est considérée comme une victime présumée de la traite.

131. Il n'existait pas de statistiques sur le nombre de délais de rétablissement et de réflexion qui ont été accordés jusqu'en fin d'année 2016. En 2017, huit victimes présumées de la traite (des citoyens azerbaïdjanais soumis à la traite aux fins d'exploitation sexuelle) ont obtenu un tel délai.

132. Tout en saluant la nouvelle disposition sur le délai de rétablissement et de réflexion intégrée dans le CPP, le GRETA est préoccupé par l'absence de statistiques sur son application et le fait qu'un tel délai n'ait pas été accordé à des victimes étrangères de la traite.

133. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient examiner régulièrement l'application dans la pratique du délai de rétablissement et de réflexion et s'assurer qu'il est systématiquement proposé et effectivement accordé à toutes les victimes présumées de la traite de nationalité étrangère.

f. Permis de séjour (article 14)

134. Comme cela est indiqué dans le premier rapport du GRETA, l'article 20.1 de la loi sur la lutte contre la traite prévoit deux périodes consécutives pendant lesquelles une victime de la traite ne peut pas être expulsée en application d'une décision administrative⁴⁶. La première période, d'une durée d'un an, est accordée par les autorités compte tenu de la coopération de la victime avec les autorités de poursuite, de la souffrance physique et morale de la victime, et du danger encouru par la victime si elle retournait dans son pays d'origine, en particulier le risque d'être de nouveau soumise à la traite. Après cette période d'un an, une victime étrangère peut séjourner sur le territoire azerbaïdjanais si elle coopère avec les autorités de poursuite et tant que la procédure pénale n'est pas achevée (article 20.2). Les personnes qui souhaitent bénéficier d'un droit de séjour sur le territoire azerbaïdjanais doivent en faire la demande auprès du Service national des migrations. Au terme de la deuxième période, il est possible de demander un permis de séjour de cinq ans.

135. Le GRETA a été informé que des permis de séjour de six mois ont été accordés à une victime de la traite d'origine philippine en 2014, deux victimes d'origine ouzbèke en 2015 et trois victimes d'origine géorgienne et ukrainienne en 2017.

136. Le GRETA note que la loi sur la lutte contre la traite, plutôt que de conférer le droit d'obtenir un permis de séjour comme l'exige la Convention, fait mention de « périodes durant lesquelles une victime de la traite ne peut être expulsée ». Selon les autorités azerbaïdjanaises, des modifications du Code des migrations prenant en compte les exigences de la Convention concernant la délivrance de permis de séjour temporaires aux victimes de la traite étrangères ou apatrides ont été préparées, et ces propositions ont été soumises au Conseil des ministres. Ces modifications portent sur la délivrance de permis de séjour temporaires aux victimes étrangères ou apatrides et dispense les victimes de produire certains documents qui sont exigés de la part d'autres personnes demandant un permis de séjour. Les propositions de modifications ont été adressées à l'administration présidentielle le 16 mars 2018.

⁴⁶

Voir paragraphes 151 et 152 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

137. Le GRETA invite les autorités azerbaïdjanaises à continuer de faire en sorte que les victimes de la traite puissent bénéficier pleinement du droit d'obtenir un permis de séjour, y compris en raison de leur situation personnelle.

g. Indemnisation et recours (article 15)

138. Dans son premier rapport, le GRETA exhortait les autorités azerbaïdjanaises à informer toutes les victimes de la traite des possibilités d'obtenir une indemnisation et à veiller à ce qu'elles aient effectivement accès à une indemnisation par les trafiquants et/ou par l'État, notamment en garantissant leur accès effectif à une assistance juridique.

139. La législation concernant l'indemnisation n'a pas évolué depuis la première évaluation concernant l'Azerbaïdjan effectuée par le GRETA⁴⁷. En vertu de l'article 2 de la loi sur l'adoption et la mise en œuvre du Code de procédure pénale, une indemnisation peut être obtenue par les victimes par le biais d'une procédure civile après l'achèvement de la procédure pénale. En vertu des articles 3.6 et 3.7 des règles applicables au mécanisme national d'orientation, les victimes ont le droit d'engager une action civile devant une juridiction civile ou pénale afin d'être indemnisées du préjudice matériel et moral causé par l'infraction pénale, ainsi que de bénéficier d'une indemnisation de la part du Fonds d'assistance aux victimes de la traite (voir paragraphe 141). Selon les autorités azerbaïdjanaises, bien que le versement d'une indemnisation ne soit pas mentionné dans les décisions de justice, le nombre de victimes de la traite ayant reçu une indemnisation de la part des trafiquants ou de leurs proches était de 9 en 2015, 17 en 2016 et 21 en 2017. Deux demandes d'indemnisation ont été déposées au civil, mais n'ont pas été examinées par les tribunaux.

140. Par ailleurs, en vertu de l'article 191 du Code de procédure pénale, les victimes peuvent demander réparation à l'État pour le préjudice subi du fait d'une infraction pénale. En vertu de l'article 191.1 du CPP, il incombe au tribunal de rendre une décision sur la demande d'indemnisation par l'État et son montant, ainsi que sur la part de l'indemnisation que doit verser l'auteur de l'infraction (article 191.2 du CPP). Les autorités azerbaïdjanaises ont déclaré qu'aucune victime de la traite n'a reçu d'indemnisation de la part de l'État en application du CPP.

141. Comme cela est indiqué dans le premier rapport du GRETA, les victimes identifiées reçoivent une somme forfaitaire de 400 manats (environ 190 euros) en provenance du Fonds d'assistance aux victimes de la traite. Le fait de percevoir cette indemnisation n'empêche pas les victimes de demander réparation de la part de l'auteur de l'infraction ou de l'État. Le nombre de victimes ayant reçu cette indemnité forfaitaire était de 40 (dont quatre hommes) en 2014, 43 (dont quatre hommes) en 2015 et 61 (dont deux hommes) en 2016. Selon l'article 22 de la loi sur la lutte contre la traite et le statut du Fonds d'assistance aux victimes de la traite, les avoirs confisqués aux trafiquants peuvent être transférés au Fonds, mais cela ne s'est jamais produit. Le Fonds dépend pour l'essentiel de dons dans la mesure où il ne fait l'objet d'aucune allocation budgétaire. Au moment de la visite du GRETA, le Fonds était doté de 1500 manats (environ 720 euros).

142. En vertu des règles applicables au mécanisme national d'orientation, les victimes ont droit à une assistance juridique gratuite. Sur la base d'un accord conclu le 26 août 2015 entre le gouvernement et le barreau azerbaïdjanais, ce dernier se charge de l'assistance juridique des victimes de la traite en contrepartie d'une indemnité mensuelle de 450 manats (environ 210 euros). Le nombre de victimes ayant ainsi reçu une assistance juridique était de 17 en 2015, 40 en 2016 et 38 en 2017. Selon les autorités azerbaïdjanaises, l'assistance juridique est assurée pendant l'enquête et la procédure judiciaire, mais aussi par la suite, par exemple pour des questions de droit civil et de droit des familles.

⁴⁷

Voir paragraphes 155-159 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

143. En vertu de l'article 10 de la loi sur la lutte contre la traite, l'assistance juridique peut aussi être assurée par des ONG et il est arrivé que des avocats non inscrits au barreau dispensent bénévolement des conseils juridiques à des victimes de la traite. Toutefois, le 31 octobre 2017, le Parlement azerbaïdjanais a voté des amendements au Code civil en vertu desquels seuls les avocats du barreau sont habilités à fournir une assistance juridique, ce qui empêche les autres avocats de représenter les victimes de la traite en justice⁴⁸. Or, il a été indiqué au GRETA que les membres du barreau manifestent peu d'intérêt pour cette tâche, compte tenu de sa trop faible rémunération. Ainsi, dans la pratique, la représentation des victimes de la traite dans les affaires pénales est entre les mains d'un seul avocat, membre du barreau, à qui le gouvernement verse l'indemnité mensuelle susmentionnée.

144. Le GRETA exhorte une nouvelle fois les autorités azerbaïdjanaises à garantir l'accès effectif à une indemnisation pour les victimes de la traite, et en particulier à :

- **réexaminer les procédures pénales et civiles existantes concernant l'indemnisation en vue d'améliorer leur efficacité et de faire en sorte que l'indemnisation par l'État soit effectivement accessible aux victimes de la traite ;**
- **veiller à ce que les victimes de la traite soient systématiquement informées, dans une langue qu'elles comprennent, de leur droit de demander une indemnisation dans le cadre des procédures pénales et civiles, et des procédures à suivre ;**
- **permettre aux victimes de la traite d'exercer leur droit à une indemnisation en garantissant leur accès effectif à une assistance juridique, en renforçant la capacité des praticiens du droit à aider les victimes à demander une indemnisation et en intégrant la question de l'indemnisation dans les programmes de formation destinés aux agents des services répressifs et aux magistrats ;**
- **supprimer les restrictions qui empêchent certains avocats d'apporter une assistance juridique aux victimes de la traite.**

145. Par ailleurs, le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient tirer pleinement parti de la législation permettant la saisie et la confiscation des biens des trafiquants et leur transfert vers le Fonds d'assistance aux victimes de la traite, assurer le financement approprié du Fonds et augmenter le montant de l'indemnisation forfaitaire en vue de répondre aux besoins de réinsertion des victimes.

h. Rapatriement et retour des victimes (article 16)

146. Dans son premier rapport, le GRETA considérait que les autorités azerbaïdjanaises devraient continuer de développer le cadre institutionnel et procédural concernant le rapatriement et le retour des victimes de la traite, en tenant dûment compte des droits des victimes, de leur sécurité, de leur dignité et de leur protection. Il indiquait qu'il conviendrait de s'assurer tout particulièrement que les risques ont été évalués de manière appropriée avant le retour des victimes, conformément aux obligations de l'État liées au principe de non-refoulement, et que dans le cas des enfants, le retour n'est pas contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant.

⁴⁸ Selon un rapport de 2016 de la Commission internationale de juristes, le nombre d'avocats membres du barreau en Azerbaïdjan est très faible par rapport à la taille de la population : <http://www.refworld.org/pdfid/58d4fbc4.pdf> (en anglais).

147. Comme cela est indiqué dans le premier rapport du GRETA, en vertu de l'article 19 de la loi sur la lutte contre la traite, le rapatriement des citoyens azerbaïdjanais qui ont été identifiés comme victimes de la traite à l'étranger est organisé par le ministère des Affaires étrangères, par le biais des consulats et des ambassades d'Azerbaïdjan. Si la personne concernée n'a pas de passeport, le ministère des Affaires étrangères délivre une autorisation de retour pour le remplacer. En ce qui concerne le rapatriement des victimes étrangères de la traite présentes en Azerbaïdjan, d'après l'article 20 de la loi sur la lutte contre la traite, le Service principal chargé de la lutte contre la traite, en coopération avec le Service national des migrations, fournit les documents pertinents, couvre les frais du retour et prend les mesures nécessaires pour garantir un retour en toute sécurité et éviter que les victimes ne soient de nouveau soumises à la traite.

148. L'article 20.3 indique que, si des enfants victimes de la traite peuvent être rapatriés sous certaines conditions, ils ne peuvent être expulsés en application d'une décision administrative. Comme cela est mentionné au paragraphe 121, le rapatriement des enfants victimes n'est autorisé que s'il est estimé qu'ils ne risquent pas d'être à nouveau victimes de la traite. Tout enfant de plus de 10 ans est consulté au sujet de son rapatriement éventuel dans son pays d'origine.

149. Le GRETA a été informé qu'aucune victime de la traite de nationalité azerbaïdjanaise n'avait été rapatriée en Azerbaïdjan avec le concours des autorités durant la période de référence ; par conséquent, celles qui sont rentrées en Azerbaïdjan l'ont fait par leurs propres moyens. Selon les informations fournies par les autorités, un ressortissant chinois et un ressortissant philippin ont été retournés dans leur pays d'origine en 2016, de même qu'un ressortissant philippin et un ressortissant kazakh en 2017.

150. Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient faire en sorte que le retour des victimes de la traite soit organisé en tenant dûment compte des droits, de la sécurité et de la dignité de ces personnes, y compris leur droit au non-refoulement (article 40, paragraphe 4, de la Convention)⁴⁹. Cela implique d'informer les victimes sur les programmes existants en matière de rapatriement et de retour volontaire, de les protéger contre la revictimisation et la traite répétée et, dans le cas d'enfants, de respecter pleinement le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant. Il convient d'accorder une attention particulière aux principes directeurs du HCR concernant l'application de la Convention sur les réfugiés aux victimes de la traite.

⁴⁹ HCR, [Principes directeurs sur la protection internationale : application de l'article 1A\(2\) de la Convention de 1951 et/ou du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés aux victimes de la traite et aux personnes risquant d'être victimes de la traite](#), HCR/GIP/06/07, 7 avril 2006.

3. Droit pénal matériel

a. Incrimination de la traite (article 18)

151. La disposition relative à l'infraction de traite des êtres humains, à l'origine inscrite dans l'article 144.1 du Code pénal d'Azerbaïdjan en 2005 puis modifiée en 2013, n'a connu aucune modification depuis la première évaluation du GRETA. Elle est libellée comme suit :

« Le recrutement, l'obtention, la rétention, l'hébergement, le transport, la remise ou l'accueil d'une personne par la menace de recours ou le recours à la force, l'intimidation ou d'autres formes de contrainte, ou par enlèvement, fraude, tromperie, abus de pouvoir ou d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou de tout autre avantage, privilège ou concession pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation de cette dernière. » L'exploitation est définie comme : « le travail forcé (services), l'exploitation sexuelle, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage et la dépendance qui résultent de ces pratiques, le prélèvement illégal d'organes et de tissus humains, l'expérimentation/la recherche biomédicale illégale sur une personne, l'utilisation d'une femme comme mère porteuse ou la participation à une activité illicite ou criminelle »⁵⁰.

152. L'infraction mentionnée à l'article 144.1 du Code pénal est punissable d'une peine d'emprisonnement de 5 à 10 ans. L'article 144-1.2 du CP dresse la liste des circonstances aggravantes pour lesquelles une peine d'emprisonnement de 8 à 12 ans est envisagée : l'infraction a été commise à l'encontre de deux personnes ou plus ; à l'encontre d'un enfant ; à l'encontre d'une femme enceinte dont la grossesse est connue du trafiquant ; en faisant franchir la frontière de la République d'Azerbaïdjan à une victime de la traite ; par un groupe de personnes constitué à cette fin ou par un groupe organisé et/ou une organisation criminelle ; par abus d'autorité ; par le recours et/ou la menace de recours à la force au péril de la vie ou de la santé de la victime ; en torturant la victime ou en lui infligeant des traitements cruels, inhumains ou dégradants ; ou dans le but d'utiliser les organes ou les tissus de la victime.

153. « L'abus d'une situation de vulnérabilité » fait partie des moyens énoncés à l'article 144-1 du CP. Les autorités azerbaïdjanaises ont évoqué le cas d'une personne dont l'endettement constitue un exemple de situation de vulnérabilité.

154. Le travail forcé est incriminé indépendamment de l'article 144.1 du CP, et notamment en vertu de l'article 144-2.1 du CP, qui est libellé comme suit : « forcer une personne à accomplir toute tâche (ou tout service) par la menace, par le recours à la force ou la menace de recours à la force, ou par la restriction de la liberté d'une personne, hormis dans des cas spécifiques prévus par la loi ». Le GRETA a été informé que la mendicité forcée est considérée comme une forme de travail forcé au sens de ces dispositions, mais aucun cas de traite aux fins d'exploitation par la mendicité forcée n'a été identifié durant la période de référence. Les autorités azerbaïdjanaises ne considèrent pas que les articles 144.1 et 144-2.1 présentent des chevauchements qui rendraient leur application difficile ; en l'absence de jurisprudence en la matière, elles estiment que les deux dispositions peuvent être appliquées en parallèle.

155. La définition de la traite à l'article 144.1 du CP mentionne spécifiquement l'exploitation par des activités illégales ou criminelles parmi les formes d'exploitation.

⁵⁰ Traduction non officielle.

156. Le « mariage forcé » est érigé en infraction pénale en vertu de l'article 176.1 du CP et l'« adoption illégale » en vertu de l'article 174 du CP. Bien que le mariage forcé et l'adoption illégale ne figurent pas parmi les formes d'exploitation liées à la traite en vertu de l'article 144.1 du CP, le GRETA a été informé que, si ces actes sont commis dans le cadre d'une infraction de traite, les infractions se cumulent.

b. Incrimination de l'utilisation des services d'une victime (article 19)

157. Dans son premier rapport, le GRETA invitait les autorités azerbaïdjanaises à envisager d'ériger en infraction pénale le fait d'utiliser des services résultant d'une exploitation, en sachant que la personne concernée est victime de la traite.

158. Le GRETA a été informé que des amendements au CP qui incriminent le fait d'utiliser les services d'une victime de la traite en sachant qu'elle est victime de la traite ont été préparés et sont en attente d'approbation par l'administration présidentielle. **Le GRETA souhaiterait être tenu informé de l'adoption de ces projets de modification.**

159. **Le GRETA invite à nouveau les autorités azerbaïdjanaises à adopter les mesures législatives nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale au fait d'utiliser les services d'une personne que l'on sait être victime de la traite, quelle que soit la forme d'exploitation, comme le prévoit l'article 19 de la Convention.**

c. Responsabilité des personnes morales (article 22)

160. Dans son premier rapport, le GRETA considérait que les autorités azerbaïdjanaises devraient examiner les raisons pour lesquelles aucune personne morale n'a encore été poursuivie pour des faits liés à la traite et prendre, sur cette base, les mesures nécessaires pour que la responsabilité des personnes morales puisse être engagée en pratique.

161. Aucun changement n'a été apporté à la législation relative à la responsabilité des personnes morales depuis le premier rapport du GRETA. En vertu de l'article 99.4 du CP, les personnes morales peuvent être tenues pour responsables d'infractions pénales, y compris celles relatives à la traite, commises en leur nom et pour leur compte. Les sanctions prévues sont les suivantes : une amende, la confiscation spéciale, la privation du droit d'exercer certains types d'activités et le retrait de la personnalité juridique. Les autorités azerbaïdjanaises ont indiqué qu'à ce jour, il n'y a eu aucune information sur des personnes morales ayant commis des infractions de traite et, par conséquent, aucune affaire pénale concernant l'implication de personnes morales dans des infractions de traite.

162. **Le GRETA invite les autorités azerbaïdjanaises à examiner régulièrement l'application des dispositions légales concernant la responsabilité des personnes morales en matière de traite en vue de garantir que tout soupçon d'infraction de traite commise par une personne morale donne lieu à une enquête et des poursuites effectives.**

d. Non-sanction des victimes de la traite des êtres humains (article 26)

163. En vertu de l'article 17.7 de la loi sur la lutte contre la traite, les victimes de la traite ne peuvent se voir infliger de sanctions civiles, administratives ou pénales pour des actes qu'elles ont commis sous la contrainte ou la menace parce qu'elles étaient victimes de la traite.

164. Le GRETA a été informé que, durant la période de référence, 12 victimes de la traite ont été déchargées de leur responsabilité pour des infractions qu'elles avaient été contraintes de commettre. Dans ces affaires, le principe de non-sanction a été appliqué au stade des poursuites ; les personnes concernées ayant été identifiées comme victime de la traite, elles n'ont pas été mises en accusation. À titre d'exemple, les autorités azerbaïdjanaises ont mentionné des affaires dans lesquelles des femmes victimes de la traite aux fins d'exploitation sexuelle qui avaient été forcées de participer au recrutement d'autres femmes n'avaient pas été tenues pour responsables des infractions qu'elles auraient commises.

165. Toutefois, compte tenu du grand nombre de travailleurs migrants placés en rétention après avoir été reconnus coupables de violation des règles en matière de migration (voir paragraphes 56 et 58), le GRETA craint que les travailleurs migrants qui sont victimes de la traite aux fins d'exploitation par le travail soient exposés à des sanctions et à l'expulsion s'ils ne sont pas correctement identifiés en tant que victimes.

166. **Saluant le fait que le principe de non-sanction des victimes de la traite figure explicitement dans la loi azerbaïdjanaise, le GRETA considère que les autorités devraient assurer son application effective dans la pratique. Tant que la procédure d'identification est en cours, les victimes potentielles ne devraient pas être punies pour des infractions à la législation sur l'immigration.** Dans ce contexte, il convient d'attirer l'attention sur les recommandations relatives à la non-sanction, destinées aux législateurs et aux procureurs, qui sont contenues dans le document publié par le bureau du Représentant spécial et Coordinateur de la lutte contre la traite des êtres humains de l'OSCE en consultation avec le Groupe de coordination des experts de l'Alliance contre la traite des êtres humains⁵¹.

4. Enquêtes, poursuites et droit procédural

a. Mesures visant à assurer des enquêtes efficaces (articles 1, 27 et 29)

167. Dans son premier rapport, le GRETA exhortait les autorités azerbaïdjanaises à intensifier leurs efforts visant à garantir que les infractions relatives à la traite, quelle que soit la forme d'exploitation concernée, fassent l'objet d'enquêtes proactives et de poursuites rapides et effectives conduisant à des sanctions proportionnées et dissuasives, y compris en renforçant la spécialisation et la formation des juges, procureurs, enquêteurs et avocats concernant la gravité de la traite, les lourdes conséquences de l'exploitation pour les victimes et la nécessité de respecter les droits des victimes.

168. Comme cela est mentionné au paragraphe 21, il existe une unité de police spécialisée dans les enquêtes sur les affaires de traite, au sein du Service principal chargé de la lutte contre la traite des êtres humains, qui dépend directement du Coordonnateur national de la lutte contre la traite. Les policiers de cette unité sont formés à l'identification des victimes de la traite et à leur orientation vers les services d'assistance. Le Service principal chargé de la lutte contre la traite des êtres humains du ministère de l'Intérieur et le Service principal chargé de la lutte contre le crime organisé, qui dépend du même ministère, participent tous deux aux enquêtes sur les affaires de traite.

169. L'Azerbaïdjan ne dispose pas de procureurs spécialisés dans les affaires de traite, mais un service du Parquet général spécialisé dans le crime organisé couvre les affaires de traite. Les infractions de traite sont jugées par les tribunaux chargés des infractions graves.

⁵¹

<https://www.osce.org/secretariat/101002?download=true>

170. Les enquêteurs de police sont formés à l'utilisation de techniques spéciales d'enquête, notamment les écoutes téléphoniques, l'interception de communications électroniques ou écrites, l'accès à des véhicules et des bâtiments et leur examen, la surveillance clandestine de personnes et l'infiltration de groupes criminels. Le GRETA a été informé que, lorsqu'elle enquête sur des affaires de traite, la police demande souvent aux opérateurs de téléphonie mobile de lui fournir des données. En vertu du CPP, les informations collectées au moyen des techniques spéciales d'enquête peuvent servir de preuves dans le cadre des poursuites. Toutefois, selon le rapport d'évaluation des besoins établi par l'OIM, il est nécessaire de collecter des preuves au moyen des techniques spéciales d'enquête car, sinon, les témoignages des victimes se trouvent être la principale source de preuves⁵².

171. Des investigations financières peuvent être menées en application des articles 177.3, 177.4 et 259.3 du CPP, y compris concernant des virements et des comptes en banque. Une chambre de contrôle des marchés financiers contrôle les transactions financières. Le GRETA a été informé qu'en 2016, elle n'avait identifié aucune activité suspecte qui aurait présenté des liens avec des infractions de traite.

172. Le GRETA a été informé que le nombre de cas présumés de traite ayant fait l'objet d'une enquête policière s'élevait à 22 en 2014, 33 en 2015, 26 en 2016 et 29 en 2017. Le nombre de poursuites engagées dans des affaires de traite s'élevait à 22 en 2014, 26 en 2015, 30 en 2016 et 28 en 2017. En ce qui concerne les décisions de justice rendues dans des affaires de traite par les tribunaux chargés des infractions graves, 23 condamnations ont été prononcées contre 26 personnes (dont 15 avec sursis) en 2014, 28 contre 35 personnes (dont 16 avec sursis) en 2015, 45 contre 51 personnes (dont 27 avec sursis) en 2016 et 27 contre 31 personnes (dont 25 avec sursis) en 2017. En 2017, 10 affaires ont fait l'objet d'un recours devant la Cour suprême ; parmi celles-ci, six ont été examinées et quatre le seront en 2018. Parmi les six affaires tranchées, la décision de la cour d'appel a été maintenue dans un cas et annulée dans un autre cas ; trois affaires ont été renvoyées à la cour d'appel tandis que dans un cas, le recours n'avait pas été déposé dans le délai imparti.

173. Bien qu'aucune statistique n'ait été communiquée au GRETA concernant la longueur des peines d'emprisonnement prononcées pour infraction de traite, il semblerait qu'elles soient généralement courtes et en grande partie assorties d'un sursis. Selon l'article 63 du CP, la peine d'emprisonnement minimale pour l'infraction de traite est de cinq ans, mais l'article 60.2 du CP prévoit qu'un tribunal peut, dans des circonstances exceptionnelles, prononcer des peines d'une durée inférieure au minimum légal. Selon des juges rencontrés par le GRETA, plus de 80 % des auteurs d'infraction sont des femmes ayant recruté d'autres femmes aux fins d'exploitation sexuelle à l'étranger. Le CP autorise la suspension ou l'ajournement des peines dans le cas de femmes enceintes ou devant s'occuper d'enfants en bas âge. Par exemple, en 2014, dans une affaire impliquant une ressortissante philippine travaillant comme employée de maison, une citoyenne azerbaïdjanaise a été condamnée pour traite aux fins d'exploitation par le travail⁵³ à huit ans et six mois d'emprisonnement⁵⁴ ; toutefois, conformément à l'article 70 du CP, cette peine a été assortie d'un sursis et d'une période probatoire d'un an, parce que l'auteur de l'infraction avait un enfant à charge.

174. Le GRETA note avec inquiétude que les enquêtes dans les affaires de traite semblent focalisées sur les personnes qui recrutent directement les victimes, et non sur les éventuels réseaux de traite et d'exploitation qui se cachent derrière ces personnes. L'exploitation des victimes a généralement lieu à l'étranger, ce qui complique la collecte de preuves, et de nombreuses affaires de traite sont, au final, rejetées par les tribunaux. De plus, lorsque les auteurs sont condamnés, les sanctions sont souvent assorties d'un sursis. Le GRETA note ainsi qu'un nombre considérable d'enquêtes et de poursuites dans des affaires de traite ne sont pas suivies de condamnations imposant des sanctions proportionnées et dissuasives. Il semble que les efforts déployés pour poursuivre les commanditaires des infractions de traite soient insuffisants ; dans la plupart des cas, seuls les recruteurs sont condamnés.

⁵² OIM, Needs Assessment: Counter-trafficking Response in the Republic of Azerbaijan, 2016, page 32.

⁵³ En vertu des articles 144-1 et 144-2 du CP.

⁵⁴ Décision de justice du 19 mai 2014.

175. Selon l'article 22 de la loi sur la lutte contre la traite, tous les avoirs acquis grâce à la traite peuvent être confisqués par la justice et transférés au Fond d'assistance aux victimes de la traite (voir paragraphe 141). Toutefois, durant la période de référence, il n'y a eu aucun jugement ayant abouti à la confiscation des biens d'un trafiquant.

176. Dans son premier rapport sur l'Azerbaïdjan, le GRETA mentionnait l'affaire « SerbAz », qui concernait l'exploitation alléguée d'hommes de Bosnie-Herzégovine, de Serbie et de « l'ex-République yougoslave de Macédoine » sur des chantiers en Azerbaïdjan⁵⁵. Le GRETA note qu'une requête concernant cette affaire a été introduite devant la Cour européenne des droits de l'homme et communiquée aux autorités azerbaïdjanaises⁵⁶.

177. Le GRETA exhorte à nouveau les autorités azerbaïdjanaises à intensifier leurs efforts visant à garantir que les infractions relatives à la traite, quelle que soit la forme d'exploitation concernée, fassent l'objet d'enquêtes proactives et de poursuites rapides et efficaces, conduisant à des sanctions proportionnées et dissuasives. Les autorités devraient notamment :

- **intensifier les enquêtes proactives fondées sur le renseignement et participer à la coopération internationale afin de détecter les réseaux de traite ;**
- **faire un usage efficace des techniques spéciales d'enquête et des enquêtes financières ;**
- **dispenser des formations et encourager les procureurs et les juges à se spécialiser dans les affaires de traite ;**
- **accroître les efforts en vue d'ouvrir des enquêtes et des poursuites dans les affaires de traite aux fins d'exploitation par le travail, y compris les affaires impliquant des enfants ;**
- **renforcer la coopération entre les inspecteurs du travail et la police ;**
- **mener systématiquement des enquêtes financières dans les affaires de traite, en vue de saisir et de confisquer les avoirs criminels.**

b. Protection des témoins et des victimes (articles 28 et 30)

178. Dans son premier rapport, le GRETA exhortait les autorités azerbaïdjanaises à tirer pleinement parti de toutes les mesures disponibles pour protéger les victimes de la traite, les témoins et les ONG qui aident les victimes et pour éviter qu'ils ne fassent l'objet de représailles et d'intimidations pendant l'enquête, ainsi que pendant et après la procédure judiciaire. Le GRETA soulignait la nécessité d'accorder une attention particulière au système actuel de protection des enfants victimes et témoins de la traite, notamment en améliorant les procédures suivies pour les interroger pendant l'enquête et lors des audiences.

⁵⁵ Voir paragraphes 195-196 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

⁵⁶ *Seudin Zoletic et autres c. Azerbaïdjan, requête n° 20116/12.*

179. Les mesures de protection prévues par l'article 7 de loi sur la protection des personnes participant à une procédure pénale s'appliquent aussi aux victimes de la traite. Ces mesures englobent la protection du lieu d'hébergement du témoin ou de la victime ; l'octroi d'une protection personnelle au témoin ou à la victime et le fait de lui notifier tout danger connu ; l'hébergement temporaire de la victime ou du témoin en lieu sûr ; la protection des informations relatives au témoin ou à la victime ; le transfert du témoin ou de la victime dans un autre lieu de travail, d'études et/ou de résidence ; le changement d'identité (nom et documents d'identité) du témoin ou de la victime et/ou la modification de son apparence physique ; ainsi que la tenue d'audiences à huis clos⁵⁷. Toutefois, selon le rapport d'évaluation des besoins établi par l'OIM, il n'a pu être trouvé aucun élément montrant que des mesures de protection des témoins auraient été mises en œuvre pour protéger des victimes de la traite avant, pendant ou après les procédures pénales. Le rapport de l'OIM relaie les propos de représentants du Parquet général affirmant que de telles mesures de protection ne sont pas nécessaires dans le contexte de la traite⁵⁸.

180. Le paragraphe 13.3.3 du plan d'action national contre la traite 2014-2018 prévoit des mesures visant à améliorer la protection des témoins et des personnes qui coopèrent aux poursuites pénales dans des affaires de traite.

181. Le GRETA exhorte à nouveau les autorités azerbaïdjanaises à tirer pleinement parti de toutes les mesures disponibles pour protéger les victimes de la traite, les témoins et les ONG qui aident les victimes, et pour éviter les représailles et les intimidations pendant l'enquête ainsi que pendant et après la procédure judiciaire.

c. Compétence (article 31)

182. Selon l'article 27 de la loi sur la lutte contre la traite, l'Azerbaïdjan est compétent pour diligenter des enquêtes et engager des poursuites contre les citoyens azerbaïdjanais, les ressortissants étrangers et les personnes apatrides habitant en Azerbaïdjan et ayant commis une infraction de traite sur le territoire de ce pays⁵⁹. L'Azerbaïdjan est compétent pour enquêter sur les infractions commises à l'étranger par des personnes ayant leur résidence permanente en Azerbaïdjan dès lors que l'infraction est incriminée à la fois en Azerbaïdjan et dans le pays dans lequel elle a été commise, et que le suspect n'a pas été condamné pour cette infraction dans le pays où elle a été commise (article 12.1 du CP). Les ressortissants étrangers et les personnes apatrides peuvent faire l'objet d'une enquête et de poursuites en Azerbaïdjan si l'infraction a été commise contre un citoyen azerbaïdjanais ou contre les intérêts de l'Azerbaïdjan (article 12.2 du CP).

5. Coopération internationale et coopération avec la société civile

a. Coopération internationale (articles 32 et 33)

183. Dans son premier rapport, le GRETA considérait que les autorités azerbaïdjanaises devraient davantage développer la coopération internationale dans le domaine pénal, notamment par la conclusion d'accords sur des enquêtes parallèles et/ou la mise en place d'équipes communes d'enquête pour les infractions de traite. Par ailleurs, le GRETA invitait les autorités azerbaïdjanaises à s'efforcer de supprimer les difficultés actuelles dans la coopération internationale avec les pays de destination des victimes de la traite.

⁵⁷ Pour en savoir plus, voir paragraphes 203 à 204 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

⁵⁸ OIM, Needs Assessment: Counter-trafficking Response in the Republic of Azerbaijan, 2016, page 52.

⁵⁹ Lors de la ratification, l'Azerbaïdjan a officiellement déclaré n'être pas « en mesure de garantir l'application des dispositions de la Convention dans ses territoires occupés par la République d'Arménie (la région Nagorno Karabakh de la République d'Azerbaïdjan et les sept districts qui entourent cette région), jusqu'à la libération de ces territoires de l'occupation et l'élimination complète des conséquences de cette occupation ».

184. Selon l'article 28 de la loi sur la lutte contre la traite et l'article 488 du CPP, l'entraide judiciaire internationale sur des affaires de traite est mise en œuvre conformément aux traités auxquels l'Azerbaïdjan est partie, à la Constitution azerbaïdjanaise, à la loi sur la lutte contre la traite, au CPP, à la loi sur l'entraide judiciaire dans les infractions pénales et à la loi sur l'extradition des personnes ayant commis un crime. Les obligations prévues par les traités internationaux prévalent sur le droit interne. Parmi les accords multilatéraux d'entraide judiciaire en matière pénale auxquels l'Azerbaïdjan est partie figure la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale de 1959 du Conseil de l'Europe ; toutefois, l'Azerbaïdjan n'a pas ratifié son deuxième protocole additionnel.

185. L'Azerbaïdjan a signé des accords bilatéraux d'entraide judiciaire avec la Turquie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, l'Inde, la Bulgarie, la Moldova, la Lituanie, l'Iran, la Chine, le Turkménistan, les Émirats arabes unis, la Hongrie et la Fédération de Russie. Un mémorandum d'accord bilatéral sur la coopération dans la lutte contre la traite a été conclu entre l'Azerbaïdjan et les Émirats arabes unis en 2011. L'Azerbaïdjan a aussi signé en 2014 un accord de coopération avec le Qatar en matière de poursuites dans les affaires de traite. En outre, en matière de lutte contre la traite, l'Azerbaïdjan est signataire de déclarations bilatérales avec l'Italie, la France, le Tadjikistan, le Pakistan, la Bulgarie, la Géorgie, le Bélarus, l'Iran et la Fédération de Russie.

186. En outre, en tant que membre de la Communauté des États indépendants, l'Azerbaïdjan est lié par l'accord sur l'entraide judiciaire et les relations judiciaires en matière civile, familiale et pénale, l'accord de 2005 sur la coopération des États membres de la CEI en matière de lutte contre la traite et contre le trafic d'organes et de tissus humains et l'accord de 2010 sur la coopération entre les ministères de l'Intérieur des États membres de la CEI dans la lutte contre la traite des êtres humains.

187. Le GRETA note que, selon le rapport d'évaluation des besoins établi par de l'OIM, les acteurs concernés azerbaïdjanaïses auraient un faible niveau de connaissance et de compréhension de la pertinence des accords internationaux⁶⁰.

188. Le GRETA a été informé que l'Azerbaïdjan fait fréquemment appel à Interpol pour rechercher des personnes accusées d'infractions de traite ou condamnées par contumace pour de telles infractions. Toutefois, le GRETA observe que l'Azerbaïdjan n'a pas conclu d'accord avec Eurojust ni avec Europol, qui pourraient apporter une aide dans les enquêtes et les poursuites concernant les affaires de traite transnationale.

189. L'Azerbaïdjan n'étant pas membre de l'Union européenne, il n'utilise pas le numéro de téléphone européen harmonisé pour les enfants disparus. Il n'existe pas de système d'alerte précoce pour les enfants disparus en tant que tel ; les questions liées aux enfants disparus sont de la responsabilité du ministère de l'Intérieur et, plus spécifiquement, du Service principal chargé de la lutte contre la traite. Les recherches internationales d'enfants disparus peuvent être conduites avec le soutien d'Interpol.

190. Tout en saluant la participation de l'Azerbaïdjan aux accords internationaux relatifs à la lutte contre la traite des êtres humains, le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaïses devraient renforcer la coopération internationale en matière d'enquêtes et de poursuites dans les affaires de traite, et s'efforcer activement de coopérer avec les pays de destination et d'origine des victimes de la traite. En outre, le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaïses devraient veiller à ce que les fonctionnaires compétents soient informés des engagements internationaux de l'Azerbaïdjan dans le domaine de la lutte contre la traite.

⁶⁰ OIM, Needs Assessment: Counter-trafficking Response in the Republic of Azerbaijan, 2016, page 28.

b. Coopération avec la société civile (article 35)

191. Dans son premier rapport, le GRETA exhortait les autorités azerbaïdjanaises à associer davantage les ONG, les syndicats et d'autres acteurs de la société civile à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de lutte contre la traite, y compris à l'évaluation des efforts entrepris dans ce domaine. Le GRETA soulignait l'importance de veiller à ce que les ONG qui prêtent assistance aux victimes de la traite et défendent leurs droits soient protégées de toute forme de représailles et aient véritablement la possibilité de travailler, même si elles critiquent l'action du gouvernement.

192. L'article 10 de la loi sur la lutte contre la traite dispose que les organismes publics et les ONG coopèrent dans la lutte contre la traite. Le plan d'action national prévoit la participation des ONG à beaucoup de ses actions, y compris la conduite d'enquêtes et d'activités préventives, et la fourniture d'assistance aux victimes. Des ONG participent à la sensibilisation à la traite, à la fourniture de l'assistance juridique aux victimes et à la réadaptation sociale de ces dernières.

193. Le collectif des ONG de lutte contre la traite, fondé en 2007, a signé un protocole d'accord avec le ministère de l'Intérieur pour la période 2013-2018, qui prévoit la participation des ONG à la fourniture de services aux victimes la traite ; parmi les services mentionnés figurent les foyers et les soins médicaux⁶¹. Certains membres du collectif des ONG participent à des activités menées en collaboration avec le Groupe de travail sur la lutte contre la traite des êtres humains (voir paragraphe 19). Par exemple, le centre pour les réformes et la santé publique du ministère de la Santé coopère depuis 2015 avec l'ONG « Hopeful Future » à la formation du personnel médical à l'identification des victimes de la violence, y compris les victimes de la traite, et à l'assistance médicale et psychologique pour victimes de la traite.

194. La loi de 2000 sur les organisations non gouvernementales⁶² (associations publiques et fonds) réglemente les activités et le financement des ONG. En 2015, le Conseil des ministres a adopté des règles qui restreignent les possibilités de financement des ONG. Ces règles concernent l'enregistrement des subventions, des dons, des contrats de service et des donateurs. Dans la pratique, ces règles réduisent la possibilité pour les ONG de bénéficier d'aides étrangères sous la forme de subventions pour leurs activités. En outre, la loi sur les subventions, la loi sur l'enregistrement et le registre national des personnes morales ainsi que le Code des infractions administratives ont été modifiés en 2014, avec pour effet d'empêcher les ONG d'obtenir des subventions de donateurs étrangers et de les exposer au risque de sanctions pour violation des procédures administratives⁶³. Les donateurs étrangers doivent avoir un bureau en Azerbaïdjan et signer un accord avec le ministère de la Justice pour tout programme de subventions.

⁶¹ Voir paragraphe 27 du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan.

⁶² Loi n° 894-IQ du 13 juin 2000.

⁶³ OIM, Needs Assessment: Counter-trafficking Response in the Republic of Azerbaijan, 2016, page 18.

195. Les autorités azerbaïdjanaises ont déclaré que les modifications légales mentionnées ci-dessus ont pour but de combler des lacunes dans la législation régissant les activités des ONG, d'apporter de la transparence dans l'usage des fonds provenant de sources externes, et d'améliorer la discipline financière dans les activités menées par les ONG. Les autorités démentent l'existence d'obstacles à l'obtention de financements étrangers par les ONG ; elles font observer que le montant des subventions, donations et autres ressources financières non commerciales, y compris d'origine étrangère, fournies aux ONG a été multiplié par deux et demi depuis 2013. Ainsi, environ 10 millions d'euros auraient été versés par des sources étrangères au cours des trois premiers mois de 2018. Selon les informations fournies par les autorités azerbaïdjanaises, au cours de la période 2014-2017, 35 projets d'ONG relatifs à la lutte contre la traite ont été financés pour un montant total de 276 000 manats (environ 140 000 euros)⁶⁴ par le Conseil d'aide publique aux organisations non gouvernementales, sous l'égide du Président de l'Azerbaïdjan ; ces projets portaient principalement sur des activités de sensibilisation⁶⁵. Certaines ONG ont aussi reçu des fonds en reconnaissance de leurs bons résultats en matière de lutte contre la traite, sur décision du Coordonnateur national. Cette dotation s'élevait généralement à 5 000 manats (environ 2 400 euros). Entre 2015 et 2017, une quinzaine d'ONG ont chacune reçu entre 500 et 1000 manats (environ 500 à 1000 euros) pour le travail conduit durant l'année précédente. Pour les ONG engagées dans la lutte contre la traite, une autre possibilité de financement est offerte par le ministère des Sports, qui peut octroyer entre 5 000 et 7 000 manats (240-480 euros) par ONG et par an. Les ONG peuvent aussi solliciter des subventions du Fonds de réserve du Président de la République.

196. Faute de subventions du gouvernement pour les ONG qui gèrent des foyers pour victimes de la traite, un soutien financier est venu de l'OIM et de l'USAID sous la forme du remboursement de diverses dépenses de fonctionnement des foyers. Au moment de la visite du GRETA, l'OIM apportait un soutien financier au personnel des foyers, sous la forme de contrats de consultant, afin d'assurer la continuité des services fournis aux victimes de la traite. Malgré les subventions octroyées par des donateurs, de nombreuses ONG manquent de ressources financières et sont contraintes de mettre un terme à leurs activités ou de faire travailler leur personnel sans rémunération.

197. Le GRETA craint que la législation régissant les activités et le financement des ONG ne nuise indûment à leur capacité d'action en matière de prévention de la traite et d'aide aux victimes de la traite et, en conséquence, ne fasse obstacle à l'établissement de partenariats stratégiques entre les autorités et la société civile pour atteindre les buts de la Convention, ainsi que le prévoit l'article 35 de la Convention. Dans sa Résolution 2226 (2018) sur les nouvelles restrictions des activités des ONG dans les États membres du Conseil de l'Europe, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe déplore l'absence d'environnement propice aux activités des ONG et condamne les représailles dont sont victimes les militants de la société civile en Azerbaïdjan ; elle appelle ce pays à modifier sa législation relative aux ONG conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et aux recommandations de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise). En outre, elle appelle tous les États membres à revoir et à abroger ou modifier les lois qui entravent le travail libre et indépendant des ONG, et à veiller à ce que ces lois soient conformes aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme en ce qui concerne les droits aux libertés d'association, de réunion et d'expression, ainsi qu'à faire en sorte que les ONG puissent solliciter, recevoir et utiliser des financements transparents et d'autres ressources, d'origine nationale ou étrangère, sans subir de discrimination ni rencontrer d'obstacles injustifiés⁶⁶.

⁶⁴ En 2014 : quatre projets (28 000 manats) ; en 2015 : huit projets (73 000 manats) ; en 2016 : sept projets (71 000 manats) ; en 2017 : 16 projets (104 000 manats).

⁶⁵ OIM, Needs Assessment: Counter-trafficking Response in the Republic of Azerbaijan, 2016, page 19.

⁶⁶ Disponible à l'adresse <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-EN.asp?fileid=24943&lang=fr>.

198. **Rappelant les recommandations formulées dans son premier rapport, le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à établir des partenariats stratégiques avec les acteurs de la société civile et le secteur privé pour atteindre les buts de la Convention, et à faire en sorte que les ONG engagées dans la lutte contre la traite aient un accès effectif à des financements appropriés et puissent contribuer à prévenir la traite ainsi qu'à protéger et assister les victimes, ainsi que le prévoient les articles 5, 12 et 27 de la Convention.**

IV. Conclusions

199. Depuis l'adoption du premier rapport du GRETA sur l'Azerbaïdjan, en mars 2014, des progrès ont été accomplis dans un certain nombre de domaines.

200. Un nouveau plan d'action national contre la traite a été adopté ; il couvre la période 2014-2018 et comporte une série de mesures dans les domaines de la sensibilisation, de la législation, de la prévention, des poursuites, de l'assistance aux victimes et de la coopération internationale.

201. Le Code de procédure pénale (CPP) a été modifié de façon à y mentionner le délai de rétablissement et de réflexion de 30 jours auquel les victimes de la traite ont droit dans le contexte des poursuites pénales, en complément de la disposition relative à ce délai qui figure déjà dans la loi sur la lutte contre la traite.

202. En outre, les règles applicables au mécanisme national d'orientation et les règles (indicateurs) sur l'identification des victimes de la traite ont été adaptées en juin 2015.

203. Les autorités azerbaïdjanaises ont actualisé le programme destiné à éliminer les problèmes sociaux conduisant à la traite, qui accorde une attention particulière aux personnes et aux groupes vulnérables à la traite, tels que les enfants privés de soins parentaux, les jeunes qui quittent l'institution où ils étaient placés et les personnes sans emploi ou sans abri.

204. Le plan d'action national met l'accent sur la prévention de la traite des enfants et prévoit à cet effet des mesures de sensibilisation dans les écoles et des campagnes d'information sur la sûreté des migrations.

205. Des formations sur la traite ont été dispensées aux professionnels concernés, avec la participation et le financement d'organisations internationales, en particulier l'OIM et le HCR.

206. Au sein du système judiciaire, des efforts ont été entrepris afin de mieux protéger la vie privée des victimes de la traite en assurant une plus grande discrétion dans la communication avec ces personnes, ce qui diminue le risque que des membres de leur famille ou d'autres personnes soient informés de leur situation de victime.

207. LE GRETA salue le fait que le principe de non-sanction figure explicitement dans la loi azerbaïdjanaise et ait été appliqué dans la pratique.

208. Cependant, malgré les progrès accomplis, certains points demeurent préoccupants. Dans le présent rapport, le GRETA demande aux autorités azerbaïdjanaises de prendre de nouvelles mesures dans plusieurs domaines. Le numéro du paragraphe où figure la recommandation, dans le texte du rapport, est indiqué entre parenthèses.

Questions nécessitant une action immédiate

- **Le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à développer un système statistique global sur la traite des êtres humains, en réunissant des données statistiques fiables sur les victimes présumées ou formellement identifiées, provenant de l'ensemble des principaux acteurs, y compris les ONG spécialisées et les organisations internationales, ainsi que sur les enquêtes, les poursuites et les décisions de justice dans les affaires de traite ; ces données devraient pouvoir être ventilées par sexe, âge, type d'exploitation et pays d'origine et/ou de destination. Cette démarche devrait être accompagnée de toutes les mesures nécessaires pour respecter le droit des personnes concernées à la protection des données à caractère personnel, y compris lorsque des ONG travaillant avec des victimes de la traite sont invitées à fournir des informations pour la base de données nationale (paragraphe 42) ;**
- **le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à prendre des mesures pour prévenir la traite aux fins d'exploitation par le travail, et notamment à :**
 - **sensibiliser le grand public et les travailleurs migrants aux risques de traite aux fins d'exploitation par le travail ;**
 - **dispenser aux inspecteurs du travail, aux agents des services de détection et de répression, aux procureurs et aux juges des formations sur la lutte contre la traite aux fins d'exploitation par le travail, sur l'identification des victimes de cette forme de traite, y compris parmi les migrants en situation irrégulière, et sur les droits des victimes ;**
 - **rétablir les inspections des lieux de travail par les inspecteurs du travail et renforcer le mandat des inspecteurs du travail en vue de prévenir la traite ;**
 - **réglementer et contrôler le fonctionnement des agences de recrutement et de travail temporaire, afin de prévenir la traite ;**
 - **réexaminer le cadre réglementaire concernant les migrants qui travaillent comme employés de maison et veiller à ce que des inspections puissent être effectuées dans les domiciles privés pour prévenir l'exploitation des employés de maison et détecter les cas de traite (paragraphe 61) ;**
- **le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à prendre des mesures supplémentaires pour :**
 - **améliorer la protection des enfants en situation de vulnérabilité en accordant une attention particulière aux enfants qui vivent dans la rue, aux enfants des zones rurales exposés au risque de travail des enfants et aux enfants placés en institution de protection de l'enfance ou quittant une telle institution ;**
 - **intensifier la prévention des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés ;**
 - **renforcer le rôle des structures de protection de l'enfance et leur capacité à prévenir la traite des enfants et à signaler des cas possibles de traite à d'autres acteurs pertinents ;**
 - **veiller à ce que tous les enfants soient enregistrés à la naissance (paragraphe 70) ;**

- **le GRETA exhorte une nouvelle fois les autorités azerbaïdjanaises à veiller à ce que les victimes de la traite soient identifiées comme telles, conformément à l'article 10 de la Convention ; les autorités devraient notamment :**
 - **renforcer le mécanisme national d'orientation et le caractère multidisciplinaire de l'identification des victimes, en définissant officiellement le rôle et la contribution des ONG spécialisées et en associant à l'identification des victimes d'autres acteurs compétents, tels que les inspecteurs du travail, les travailleurs sociaux, le personnel éducatif et les professionnels de santé ;**
 - **veiller à ce que, dans la pratique, l'identification d'une victime présumée soit dissociée de sa coopération à l'enquête ;**
 - **veiller à ce que l'application des règles (indicateurs) sur l'identification des victimes de la traite et des règles applicables au mécanisme national d'orientation soit dûment suivie et évaluée ;**
 - **intensifier les efforts visant à identifier de manière proactive les victimes de la traite aux fins d'exploitation par le travail dans les secteurs où le risque de traite est le plus élevé, tels que le bâtiment, l'agriculture et les services domestiques, en associant à l'identification les inspecteurs du travail et les syndicats ;**
 - **revoir le mandat de l'Inspection du travail de façon à permettre à ses agents d'inspecter d'autres lieux de travail que ceux des entreprises déclarées (par exemple, les locaux où travaillent des employés de maison) et d'identifier efficacement les victimes de la traite ;**
 - **améliorer la détection et l'identification des victimes de la traite parmi les migrants en situation irrégulière et les demandeurs d'asile au moyen d'une approche proactive, ce qui suppose d'organiser régulièrement des formations sur la traite et sur les droits des victimes à l'intention des agents des services de l'immigration et de l'asile, y compris le personnel du centre de rétention pour migrants en situation irrégulière, et en autorisant les ONG spécialisées à effectuer des visites dans les structures où de telles personnes sont retenues (paragraphe 102) ;**
- **le GRETA exhorte à nouveau les autorités azerbaïdjanaises à améliorer l'identification des enfants victimes de la traite et leur orientation vers des services d'assistance, y compris par les moyens suivants :**
 - **créer un mécanisme d'identification spécifique, basé sur une coopération interinstitutionnelle et accompagné de procédures opérationnelles standard, qui tienne compte de la situation et des besoins particuliers des enfants victimes de la traite, qui reçoive le concours de spécialistes de l'enfance et qui fasse de l'intérêt supérieur de l'enfant la considération primordiale ;**
 - **veiller à ce que les acteurs compétents (police, autorités de protection de l'enfance, travailleurs sociaux, personnel de santé, enseignants, ONG) reçoivent une formation appropriée et des orientations pour l'identification des enfants victimes de la traite, de façon à pouvoir adopter une approche proactive et intensifier leur action sur le terrain pour identifier ces enfants (paragraphe 123) ;**
- **le GRETA exhorte une nouvelle fois les autorités azerbaïdjanaises à garantir l'accès effectif à une indemnisation pour les victimes de la traite, et en particulier à :**
 - **réexaminer les procédures pénales et civiles existantes concernant l'indemnisation en vue d'améliorer leur efficacité et de faire en sorte que l'indemnisation par l'État soit effectivement accessible aux victimes de la traite ;**

- veiller à ce que les victimes de la traite soient systématiquement informées, dans une langue qu'elles comprennent, de leur droit de demander une indemnisation dans le cadre des procédures pénales et civiles, et des procédures à suivre ;
- permettre aux victimes de la traite d'exercer leur droit à une indemnisation en garantissant leur accès effectif à une assistance juridique, en renforçant la capacité des praticiens du droit à aider les victimes à demander une indemnisation et en intégrant la question de l'indemnisation dans les programmes de formation destinés aux agents des services répressifs et aux magistrats ;
- supprimer les restrictions qui empêchent certains avocats d'apporter une assistance juridique aux victimes de la traite (paragraphe 144) ;
- le GRETA exhorte à nouveau les autorités azerbaïdjanaises à intensifier leurs efforts visant à garantir que les infractions relatives à la traite, quelle que soit la forme d'exploitation concernée, fassent l'objet d'enquêtes proactives et de poursuites rapides et efficaces, conduisant à des sanctions proportionnées et dissuasives ; les autorités devraient notamment :
 - intensifier les enquêtes proactives fondées sur le renseignement et participer à la coopération internationale afin de détecter les réseaux de traite ;
 - faire un usage efficace des techniques spéciales d'enquête et des enquêtes financières ;
 - dispenser des formations et encourager les procureurs et les juges à se spécialiser dans les affaires de traite ;
 - accroître les efforts en vue d'ouvrir des enquêtes et des poursuites dans les affaires de traite aux fins d'exploitation par le travail, y compris les affaires impliquant des enfants ;
 - renforcer la coopération entre les inspecteurs du travail et la police ;
 - mener systématiquement des enquêtes financières dans les affaires de traite, en vue de saisir et de confisquer les avoirs criminels (paragraphe 176) ;
- le GRETA exhorte à nouveau les autorités azerbaïdjanaises à tirer pleinement parti de toutes les mesures disponibles pour protéger les victimes de la traite, les témoins et les ONG qui aident les victimes, et pour éviter les représailles et les intimidations pendant l'enquête ainsi que pendant et après la procédure judiciaire (paragraphe 181) ;
- rappelant les recommandations formulées dans son premier rapport, le GRETA exhorte les autorités azerbaïdjanaises à établir des partenariats stratégiques avec les acteurs de la société civile et le secteur privé pour atteindre les buts de la Convention, et à faire en sorte que les ONG engagées dans la lutte contre la traite aient un accès effectif à des financements appropriés et puissent contribuer à prévenir la traite ainsi qu'à protéger et assister les victimes, ainsi que le prévoient les articles 5, 12 et 27 de la Convention (paragraphe 198).

Autres conclusions

- Le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient réaliser une évaluation indépendante de la mise en œuvre de l'actuel plan d'action national contre la traite lorsqu'il sera arrivé à son terme, afin de mesurer l'impact des actions menées et de préparer le prochain plan d'action. En outre, le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient allouer à la lutte contre la traite un financement approprié, prélevé sur le budget de l'État, pour la mise en œuvre effective d'une approche de la lutte contre la traite fondée sur les droits humains qui soit coordonnée et efficace, en consultation avec tous les acteurs pertinents (paragraphe 27) ;
- le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient veiller à ce que tous les professionnels concernés soient formés périodiquement, tout au long de leur carrière, à l'identification des victimes de la traite, y compris en vue d'améliorer l'identification des victimes de la traite aux fins d'exploitation par le travail. Cette formation devrait faire partie du programme de formation de base des professionnels concernés et être dispensée aux membres des forces de l'ordre, aux procureurs, aux juges, aux gardes-frontières, aux agents du service de l'immigration, au personnel travaillant dans les centres d'accueil des réfugiés et les centres de rétention pour migrants en situation irrégulière, au personnel des institutions pour enfants, aux travailleurs sociaux, aux inspecteurs du travail et au personnel diplomatique et consulaire (paragraphe 39) ;
- le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient poursuivre leurs efforts pour mener et soutenir des recherches sur les questions liées à la traite, en vue de fonder les futures politiques publiques sur des connaissances validées. Parmi les domaines dans lesquels davantage de recherches devraient être menées afin de mieux connaître l'étendue et la nature du problème de la traite figurent la traite de ressortissants étrangers en Azerbaïdjan, la traite aux fins d'exploitation par le travail, y compris la servitude domestique, et la traite des enfants. Par ailleurs, le GRETA invite les autorités azerbaïdjanaises à mener des recherches sur la diffusion organisée, en ligne, d'abus sexuels sur enfants et sur ses liens éventuels avec la traite des êtres humains (paragraphe 45) ;
- le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient poursuivre leurs efforts pour sensibiliser le public à la traite et à ses différentes formes et pour concevoir les futures mesures de sensibilisation dans ce domaine en tenant compte de l'évaluation des actions précédentes (paragraphe 54) ;
- le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient intensifier leurs efforts visant à prévenir la traite au moyen d'initiatives sociales, économiques et autres à l'intention des groupes vulnérables à la traite, notamment les communautés roms et les demandeurs d'asile. Des efforts supplémentaires devraient également être engagés pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, combattre la violence fondée sur le genre et les stéréotypes, et soutenir des politiques spécialement destinées à renforcer l'autonomie des femmes comme moyen de lutter contre les causes profondes de la traite (paragraphe 75) ;
- le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient renforcer les mesures de formation et de sensibilisation destinées aux professionnels de santé impliqués dans la transplantation d'organes, ainsi que d'autres professionnels concernés, et intensifier la coordination et l'interaction entre les professionnels de santé et les services de détection et de répression dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la traite (paragraphe 80) ;
- le GRETA encourage les autorités azerbaïdjanaises à signer et ratifier la Convention du Conseil de l'Europe contre le trafic d'organes humains, car cela contribuerait à prévenir la traite aux fins de prélèvement d'organes (paragraphe 81) ;

- le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient adopter des mesures législatives, administratives, éducatives, sociales, culturelles et autres pour décourager la demande de services fournis par des personnes soumises à la traite, aux fins de toutes les formes d'exploitation, en partenariat avec la société civile, les syndicats et les médias. Ces mesures devraient notamment viser à :
 - sensibiliser au rôle important que les médias et la publicité ont à jouer pour réduire la demande de services qui alimente la traite ;
 - promouvoir la sensibilisation au sein des entreprises, renforcer la responsabilité sociale des entreprises et prévenir la traite dans les chaînes d'approvisionnement (paragraphe 86) ;
- le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient intensifier leurs efforts pour détecter et prévenir la traite par des mesures de contrôle aux frontières, en particulier dans le contexte d'une augmentation des flux migratoires. Les autorités devraient notamment :
 - prendre des mesures visant à renforcer la capacité du personnel à repérer les indicateurs de traite ;
 - fournir des informations aux ressortissants étrangers entrés de façon irrégulière dans le pays ou demandant l'asile, dans une langue qu'ils comprennent, au sujet des risques de traite, de leurs droits et des services auxquels ils peuvent s'adresser pour obtenir de l'aide et des conseils. Le GRETA renvoie dans ce contexte aux Principes et directives recommandés sur les droits de l'homme aux frontières internationales (2014) du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) (paragraphe 92) ;
- le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient intensifier leurs efforts visant à assurer une assistance à toutes les victimes et victimes présumées de la traite, y compris en faisant en sorte qu'elles aient accès aux foyers et aux services sur l'ensemble du territoire (paragraphe 113) ;
- le GRETA considère que les autorités devraient assurer un financement approprié au Centre d'assistance aux victimes de la traite, ainsi qu'aux ONG spécialisées qui gèrent des foyers et fournissent des services aux victimes, y compris en supprimant tout obstacle à l'accès à des financements extérieurs (paragraphe 114) ;
- le GRETA invite les autorités azerbaïdjanaises à réexaminer les procédures de détermination de l'âge en veillant à protéger de manière efficace l'intérêt supérieur de l'enfant et en tenant compte de la Convention relative aux droits de l'enfant et de l'Observation générale n° 6 du Comité des droits de l'enfant (paragraphe 124) ;
- le GRETA invite les autorités azerbaïdjanaises à poursuivre leurs efforts pour protéger la vie privée des victimes de la traite (paragraphe 127) ;
- le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient examiner régulièrement l'application dans la pratique du délai de rétablissement et de réflexion et s'assurer qu'il est systématiquement proposé et effectivement accordé à toutes les victimes présumées de la traite de nationalité étrangère (paragraphe 133) ;
- le GRETA invite les autorités azerbaïdjanaises à continuer de faire en sorte que les victimes de la traite puissent bénéficier pleinement du droit d'obtenir un permis de séjour, y compris en raison de leur situation personnelle (paragraphe 137) ;
- le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient tirer pleinement parti de la législation permettant la saisie et la confiscation des biens des trafiquants et leur transfert vers le Fonds d'assistance aux victimes de la traite, assurer le financement approprié du Fonds et augmenter le montant de l'indemnisation forfaitaire en vue de répondre aux besoins de réinsertion des victimes (paragraphe 145) ;

-
- le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient faire en sorte que le retour des victimes de la traite soit organisé en tenant dûment compte des droits, de la sécurité et de la dignité de ces personnes, y compris leur droit au non-refoulement (article 40, paragraphe 4, de la Convention). Cela implique d'informer les victimes sur les programmes existants en matière de rapatriement et de retour volontaire, de les protéger contre la revictimisation et la traite répétée et, dans le cas d'enfants, de respecter pleinement le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant. Il convient d'accorder une attention particulière aux principes directeurs du HCR concernant l'application de la Convention sur les réfugiés aux victimes de la traite (paragraphe 150) ;
 - le GRETA invite les autorités azerbaïdjanaises à examiner régulièrement l'application des dispositions légales concernant la responsabilité des personnes morales en matière de traite en vue de garantir que tout soupçon d'infraction de traite commise par une personne morale donne lieu à une enquête et des poursuites effectives (paragraphe 162) ;
 - Saluant le fait que le principe de non-sanction des victimes de la traite figure explicitement dans la loi azerbaïdjanaise, le GRETA considère que les autorités devraient assurer son application effective dans la pratique. Tant que la procédure d'identification est en cours, les victimes potentielles ne devraient pas être punies pour des infractions à la législation sur l'immigration (paragraphe 166) ;
 - le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient renforcer la coopération internationale en matière d'enquêtes et de poursuites dans les affaires de traite, et s'efforcer activement de coopérer avec les pays de destination et d'origine des victimes de la traite. En outre, le GRETA considère que les autorités azerbaïdjanaises devraient veiller à ce que les fonctionnaires compétents soient informés des engagements internationaux de l'Azerbaïdjan dans le domaine de la lutte contre la traite (paragraphe 188).

Annexe

Liste des institutions publiques, organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales et autres acteurs de la société civile avec lesquels le GRETA a tenu des consultations

Institutions publiques

- Ministère de l'Intérieur
 - Premier vice-ministre de l'Intérieur, Coordonnateur national de la lutte contre la traite des êtres humains
 - Service principal chargé de la lutte contre la traite des êtres humains
 - Service principal de la lutte contre le crime organisé
 - Service principal de la sécurité publique
 - Service principal des passeports et des migrations
 - École de police
 - Bureau central national d'Interpol
- Ministère de la Justice
- Ministère du Travail et de la Protection sociale
- Ministère de la Santé
- Ministère des Transports, de la Communication et des Hautes Technologies
- Ministère de l'Éducation
- Ministère de la Culture et du Tourisme
- Ministère de la Jeunesse et des Sports
- Ministère des Affaires étrangères
- Service national des migrations
- Service de sûreté de l'État
- Service national des frontières
- Parquet général
- Cour suprême
- Tribunaux des infractions graves
- Commission nationale chargée des questions concernant la famille, les femmes et l'enfance
- Autorité chargée de la tutelle et de la garde
- Commission de la protection de l'enfance et des droits des enfants
- Conseil d'aide publique aux organisations non gouvernementales, sous l'égide du Président de l'Azerbaïdjan
- Bureau du Commissaire aux droits de l'homme

-
- Parlement (Commission des droits de l'homme et Commission des politiques juridiques et du développement de l'État)

Organisations intergouvernementales

- Union européenne
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)
- Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

ONG et autres organisations de la société civile

- Fédération azerbaïdjanaise des syndicats
- Barreau azerbaïdjanais
- Union publique d'aide aux femmes « Clean World »
- « Family World »
- « XXI century Women »

Commentaires du Gouvernement

Les commentaires suivants ne font pas partie de l'analyse du GRETA concernant la situation en Azerbaïdjan

Le GRETA s'est engagé dans un dialogue avec les autorités nationales sur une première version de ce rapport. Un certain nombre de leurs commentaires ont été pris en compte et sont intégrés dans la version finale.

La Convention prévoit que « le rapport et les conclusions du GRETA sont rendus publics dès leur adoption avec les commentaires éventuels de la Partie concernée. » Le GRETA a transmis son rapport final aux autorités le 27 juillet 2018 en les invitant à soumettre d'éventuels commentaires finaux. Les commentaires des autorités, reçus le 13 octobre 2017 et disponible uniquement en anglais, se trouvent ci-après.

Comments of the authorities of Azerbaijan on GRETA's final second round evaluation report

Response to paragraph 1 - It would be more properly to show precise sources of the "selected" or "submitted" data used in preparation of the report and the evidence substantiating the verification of the relevant data. As, the general reference made in the report would lead to "error juric" in the determining the actual situation relate to THB and the development of the national struggle plan. It appears from the report that the information referred has also been obtained from other sources along with those reported by the authorities involved in THB. The evidence substantiating the information provided by these sources has not been reported. Inclusion of such an unsubstantiated data in the statistics and preparation thereupon of the struggle plan would not reflect the reality, and consequently, cause diminishing the struggle efficiency. So, given the recommendatory nature of the report, it would be expedient to disclose the references made in the report.

Response to paragraph 2 - GRETA stressed that there is a need to involve civil societies and trade unions in the development and implementation of anti-trafficking policies, their accreditation, however, remains unascertained. Therefore, more precise information about involvement of civil societies (which one and why namely this one) and trade unions (which one, general and specific) in the process, and determination of their roles and tasks, the empowering body, and the legal basis upon which the tasks will be set, as well as introduction of practices of other countries in the relevant field would avail to set forth the relevance of the matter and the reliability of the approach.

Response to paragraph 22 – The National Action Plan envisages the key responsibilities (activities) to achieve these goals, the participation of various organizations (executive powers, non-governmental organizations, international partners and other agencies) in their execution, coordination of the activities of these organizations by the National Coordinator for Combating Trafficking in Human Beings (hereinafter referred to as the National Coordinator) and other anti-trafficking measures.

All the organizations involved in combating THB implement the measures defined in the National Action Plan by following the below principles:

- to prevent discrimination against the victims of human trafficking in the society;
- to ensure security of the victims of human trafficking and polite behaviour towards them;
- inevitability of the punishment for the human trafficking;
- implementation of preventive measures of legal, political, socio-economic and organizational nature;
- involvement of non-governmental organizations in anti-trafficking activities;
- development of international cooperation in the field of combating trafficking in human beings;
- execution of the duties only by being based on the "principle of having necessary information".

Inter-agency Commission which involves representatives from the Ministry of Internal Affairs, Ministry of Education, Ministry of Health, Ministry of Justice, Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Labour and Social Protection of Population, Ministry of Youth and Sport, Ministry of Culture and Tourism, General Prosecutor's Office, State Customs Committee, State Committee for Family, Women and Children Affairs, State Security Service, State Border Service and State Migration Service was established for the implementation of the National Referral Mechanism and it operates purposefully. No less than once a year, a meeting of the Inter-agency Commission is held at the National Coordinator, where works done are analysed and discussed, and forthcoming tasks are defined.

As for the reconsideration of the issue of designation of an independent National Rapporteur on THB in Azerbaijan, it's irrelevant to the content of the fight against trafficking described in the report, and the reason for this proposal is unclear. As the report notes that there is a lacunae and shortcomings in the

fight against human trafficking in relation to the current National Rapporteur, which is also not reflected in this report. Combating human trafficking is one of the key responsibility of the Internal Affairs Bodies (IABs) to which the National Rapporteur subordinates. In this area, investigating bodies under the IABs, including the Main Department on Combating Trafficking in Human Beings and the Main Organized Crime Department, in conformity with the law, deal with fight against THB on a day-to-day basis, and when necessary, direct the activities of organizations are involved in anti-trafficking activities or involves the other state and local self-governing bodies in anti-trafficking activities.

In our view, the current situation, dynamics and prospects of human trafficking are fully and thoroughly handled by the internal affairs bodies and prevention of THB is one of the main goals of the Republic of Azerbaijan to combat THB. To this end, the state has adopted domestic laws governing the activities in this area, acceded to international conventions and has signed, as reported in the report, numerous bilateral agreements and has entrusted this duties to the state body, the IABs. Therefore, designation of an independent National Rapporteur would be improper in legal terms. Since, the replacement of the state body, one of the key and immediate tasks of which is to combat trafficking in human beings and to which the struggle against THB was entrusted, with an another "independent person" would result in unfounded and illegal withdrawal of statutory powers of the state body and nihilism.

The concept of "presumed victims" referred to in the report has generally no legal significance. An actual person who has injured as a result of criminal acts should be perceived as a victim. It is hypothetical to contain other victims along with actual ones. Therefore, it is advisable to remove this concept and the relevant part from the report.

Response to paragraph 23 - Under the Law of the Republic of Azerbaijan "On Social Service", since 2013 a series of social projects are being carried out by the Ministry of Labour and Social Protection of Population of the Republic of Azerbaijan by entering into public contracts on social services with non-governmental and non-profit organizations with a view of ensuring the social protection of children with disabilities which are in difficult life situation, neglected children and their families which are in socially dangerous situation in the regions where children from these categories are concentrated mostly. The projects implemented in 2013-2017 covered over 15,000 children and their families. The aim of the projects was to provide social services to vulnerable children, to provide support services to their families, to refer them to the relevant institutions for the solution of their problems, to prevent children from finding themselves in state childcare facilities, to provide social rehabilitation of children with disabilities, to support them to integrate into society, and to provide their treatment within and abroad the country and to organize their leisure time, to render sheltering, social reintegration, legal, social, medical and psychological assistance services for underage children which are in dangerous situations, to provide their attraction in education, to prevent them to become a victim of child trafficking and forced labour by preventing them to deviate from education. During 2013-2017, totally 203 projects on 47 focal areas have been implemented.

Response to paragraph 24 – According to the "National Action Plan for the years 2014-2018 on Combating trafficking in human beings in Azerbaijan Republic", approved by the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan dated July 24, 2014, the Center for Assistance to Human Trafficking Victims at the State Social Protection Fund under the Ministry of Labour and Social Protection of Population has organized awareness raising events at 31 city (regional) vocational lyceums, colleges and schools and boarding schools under the subordination of the Ministry of Education of the Republic of Azerbaijan.

Within the Cooperation Program for the years of 2016-2020 between the Ministry of Labour and Social Protection of Population and the UN Children's Fund (UNICEF) in Azerbaijan, 120 employees of the State Social Protection Fund under the Ministry of Labour and Social Protection of Population have been involved in trainings on "Basics of Social Work" held in Baku, Gabala, Tovuz and Masalli regions in order to improve the social services in the country. One of the priorities of the trainings was examination of international practices on provision of medical, psychological, social and legal rehabilitation of child victims of human trafficking.

Response to paragraph 27 – The two National Action Plans on Combating trafficking in human beings in Azerbaijan Republic covering the periods of 2004-2008 and 2009-2013 have already been implemented, and the implementation of the third NAP covering 2014-2018 is coming to an end. Assessment of NAPs implementation is carried out by the Administration of the President of the Republic of Azerbaijan. Assessment is qualitative rather than quantitative, as the measures left unimplemented at the end of the time period covered by the previous NAPs are reconsidered in the next NAP.

The expenditures required for the implementation of the measures specified in National Action Plan are financed by the budget of the Republic of Azerbaijan, extra-budgetary funds, grants, as well as other sources not contradicting the legislation of the Republic of Azerbaijan.

As for the proposal on allocation of a specific fund for the implementation of anti-trafficking measures in the state budget, it would be purposeful to settle it through the funds of international organizations by considering the efficiency in the current period and its transnational purpose.

Response to paragraph 39 – The topics on classification problems of THB crimes are regularly embedded in the training curricula of the courses for raising qualifications, organized in the Prosecutor General's Office and the initial training courses for practitioners enrolled in prosecuting authorities.

All the relevant professionals of the organizations involved in anti-trafficking measures should be trained on a regular basis and it will be advisable to conduct additional training, without postponement, when new THB methods are identified. It would be expedient to ensure that the trainings are carried out by the representatives of the international organizations and the Member States of the Convention in Azerbaijan and the THB experts of Azerbaijan Republic in the Member States.

It would be expedient that the teachers in schools and staff members in prisons are also included in the paragraph.

According to the "National Action Plan for the years 2014-2018 on Combating trafficking in human beings in Azerbaijan Republic", approved by the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan dated July 24, 2014, during 2014-2017, public awareness events for the staff of the Center for Assistance to Human Trafficking Victims at the State Social Protection Fund under the Ministry of Labour and Social Protection of Population and the public representatives were organized in 42 regions and cities of the country (Khizi, Siyazan, Shabran, Agdash, Mingachevir, Yevlakh, Goranboy, Kelbajar, Ganja, Goygol, Shamkir, Tovuz, Dashkesen, Naftalan, Masalli, Lerik Yardimli, Jabrayil, Imishli, Beylagan, Lachin, Tartar, Agdam, Agjabadi, Zardab, Gabala, Oghuz, Sheki, Gakh, Zagatala, Balakan, etc.). During the events, involved mostly young people, the participants were informed about the concepts of THB, its types, circumstances causing people to become a victim of human trafficking, counter-trafficking methods, after what the relevant questions of participants were answered and the brochures, booklets and disks on the mentioned topic were distributed among them.

The Twinning project on "Development of social services in Azerbaijan" was implemented within the joint cooperation between the Ministry of Labour and Social Protection of Population of the Republic of Azerbaijan and related institutions of the Republic of Austria with the support of the European Union.

In order to ensure the integration of people who are in difficult living conditions into the society, a series of trainings on prevention of domestic violence and human trafficking have been carried out by foreign experts for the staff of the structural divisions of the Ministry of Labour and Social Protection of Population, state bodies, civil society institutions and teachers and students of higher education institutions in Baku, Ganja and Sumgait on April 24-26, 2017.

Under the "Periodic Action Plan for the years of 2018-2019 on Child Protection and Social Protection" signed between the Republic of Azerbaijan and UNICEF within the Cooperation Program for 2016-2020, it is intended to hold a series of trainings entitled "Fundamentals of Social Work" in September and October 2018 with participation of the staff of the Social Service Sectors of city and region divisions of

the State Social Protection Fund under the Ministry of Labour and Social Protection of Population. One of the priorities of the training is examination of international practices in provision of medical, psychological, social and legal rehabilitation services to victims of human trafficking.

Response to paragraph 42 – Under the Law of the Republic of Azerbaijan “On trafficking in persons”, a special police unit (Main Department on Combating Trafficking in Human Beings under the Ministry of Internal Affairs) was established on August 01, 2016 in order to effectively execute the tasks indicated in the National Action Plan, ensure the security of victims of human trafficking, provide them with professional aid, summarize and store THB related information in a single centre and to ensure that anti-trafficking measures are carried out by experienced and specially trained police officers and specially equipped police units.

Along with the identification and protection of the victims of human trafficking, the Main Department on Combating Trafficking in Human Beings under the Ministry of Internal Affairs also carries out investigative measures and criminal prosecution of THB crimes within the scope of their powers.

A single database was created in order to register and effectively use all the information collected during criminal investigations of THB crimes.

The "Rules for the Transfer of Victims of Trafficking in Human Trafficking to the Special Police Unit" approved by the Decree No 21 of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan dated February 1, 2008, regulates the transfer, by the state and non-governmental organizations, of the victims or presumed victims of human trafficking to a special police unit on combating trafficking in human beings (hereinafter referred to as the special police unit).

According to Rules, institutions that identify victims of trafficking in human beings should, first of all, ensure their safety, identity anonymity, and the confidentiality of the information obtained; institutions that identify victims of trafficking in human beings, register their applications and appeals in a special journal, subject to confidentiality.

According to Articles 17 and 18, Law of the Republic of Azerbaijan “On trafficking in persons” the following issues regarding the protection of confidentiality of THB victims are monitored:

- Access to information about THB victims stored in information services and databases shall be terminated in accordance with a relevant decision.
- Pseudo (false) names shall be used in an effort to provide the anonymity of THB victims.
- Disclosure of the information, which is a secret of personal and family life of THB victims is prohibited.
- Information threatening the life or health of THB victims, their close relatives and persons who contribute to the fight against trafficking in persons shall be deemed as confidential, and any disclosure of such information is prohibited.
- According to Article 316-1 of the Criminal Code, the illegal collection or deliberate dissemination of confidential information about victims of THB or security measures applied to them is punishable by up to five years of imprisonment.

The State Committee on Family, Women and Children Affairs intends, together with the relevant government agencies, to conduct a survey, under the sub-paragraph 5.1.1.5 of the State Program on Improvement of the Official Statistics in the Republic of Azerbaijan in 2008-2012", covering 2018-2019 on "Preparation of methodology for selective statistical examination on the study of the situation concerning the use of child labour and conduction of the examination".

Response to paragraph 45 – Paragraph 13.2.3 of the NAP foresees “Conducting scientific and social researches on combating trafficking in human beings, implementation of public polling and other measures for studying public opinion”. Since November 2016, MIA MDCHT has organized online survey through its Website in order to study public opinion the results of which have been taken into account.

The Ministry of Education has included the topic on study of struggle against human trafficking to the list of proposed topics for graduate and master's theses of BSU. In the chairs of the BSU, various aspects of combating trafficking in human beings are being studied by doctoral and degree candidates in accordance with scientific directions. Inquiries on trafficking in human beings among youth and adolescents were conducted at state-run children's institutions under the Ministry of Education.

Under the "Charter of the Police Academy of the Ministry of Internal Affairs of the Republic of Azerbaijan" approved by the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan No 1007, dated August 4, 2016, initiative report of the MIA MDCHT No 017-3579-1216, dated 11.11.2016 was provided and conduction of scientific researches on combating THB were envisaged in the academy.

According to the Article 11 of the Law of the Republic of Azerbaijan on “Combating trafficking in human beings”, a system of measures on prevention of human trafficking includes reinforcement of legal and social protection of children; establishment and efficient use of system on social, legal, pedagogic and other measures oriented to the identification and elimination of reasons and cases creating condition for the neglect and orphanage of children; detection of children deviated from education, taking measures for upbringing and education of them; establishment and implementation of special programs in other organizations and enterprises fulfilling the prevention of neglect of state institutions, children's homes, boarding schools and the neglect of minors and violation of law.

"Testing of Modern Child Mental Health Services for Juvenile Justice Reform in Azerbaijan" project could be mentioned as an example of cooperation with NGOs. The purpose of this cooperation is to prevent law violations by adolescents with mental disorders. Numerous studies revealing the causes of minors and adolescents with mental disorders are at risk and why can they be involved in criminal acts, including trafficking in human beings gave impetus to the matter. Works on this issue is being carried out within the European Union project.

Reinforcement of relevant efforts for identification of victims of human trafficking and forced labour, as well as children, foreigner and stateless persons became victim of human trafficking within the Republic is envisaged within the NAP system of measures related to children.

When preparing a national fight plan, it would be expedient to take into consideration the actual circumstances relate to THB cases, the final judgments of the court, the dynamics and directions of the relevant actions.

Response to paragraph 48 - The “Programme on social rehabilitation and reintegration into society of children who are victims of human trafficking” was approved by the Resolution of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No. 37 dated by February 06, 2017. The Committee regularly takes measures on implementation of the program. Awareness-raising activities on how to protect children from the threats of human trafficking and child labour exploitation are being carried out in educational institutions. In particular, propaganda and awareness raising activities are being carried out in private institutions in order to prevent child labour exploitation.

These measures are carried out within the project on "Awareness-raising of children at educational and training institutions on threats of human trafficking and child labour exploitation" under the “National Action Plan for the years 2014-2018 on Combating trafficking in human beings in the Republic of Azerbaijan” approved by the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan No 667, dated July 24, 2014. Within the above measures, awareness-raising exercises with the participation of 8-11th graders of secondary schools are being conducted by the State Committee for Family, Women and Children Affairs in Baku and regions since 2016.

In addition, social survey questionnaires on suicides and THB have been prepared and a survey have been conducted.

Response to paragraph 54 – See the response to paragraph 18 of the report on Council of Europe's second evaluation round of the implementation of the Convention against Trafficking in Human Beings by Parties.

Response to paragraph 57 – In order to regulate the inspections in the field of entrepreneurship and protect the interests of entrepreneurs, inspections carried out in business entities located in the territory of the Republic of Azerbaijan, has been suspended, except for the cases that threaten the health and life of people, national security and economic interests, up to January 01, 2021 by the Law of the Republic of Azerbaijan "On Suspension of Inspections carried out in the field of Entrepreneurship" # 1410-IVQ, dated October 20, 2015. Under the Law, the State Labour Inspectorate Service under the Ministry of Labour and Social Protection of Population of the Republic of Azerbaijan does not hold inspections in business entities except for the cases mentioned above. The State Labour Inspectorate Service implements the state oversight for the execution of Labour legislation of the Republic of Azerbaijan and the requirements of other normative legal acts (Art. 15, LC).

Under the Article 17 of the Labour Code, it shall be prohibited to oblige an employee to perform a job (service) not included in his/her job description through any kind of duress or under the threat of termination of the employment contract. Under the Code of Administrative Offenses of the Republic of Azerbaijan, administrative liability is imposed on the violation of the requirements of this Article. Under the Article 193 of Administrative Offenses of the Republic of Azerbaijan (Art. 193 – To force an employee to fulfil any works (services) not included in his/her job description), forcing an employee to fulfil the any works (services) by employers not included in his/her job description with the threat of termination of labour contract or deprivation of privileges established in the collective agreement, shall involve penalization on employers at the rate of one thousand to two thousand manats.

In accordance with the requirements of the Law of the Republic of Azerbaijan "On Citizens' Appeals", during consideration of citizens' applications submitted to the Service during 2017, 1 (one) case of forced attraction of employee to work (service) not included in his/her job description was identified and the employer was brought to administrative responsibility.

In 2017, the State Labour Inspectorate Service conducted awareness-raising activities in 7 regions (covering 4 cities and 8 regions) toward prevention of child labour exploitation. The events were attended by the representatives of the local divisions of the State Labour Inspectorate Service, representatives of the Regional Centres of the Commissioner for Human Rights (Ombudsman) of the Republic of Azerbaijan, inspectors of Division of Preventive Measures for Adolescents under the Public Security Departments of District Police Offices, representatives of employers in the region, directors, teachers and pupils of several schools operating in the region. Participants of the event were informed about the international conventions and legislation in the fight against child labour and the international practices of addressing the problem, afterwards the discussions on the relevant issue were held. During the events, booklets on raising awareness on child labour, explanation of child labour, legislation requirements for child labour have been distributed among participants and a survey aimed at study of the situation of child labour in the regions was conducted among the participants. In accordance with the requirements of the Law of the Republic of Azerbaijan "On Citizens' Appeals", during consideration of citizens' applications submitted to the Service and materials sent by the relevant bodies of the Ministry of Internal Affairs in 2017, administrative fine at the amount of 2,000 (two thousand) manats were imposed on 2 employers under the Article 192.8 of the Code of Administrative Offenses.

Presently, under the "Decent Work Country Program for 2016-2020 in Azerbaijan" adopted within the cooperation with International Labour Organization, the activity of the State Labour Inspectorate is being improved based on the principles of legality, fairness, objectivity, transparency and accountability, presumption of innocence of the entrepreneur, non-interference to entrepreneurial activity that is not related to inspection, preference of non-punishment in prevention of violations, preventive and prophylactic nature of inspection, assistance to entrepreneurs in complying with mandatory requirements for entrepreneurial activity, drafting electronic protocols via electronic information systems and other principles.

Response to paragraph 58 – Most of the illegal migrants identified in 2014 (27,683) voluntarily left the country within 48 hours for violating the rules of stay and residence (residence without registration). Also, in 2014, 3,306 foreigners were granted residence permits and extended stay permits by basing on grounds for legalization of their stay in the country, and 6,431 foreigners were expelled from the country on an administrative order.

In accordance with the Law of the Republic of Azerbaijan "On State Duty", the amount of the state duty paid by employers for issuance and extension of work permits which are proportionate with the duration of the issued permits to ensure foreigners and stateless persons are engaged in paid labour activity is defined as follows - up to 3 months - 350 manats, up to 6 months 600 manats, up to 1 year – 1,000 manats.

Response to paragraph 60 - In 2017, the protection of rights and interests of citizens of the Republic of Azerbaijan was one of the main goals of activity of diplomatic missions and consulates of the Republic of Azerbaijan abroad. The activities on implementation of the relevant items of the National Action Plan were continued throughout the reporting period on the basis of directing and detailed guidance given to all diplomatic missions and consulates accredited by the Ministry of Foreign Affairs.

In addition, the perspective consulate work plans of the diplomatic missions and consulates of the Republic of Azerbaijan submitted by the Foreign Ministry for 2017 adds a new chapter on the implementation of "National Action Plan for the years 2014-2018 on Combating trafficking in human beings in the Republic of Azerbaijan" approved by the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan No 667, dated July 24, 2014. The relevant chapter provides guidance on the three main areas:

- Implementation of protection of rights and interests of the victims of human trafficking who are the citizens of Azerbaijan Republic by the diplomatic representations and consulate offices of Azerbaijan Republic in foreign countries.
- Distribution and posting the booklets on trafficking in human beings sent by the Ministry of Foreign Affairs, regulatory legal acts and information on combating human trafficking in the admission office of the consulate, the embassy's internet information resources (in Azerbaijani and the relevant foreign language), as well as conducting relevant awareness-raising campaigns during mobile consulate receptions.
- Strengthening cooperation with the relevant authorities of the host State to increase the effectiveness of struggle against human trafficking and strengthen the data exchange between them; ensuring coordination between host State and relevant state agencies of the Republic of Azerbaijan for the conduct of operational-search activity and criminal prosecution of human trafficking offenses.

Response to paragraph 61 – *Point 1- Response* - See the response to paragraph 18 and point b, paragraph 8 of the report on Council of Europe's second evaluation round of the implementation of the Convention against Trafficking in Human Beings by Parties.

Within the project on "Enhancing Co-operation Measures to Effectively Combat Trafficking in Persons through Capacity Building and Technical Assistance in Azerbaijan – Phase IV", implemented by International Organization for Migration (IOM), together with civil society organizations, the works on the organization of awareness raising events on the threats of human trafficking and the risks of illegal migration among local people and migrants, as well as the provision of legal, medical, voluntary return, reintegration and other forms of assistance to migrants will be continued. Within the project, works on enhancement of capacities of health care providers to identify victims of human trafficking and to provide them with medical aid will be continued as well. Training program for trainers, psychologists and social workers will be organized. The trainers and other relevant professionals will be provided with specific training funds on providing psychosocial support to victims of human trafficking.

In 2016, within the framework of cooperation with IOM, the staff of the relevant structural subdivisions participated in workshops covering the topics such as legal aspects of the return of migrants, illegal transfer of trafficking victims and illegal migrants, victims of human trafficking and forced labour, methods for identification of victims, problems of human trafficking: definition, major causes and complications, international and European legislation on combating human trafficking, national legislation on combating human trafficking, national referral mechanism: tasks of participant organizations, forced labour: global trends, identification of trafficking victims: difficulties, international standards and best practices, protection of human trafficking victims, rights of human trafficking victims and assistance in line with international standards, interviews with victims, rules of conduction of interviews have been held in the Training Center of the State Migration Service.

In addition, within the "Children's Rights Month", which was announced on 20 October - 20 November in connection with the "20 November - the World Day of Children's Rights" there was organized an event at Baku city Detention Center for Illegal Migrants under the State Migration Service. The issues related to the rights of children growing up in foreign families who have received refugee status is always in the focus of attention of the State Migration Service.

In order to provide detailed awareness of the foreigners and stateless persons a special place has been devoted to the publication of the Service's activities, the articles reflecting migration procedures, their publishing in news agencies, and screening of the programs, video materials and films on TV channels. Thus, preparation of 11 video-guides on electronic services of SMS was provided. The operation of "919" State Migration Call Center in 3 languages were organized also in 2016.

The staff members of the State Customs Committee met with the staff members of the Centre for Assistance to Victims of Human Trafficking established under the Ministry of Labour and Social Protection of Population, and educative booklets and brochures prepared by the mentioned Centre were sent to the State Customs Committee's General Custom Department of Air Transport for distribution, with a view of strengthening the fight against traffickers (natural or legal entities) recruiting the migrants to forced labour, taking measures to raise awareness of population about the threats of human trafficking, raising awareness among trafficked persons, especially women and children, and preventing forced labour.

Points 2,3,4.5 - Responses:

The Rules (indicators) of identification of victims of trafficking in human beings" which define mechanisms that enable to determine whether a person is a victim of THB or not, was approved by the Decree # 131 of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan, dated September 3, 2009. The Rules entails legal aspects of victim identification, indicators of victims, victim identification methods, identification methodology and survey, assessment survey, and additional confirmation materials.

The signs characterizing the indicators of victims are taken into consideration during the identification of victims. Proactive and reactive methods (measures) are used to identify the victims.

It should be noted that, with a view of preventing human trafficking crimes, within the training courses taking place at Detention Centres for Illegal Migrants under the State Migration Service, mention is made of the importance of propaganda amongst foreigners and stateless persons, especially women and children, kept in the centres, as well as awareness raising on threats awaiting human trafficking victims, protection methods taking into consideration the fact that illegal migrants are a group of population more exposed to trafficking in human beings.

Paragraph 13.2.5 of "National Action Plan for the years 2014-2018 on Combating trafficking in human beings in Azerbaijan Republic" envisages "to take joint measures for prevention of illegal migration, forced labour and human trafficking, to strengthen activities on identification of its victims and potential victims and implementation of monitoring by the participation of the related state authorities in respect thereof, identification of the cases enabling human trafficking and prevention of such cases", Paragraph

13.2.6 "to take measures for strengthening the control over labour migration", Paragraph 13.3.7 "to strengthen the activities of combating human traffickers (natural or legal entities) attracting the migrants to the forced labour", and the relevant measures are taken toward their implementation.

The Letters of the International Organization for Migration (IOM), Azerbaijan Office, No IOM/178/17, dated 31 March 2017 and IOM/182/17 dated 31 March 2017 state that a project on "Capacity building on Migration and Border Management in Azerbaijan" is being realized in cooperation with MFA, SMS, ASBS, MIA, MLSPP of the Republic of Azerbaijan and financial support of European Union (EU) since 1 September, 2014.

Under the project, reports on "Standard Operational Procedures: Preventing and Monitoring of Unlawful Employment and Labour Exploitation of Labour Migrants, Combating such cases and Conducting Joint Inspections for the Protection of rights of labour migrants", "Comparative Analysis of Visa Regime of the Republic of Azerbaijan with the European Union and International Standards", "Analysis of Mechanisms for Combating Trafficking in Human Beings in the Republic of Azerbaijan", "Comparative Analysis of Current Institutional and Operational Framework of Migration Management in the Republic of Azerbaijan with European Practice", "Analysis of Gaps in Legislation and Institutional Framework for Unlawful Employment and Unfair Labour Migrants in Azerbaijan" were prepared.

Regular works are being carried out to implement the state policy in the field of migration in the Republic of Azerbaijan, improvement of legislation in accordance with international standards and modern requirements, elimination of negative effects of illegal migration, prevention of illegal migration, including human trafficking. Since illegal migrants are more likely subjected to human trafficking, combat against illegal migration is always under constant attention. Alongside with protection of legitimate interests of migrants by strengthening migration control system, measures against foreigners and stateless persons violating the legislation of the Republic of Azerbaijan, effective combat against illegal migration, as well as signing readmission agreements to facilitate return of persons safely to their country of origin and cooperation in this field are being continued.

The Integrated Migration Information System that includes the number of foreigners and stateless persons, their place and type of employment, and other information, was developed via which the migrants are kept under control.

In order to exercise the state control over the labour migration and regulation of the use of foreign labour, the State Migration Service conducted inspections in the workplaces (entrepreneurship subjects) where the labour migrant are employed to check existence of appropriate status and work permits, as a result of the inspections unlawful involvement cases of foreigners and stateless persons in labour activity without a work permit were determined and responsible persons were brought to justice and relevant decisions were made in accordance with the requirements of the law.

In addition, the State Migration Service conducts monitoring on registration of foreigners and stateless persons in a group and by the same person or at the same place of residence, on compliance of places of employment and residence to the standards set out in that area during the relevant inspections in accordance with the " Rules (indicators) on identification of the victims of human trafficking " approved by the Decree of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 131 dated September 3, 2009 to prevent risk of human trafficking against illegal migrants every moment and to exercise the state control over observance of regulations on use of foreign labour force.

Inspections in places where foreigners and stateless persons are possibly exploited, particularly in construction, industry, service, entertainment, markets, stationary and other facilities of this category, raids on "black labour exchanges", monitoring of advertising in mass media, on the internet and in other places are being carried out.

At the same time, jointly implementation of actions provided for "Action Plan for the Prevention of Trafficking in Human Beings, Forced Labour and Elimination of such Incidents and their Consequences" (2013-2018) jointly prepared by the State Migration Service, the Ministry of Internal Affairs and the Ministry of Labour and Social Protection of Population is ensured as well.

In cooperation with the International Organization for Migration, numerous trainings were organized about different aspects of struggle against trafficking in persons for the Ministry of Internal Affairs, Labour and Social Protection, Justice and Health, as well as State Migration and Border Services, State Customs Committee, State Committee for Family, Women and Child's Affairs, Office of the Commissioner for Human Rights, judges and prosecutors. The exercises were organized in the format of training of cascades and trainers. At the same time, with the support of the International Organization for Migration, the work was done to prepare training materials and curriculums in the field of combating trafficking in human beings for relevant government agencies in our country, and this process is still in progress.

Within the project "Strengthening the capacity of struggle against human trafficking in Azerbaijan", implemented by International Organization for Migration, the following activities are planned to be implemented to increase the potential of law enforcement officials, prosecutors and judges:

- Preparation of Training Programs for Heavy Crimes Courts of regions, Supreme Court and General Prosecutor's Office, and for this purpose the establishment of a Working Group consisting of the Justice Academy, Prosecutor's Office, Ministry of Internal Affairs, Ombudsman Office, IOM representatives, Judges of Heavy Crimes Courts and national and international experts; the training program and the curriculum structure will include the purpose of the training on each subject, the duration and sequence of the training, the training materials, the additional course materials, and the training materials for the trainers;
- Training of trainers and organization of series of trainings; within the training program of trainers, it is envisaged to prepare 20 trainers consisting of judges of the Heavy Crimes Court and the Prosecutor General's Office staff. The four-series training will be organized for 90 judges, prosecutors and lawyers of the regional criminal courts. Trainings will be organized by the 20 trainers, who participated at the trainings of trainers, on European and international legal basis, investigation and prosecution of offenses, access to justice for victims and protection of their rights, national referral mechanism and European case law;
- Organization of two training trips to EU member states for advanced training in combating trafficking in human beings for judges, prosecutors and lawyers (30 people, in general) involved in trainers' training program and series of trainings. The representatives of the tour, will get to know the application of the court rulings, the protection of human trafficking victims, the analysis of the legal basis of the hosted countries, and the decisions of the upper courts in combating trafficking in human beings in selected countries;
- Organizing a workshop for 30 lawyers and lawyers to simplify the access to the court for trafficked persons. The workshop will focus on providing legal advice, providing legal assistance, protecting victims' rights, and promoting networking among lawyers;
- There will be the focus on training for law enforcement officials, prosecutors and judges on sensitive behaviour with trafficked persons that suffered psychological trauma, including methodology of behaviour with victims of human trafficking, suffered psychological trauma;

It is known that the State Labour Inspectorate Service implements the state oversight for the execution of Labour legislation of the Republic of Azerbaijan and the requirements of other normative legal acts (Art. 15, LC). Under the Article 17 of the Labour Code, it shall be prohibited to oblige an employee to perform a job (service) not included in his/her job description through any kind of duress or under the threat of termination of the employment contract. Under the Code of Administrative Offenses of the Republic of Azerbaijan, administrative liability is imposed on the violation of the requirements of this Article. Under the Article 193 of Administrative Offenses of the Republic of Azerbaijan (Art. 193 – To

force an employee to fulfil any works (services) not included in his/her job description), forcing an employee to fulfil the any works (services) by employers not included in his/her job description with the threat of termination of labour contract or deprivation of privileges established in the collective agreement, shall involve penalization on employers at the rate of one thousand to two thousand manats.

Although inspection of business entities aimed at detection of forced labour facts is suspended under the Law of the Republic of Azerbaijan "On Suspension of Inspections carried out in the field of Entrepreneurship" # 1410-IVQ, dated October 20, 2015, investigation of cases of presumed involvement of foreigners into labour exploitation for the purpose of human trafficking was undertaken upon received calls and relevant decisions were taken.

It would be expedient to provide the suggestions referred to in paragraph 61 on identifying by labour inspectors the victims of trafficking for labour exploitation, informing the victims thoroughly about their rights, reviewing the regulatory system concerning migrants working as domestic workers and ensuring that inspections can take place in private households, involvement of health professionals in training to strengthen the fight against human trafficking and ensuring their cooperation with law enforcement officials.

In the report, it would be expedient to clarify which legislation and practice in relation to "urge", "consider" and "invite" is brought into line with convention.

Response to subparagraph c – Trafficking in persons – recruitment, obtaining, keeping, harbouring, transporting, giving or receipt of a person by means of threat or use of force, intimidation or other means of coercion, abduction, fraud, deception, abuse of power or a position of vulnerability, or by giving or receiving payments or benefits, privileges or concessions to achieve the consent of a person having control over another person, for purposes of exploitation; Recruitment, obtaining, keeping, harbouring, transporting, giving or receipt of a minor for purposes of exploitation shall be considered trafficking in persons even if the means set forth in this provision are not used.

The measures on prevention of human trafficking are applicable to child trafficking measures.

The signs for identification of the children became victim of human trafficking were concretized in paragraph 3.1.2 of "Rules (indicators) on identification of the victims of human trafficking" approved by the Decision of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan dated September 3, 2009 and No 131.

While combating human trafficking, authorized state bodies (executive bodies of NAP) combat also against the child trafficking.

According to the article 11 of the Law of the Republic of Azerbaijan on "Combating trafficking in human beings", system of measures on prevention of human trafficking includes reinforcement of legal and social protection of children; establishment and efficient use of system on social, legal, pedagogic and other measures oriented to the identification and elimination of reasons and cases creating condition for the neglect and orphanage of children; detection of children deviated from education, taking measures for upbringing and education of them; establishment and implementation of special programs in other organizations and enterprises fulfilling the prevention of neglect of state institutions, children's homes, boarding schools and the neglect of minors and violation of law. According to the law, the people who are vagrant or begging, miserable, prostitute, orphan, neglected, children deviated deliberately from education, persons who are addicted to narcotic drugs and psychotropic substances are the potential victims of human trafficking. Age, sex, demands, as well as its necessary need for shelter, education and care are taken into consideration during the implementation of social rehabilitation of children became the victim of human trafficking. During the help to the children became victim of human trafficking, children's interests are preferred, and all measures are taken for protection of rights and legal interests of children in accordance with the Law of the Republic of Azerbaijan "Rights of a Child", UN Convention "On the Rights of a Child", as well as other laws of the Republic of Azerbaijan and international contracts supported by Azerbaijan. Shelters and support centres inform immediately guardianship and trusteeship body and commission on protection of affairs and rights of minors, about the child became victim of

human trafficking. Guardianship and trusteeship body and commission on protection of affairs and rights of minors take measures for protection of rights and interests of child according to the legislation of the Republic of Azerbaijan. While adopting the person to the shelter, if it is impossible to determine the age of person, but it is supposed that he/she is under 18, then that person will be considered a child. The period for the children to live at shelters is 60 days. Period allocated for living in shelter can be extended by the application of special police office, guardianship and trusteeship body and commission on protection of affairs and rights of minors. During the settlement of children at shelters and extension of period allocated for their living at these shelters, opinion of children over 10 years old are learned and considered. Usually, children are settled separately in shelters. Taking into consideration the best interests of a child, he/she can be settled together with parents or other persons affecting positively to the psychological state of a child (excluding the cases, where the parents are the reason of child to become victim of human trafficking).

Children settled in shelters get an opportunity to continue their education, contact and communicate with their parents (excluding the cases, where the parents are the reason of child to become victim of human trafficking). If the child who is the victim of human trafficking doesn't know the place of these parents or has deprived from parental care, state organizations combating trafficking in human beings take measure to seek for his family, or definition of guardianship and trusteeship about this child. Social protection of such children is carried out in accordance with the Law of the Republic of Azerbaijan on "Social protection of children lost their family and deprived of parental care"

Social rehabilitation of children became the victim of human trafficking is carried out based on the special organized programs and by taking principle the provisions of legislation.

Administrative deportation from the borders of the Republic of Azerbaijan is not applied to foreign or stateless children who are victims of human trafficking, as well as law on deportation from the Republic of Azerbaijan is not adopted. Repatriation of children who are the victims of human trafficking to their country or family is allowed only if there is probability of children to become victim of human trafficking, again. During the repatriation of children who are the victims of human trafficking, opinion of children over 10 years old is learned and considered.

According to the "National Action Plan on Combating trafficking in human beings in the Republic of Azerbaijan for 2014-2018" approved by the Decree dated July 24, 2014 and No 667 of the President of the Republic of Azerbaijan, following measures on children were envisaged:

1. Taking measures for ratification of Convention of European Council "On the protection of children against sexual exploitation and sexual abuse;
2. Preparation of proposal in the direction of reinforcement of legal and social protection of women and children included vulnerable group, in order to mitigate the risk of becoming human trafficking victim;
3. Preparation of proposal with the aim of provision of secure use of internet and mobile telephone by children;
4. Reinforcement of measures on implementation of obligations arising out of the international conventions on child labour, as well documents of International Labour Organization;
5. Reinforcement of relevant efforts for identification of victims of human trafficking and forced labour, as well as children, foreigner and stateless persons became victim of human trafficking within the Republic;
6. Protection of the rights and interests of children who are the victim or potential victim of human trafficking, and implementation of social rehabilitation of them by the guardianship and trusteeship bodies, and commissions on protection of affairs and rights of minors, in accordance with the legislation.
7. Ensuring opportunities for the children became the victims of human trafficking to continue their education, reinforcement of measures for adoption of them to the general secondary schools in a temporary place of residence;

8. Provision of social-legal and social-psychological services and social-consultation support in order to prevent the children under the protection of State to enter to the group of human trafficking risk after adulthood period.
9. Depending on the psychological-social state, organize the children living in temporary shelters to continue their education in close places, if they are rehabilitated or their security should be ensured;
10. Taking measures for prevention of discrimination against the victims of human trafficking at schools during the education period;
11. Conduction of monitoring on deviation of children from education or dilapidation, implementation of measures on rehabilitation of children deviated from education and vulnerable socially.
12. Conduction of monitoring in families of children adopted, provided with foster-care, and establishment of monitoring groups for this purpose;
13. Implementation of measures for provision of relevant documents to the children who don't have document certifying identity;
14. Implementation of relevant measures in the direction of formation of social work institution working with children;
15. Reinforcement of cooperation with relevant non-governmental organizations and international organizations on combat against negligence of minors and social rehabilitation of them;
16. Distribution of educative materials, prepared for prevention of human trafficking, especially women and children trafficking, as well prevention of forced labour, on border and custom checkpoints;
17. Continuation of awareness measures on protection of children from the threats related to the human trafficking and exploitation of child labour, at education and training institutions;
18. Conduction of relevant advocacy and awareness works in private organizations in order to avoid exploitations of child labour;

Response to paragraph 63 – In paragraph 63, page 22, of the draft report of Group of Experts on Action against Trafficking in Human Beings - GRETA to replace "1 boarding school" with "33 boarding schools".

To add the following information to paragraph 63:

- In order to ensure the convenience of citizens and the fairness of enrolment in vocational training, within "ASAN Vocational Training" project, the admission of documents to educational institutions is carried out by "ASAN service" starting from the 2016/2017 academic year. Citizens of the Republic of Azerbaijan, as well as foreigners and stateless persons, who wish to get vocational education, can register at ASAN service centres and admission commissions created at relevant educational institutions by submitting the relevant documents.
- Girls graduated from boarding schools and boarding-type educational institutions under the Ministry of Education who are not enrolled at higher and secondary specialized educational institutions are attracted in vocational educational institutions.
- Awareness-raising seminars and workshops on THB and its victims are regularly organized in vocational institutions.
- Local education management authorities regularly carry out prophylactic measures to attract in general education the children who are deviated from education to avoid their victimization. Regular monitoring on attendance in schools is carried out by special working groups created at the local education management authorities.

Response to paragraph 66 – The report states: "GRETA was informed that some children end up homeless in street situations after leaving government-run orphanages, which makes them particularly vulnerable to THB". In this regard, we would like to note that under the "Charter of "Graduates Home"

Social Institution for graduates of MLSPP state-run orphanages who are deprived of parental care" approved by the Decision of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 320, dated October 7, 2015, the graduates of state-run orphanages who are deprived of parental care and have no place of residence are provided with housing in the Graduates Home.

In 2011-2017, return of 154 children to their families from social service institutions for children with disabilities under the Ministry of Labour and Social Protection of Population was provided as a result of awareness raising activities among the parents, as part of the implementation of the "State Programme for the placement of children living in state-owned child institutions in families (deinstitutionalization) and alternative care in the Republic of Azerbaijan in 2006-2015".

In Paragraph 66, page 22, to replace " has gone down to approximately 3,000" with "has decreased to 5,062 people".

In Paragraph 66, to exclude the last sentence: "GRETA was informed that some children end up homeless in street situations after leaving government-run orphanages, which makes them particularly vulnerable to THB". In this regard, we note that in order to provide employment opportunities and accommodate the graduates of orphanages who have lost their parents and are deprived of parental care and have no place of residence, upon the request of the Ministry of Education a building of 120 single-roomed apartments was constructed. When the first building was commissioned, the information about 124 graduates of state-owned child institutions (2006-2013) who have lost their parents and are deprived of parental care and have no place of residence was collected and the list was submitted to the Ministry of Labour and Social Protection of Population. On the basis of the stated list, they were provided with apartments in "Graduates Home". Totally, 178 graduates who are deprived of parental care were placed in three "Graduates Home" Social Institutions so far. In 2017/2018 academic year, the information about 28 graduates who have lost their parents and are deprived of parental care and have no place of residence was collected and submitted to the Ministry of Labour and Social Protection to provide them with place of residence.

Response to paragraph 67 – In order to regulate the inspections in the field of entrepreneurship and protect the interests of entrepreneurs, inspections carried out in business entities located in the territory of the Republic of Azerbaijan, has been suspended, except for the cases that threaten the health and life of people, national security and economic interests, up to January 01, 2021 by the Law of the Republic of Azerbaijan "On Suspension of Inspections carried out in the field of Entrepreneurship" # 1410-IVQ, dated October 20, 2015. Under the Law, the State Labour Inspectorate Service under the Ministry of Labour and Social Protection of Population of the Republic of Azerbaijan does not hold inspections in business entities except for the cases mentioned above. The State Labour Inspectorate Service implements the state oversight for the execution of Labour legislation of the Republic of Azerbaijan and the requirements of other normative legal acts (Art. 15, LC).

Under the Article 17 of the Labour Code, it shall be prohibited to oblige an employee to perform a job (service) not included in his/her job description through any kind of duress or under the threat of termination of the employment contract. Under the Code of Administrative Offenses of the Republic of Azerbaijan, administrative liability is imposed on the violation of the requirements of this Article. Under the Article 193 of Administrative Offenses of the Republic of Azerbaijan (Art. 193 – To force an employee to fulfil any works (services) not included in his/her job description), forcing an employee to fulfil the any works (services) by employers not included in his/her job description with the threat of termination of labour contract or deprivation of privileges established in the collective agreement, shall involve penalization on employers at the rate of one thousand to two thousand manats.

In accordance with the requirements of the Law of the Republic of Azerbaijan "On Citizens' Appeals", during consideration of citizens' applications submitted to the Service during 2017, 1 (one) case of forced attraction of employee to work (services) not included in his/her job description was identified and the employer was brought to administrative responsibility.

In 2017, the State Labour Inspectorate Service conducted awareness-raising activities in 7 regions (covering 4 cities and 8 regions) toward prevention of child labour exploitation. The events were attended by the representatives of the local divisions of the State Labour Inspectorate Service, representatives of the Regional Centres of the Commissioner for Human Rights (Ombudsman) of the Republic of Azerbaijan, inspectors of Division of Preventive Measures for Adolescents under the Public Security Departments of District Police Offices, representatives of employers in the region, directors, teachers and pupils of several schools operating in the region. Participants of the event were informed about the international conventions and legislation in the fight against child labour and the international practices of addressing the problem, afterwards the discussions on the relevant issue were held. During the events, booklets on raising awareness on child labour, explanation of child labour, legislation requirements for child labour have been distributed among participants and a survey aimed at study of the situation of child labour in the regions was conducted among the participants. In accordance with the requirements of the Law of the Republic of Azerbaijan "On Citizens' Appeals", during consideration of citizens' applications submitted to the Service and materials sent by the relevant bodies of the Ministry of Internal Affairs in 2017, administrative fine at the amount of 2,000 (two thousand) manats were imposed on 2 employers under the Article 192.8 of the Code of Administrative Offenses.

Presently, under the "Decent Work Country Program for 2016-2020 in Azerbaijan" adopted within the cooperation with International Labour Organization, the activity of the State Labour Inspectorate is being improved based on the principles of legality, fairness, objectivity, transparency and accountability, presumption of innocence of the entrepreneur, non-interference to entrepreneurial activity that is not related to inspection, preference of non-punishment in prevention of violations, preventive and prophylactic nature of inspection, assistance to entrepreneurs in complying with mandatory requirements for entrepreneurial activity, drafting electronic protocols via electronic information systems and other principles.

Response to paragraph 68 - The report states: "According to data for 2016, 11% of girls in Azerbaijan are married before their 18th birthday." We note that, the number of marriages concluded by persons before 17th birthday cannot be clearly defined since only marriages of persons over the age of 17 are registered in the country. For this reason, the number of early marriages is determined by the number of children born to women between the ages of 15 and 17. In 2017, the number of children born to women between the ages of 15 and 17 in urban areas was 740, and 1,681 in rural areas, which means 1.1 and 2.3 persons per 100 live births respectively. Hence, the number of official marriages concluded by persons under the age of 18 was 317. Taking into account that the total number of marriages was 62,923 in 2017, the total number of children born to women between the ages of 15 and 17 accounts for 3% of the total marriages, whereas the total number of formal marriages under the age of 18 accounts for 0.5% of the total marriages. In this respect, the point mentioned in the paragraph does not reflect the reality.

Response to paragraph 70 – Point 1 - Information about the place of children and families are at risk of human trafficking is obtained from the other competent authorities, afterwards awareness-raising activities are organized for them. Along with Baku city, these is more commonly the areas where people with poor social status are mostly concentrated which may be in regions of the country, boarding schools, secondary, vocational and higher education institutions etc.

There is one non-state and one state shelter for a child victims of human trafficking. The first one operates under the shelter for human trafficking victims, whereas another is under "Azerbaijan Child Association".

Under the "Rules on State Control over Exercise of Minors Rights", approved by the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan dated May 8, 2012, the Commission on Minors' Affairs and Protection of their Rights under the Cabinet of Ministers carries out monitoring in the state child institutions to control execution of the rights of minors. In accordance with subparagraph 6.3 of the Rules, the State Committee for Family, Women and Children Affairs of the Republic of Azerbaijan shall

annually submit a list and control procedure of the enterprises and organizations to be monitored in the next year to the Commission for consideration and approval. The Commission makes a relevant decision and approves the composition of the panel of experts to conduct monitoring. The experts group includes the experts from the Ministry of Internal Affairs, Education, Health, Labour and Social Protection, Youth and Sports, and Baku City Executive Power.

During the control over the health and education, upbringing and rehabilitation status of the children in the state-run childcare institutions which are included in above mentioned list, the group of experts conducts assessment of minor's maintenance, their upbringing, nutrition, integration and rehabilitation status, as well as the existing status of the childcare institution, after what the deficiencies identified, as well as the recommendations for the development of the institution are submitted to the Commission on Minors' Affairs and Protection of their Rights under the Cabinet of Ministers for the appropriate measures to be taken.

The Commission reviews, once a year, the situation of children's rights in the country, as well as analyses the results of conducted monitoring, and submits proposals on addressing the existing problems in this area to the head of the state.

The measures on social rehabilitation and reintegration into society of children who are victims of human trafficking include Preparation of proposals on improvement of the legislation in social rehabilitation and reintegration into society of children who are victims of human trafficking, Study of international best practice in social rehabilitation and reintegration into society of children who are victims of human trafficking, Organizing training programs for improving the professionalism of social workers, psychologists and medical staff working with children who are victims of human trafficking, Strengthening of coordination and cooperation between organizations dealing with social rehabilitation and reintegration into society of children who are victims of human trafficking, Elaboration of monitoring criteria for assessment of the situation of children who are in the process of reintegration, Study of problems of children who are victims human trafficking and their families, and provision of necessary support, Implementing activities towards involvement of children who are victims human trafficking in free of charge education in primary vocational education institutions and voluntary employment of children who have reached the age of 15 in order to ensure their social protection and employment, Provision of necessary psychological aid to the parents of children who are victims human trafficking and delivery of training on rules of conduct with children, involvement of parents in special psychological programs, Investigation of reasons that cause children to become victims of human trafficking, and taking relevant security and preventive measures to prevent re-violation of their rights, Dissemination of information on mass media regarding the conditions created for rehabilitation and reintegration children who are victims of human trafficking, Preparing awareness campaigns and social reels to draw public attention to children who are victims of human trafficking and to prevent them from repeated exposure to exploitation or violence.

Under the Resolution of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 147, dated April 12, 2017 "On the issues related to establishment and operation of social service institutions under the State Social Protection Fund at the Ministry of Labour and Social Protection of Population of the Republic of Azerbaijan", social institutions - "Social Shelter and Rehabilitation Center for neglected, homeless and socially disadvantaged minors" and "Social Shelter for persons over the age of 18 who have no place of residence" were established under the State Social Protection Fund at the Ministry of Labour and Social Protection of the Population of the Republic of Azerbaijan. The purpose of the establishment of these institutions is to provide social rehabilitation of persons from the stated category within the period determined by the legislation, to ensure their survival, to provide them social-welfare, social-legal and other services, including acquisition of certain occupational and labour skills which will also contribute, in the future, to the prevention of victimization of these persons who are considered to be of vulnerable category for the purposes of forced labour, sexual violence and other similar types of human trafficking. To include the following information on the work done to prevent early marriage in paragraph 70, page 24 of the draft report:

- According to the Law of the Republic of Azerbaijan "On Education", general secondary education is compulsory in Azerbaijan. In recent years, significant quality changes in completion of the general secondary education by girls attracted in compulsory education have been encountered, and the indicators on girls' school attendance were high. Local education authorities, law enforcement agencies and local executive authorities regularly conduct public awareness campaigns among the parents and take certain measures to ensure that girls are attracted in education and to prevent the cases of early marriages. At the same time, relevant government agencies and NGOs regularly carry out awareness-raising activities in general education schools to prevent early marriages. Students and parents are provided with detailed information on reproductive health and consequences of early marriages.
- Regular conversations, debates, discussions, workshops, lectures, "round tables" and other events on the topics "Family values development", "Say No to Early Marriage", "The reasons for the expansion of trafficking in human beings and the ways in which the society supports the prevention of this process", "What to know to avoid being trafficked" were held in secondary schools, boarding schools and out-of-school educational institutions, screening of video and documentary films dedicated to the stated issues was organized.
- The Ministry of Education and the State Committee for Family, Women and Children Affairs jointly organized awareness events on the topic "I choose life" in secondary schools where speeches on the preservation and propagation of national and moral values inherent to Azerbaijani family, the ways of solving the actual problems arising in the parent-child-school triangle, the consequences of early marriages and the Internet security were made. A movie dedicated to human trafficking - "Sinners or Innocent" which was presented in the film festival "Azerbaijani Family" was screened in the event."

See paragraph 61, subparagraph c.

Response to paragraph 71 – The Centre for Assistance to Victims of Trafficking in Human Beings under the State Social Protection Fund at the Ministry of Labour and Social Protection of Population of the Republic of Azerbaijan was established in connection with the execution of the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan No 272, dated 4 August, 2014 "On implementation of the Law of the Republic of Azerbaijan on trafficking in persons" in accordance with the "Rules on Establishment, Financing, Activity, and Inspection of Activity of Special Institutions for Victims of Trafficking" approved by the Decree of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 203, dated November 9, 2005 and the "Rules for Implementation of Social Rehabilitation of Human Trafficking Victims" approved by the Decree of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 62, dated March 6, 2006.

The purpose of the Centre for Assistance is to inform the trafficking victims about the existing administrative and legal procedures for the protection of their rights and interests, to provide them medical, psychological and other assistance, and the social rehabilitation of victims of human trafficking, their reintegration into society and their return to normal lifestyles.

In order to provide the graduates of state-run child institutions who have lost their parents and are deprived of parental care with a place of residence, under the Decree of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 90, dated March 30, 2015, the Social Institution "Graduates Home" under the Ministry of Labour and Social Protection of Population was established. Each graduate is offered an apartment at the Graduates Home. According to its Charter, young people living here have the right to transfer their family members (husband, wife, children) to the place of residence. The graduates are provided with living space, necessary home appliances and inventory in the provided apartment. The utility costs of graduates admitted are paid by the institution within the first 6 (six) months. The utility costs of persons under the age of 23 who are studying at the state, municipal and private secondary and higher education institutions are paid by the institution during their education. The institute also provides legal and psychological assistance to the graduates.

At present, involvement of young people living in the Graduates Home to active employment measures, including their attachment to vocational training courses in accordance with the labour market requirements is on agenda.

The public catering facilities operating under the Graduates Home provide employment opportunities for the graduates. Currently, 41 graduates are employed at these facilities.

To include the following information in paragraph 71, page 24, of the draft report.

- According to Article 5 of the Law of the Republic of Azerbaijan "On Social Protection of Orphans and Children Deprived of Parental Care" (Education guarantees), "orphans and children deprived of parental care, as well as persons from among them who study at state educational institutions of all types, at master level of scientific organization defined by the relevant executive authority, as well as municipal and private higher and secondary vocational education institutions are fully taken to state social security until the end of their education at the stated educational institutions.
- The educational fees of orphans and children deprived of parental care, as well as persons from among them who study at state educational institutions of all types, at master level of the scientific organization defined by the relevant executive authority, as well as municipal and private higher and secondary vocational education institutions are paid at the expense of the state budget during they study on a paid basis.
- In addition to full state social security, orphans and children deprived of parental care, as well as persons from among them are granted scholarship at least two times the scholarship stipulated in the educational institution and the scientific institution defined by the relevant executive authority, as well as are provided a hundred per cent salary during the production training and production experience.
- The orphans and children deprived of parental care, as well as persons from among them who study at higher and secondary vocational education institutions and at master level of the scientific organization defined by the relevant executive authority, are granted benefits for purchasing textbooks and training aids in accordance with the procedure and amount determined by the relevant executive authority.
- The orphans and children deprived of parental care, as well as persons from among them who take an academic leave for the medical reasons during study at higher and secondary vocational education institutions and at master level of the scientific organization defined by the relevant executive authority are fully kept in state social security and receive full scholarships. These institutions and the scientific institution defined by the relevant executive authority provide assistance in their treatment.
- The orphans and children deprived of parental care are granted benefits for the use of urban and suburban vehicles (except for taxis) in the manner and amount determined by the relevant executive authorities.
- The orphans and children deprived of parental care, as well as persons from among them are provided with seasonal clothes and shoes and lump-sum allowance not less than twice the average monthly wage in the order approved by the relevant executive authority after they graduated from general, vocational, higher education institutions and master level of scientific organization defined by the relevant executive authority.

Response to paragraph 72 – To include the following information in paragraph 72 about the works done toward prevention of victimization of the members of the Roma community, page 24, of the draft report.

The local education authorities and local executive authorities constantly take the necessary steps to attract all school-age children from Roma families in education, elimination of school deviations, and to strengthen the awareness raising among Roma citizens. This issue is regularly monitored by the Ministry of Education and the relevant monitoring is being carried out.

Response to paragraph 73 – As of March 2018, the total number of persons under the auspices of the UNHCR in Azerbaijan was 874 (1,783 persons together with family members), while the number of refugees registered in the State Migration Service was 47 (76 persons together with family members). At the same time, along with the refugee status the works on enrolment of the "additional auspice" mechanism in the legislation is being carried out.

According to Article 64, Migration Code, persons submitted application for obtaining refugee status, obtained refugee status or granted political asylum are not required to obtain a work permit. Also, the State Migration Service has created favourable conditions for persons under the auspices of the UNHCR to engage in labour activity without a work permit. They are mainly employed in the construction sector, and also deal with small commercial and entrepreneurial activities.

According to current legislation, refugees use the same rights and freedoms with the citizens of the Republic of Azerbaijan and have the same responsibilities. The persons under the auspices of UNHCR and their children have a right to get free general education and to study at higher education institutions of the Republic as provided for by domestic legislation, to be registered in outpatient clinics on their territory of residence, to undergo medical examination and inpatient treatment if needed and to be provided with other social needs. Favourable conditions have been created for residence of the persons under the auspices of UNHCR in Azerbaijan on the basis of temporary and permanent residence permits and their right to obtain the citizenship of the Republic of Azerbaijan is ensured.

At the beginning of 2017, a working group was established with the participation of 12 government agencies in relation to access of refugees to the labour market and the social security system. The regular meetings of the working group are also attended by representatives of non-governmental organizations and international organizations to discuss the problems faced by refugees and their family members and, as a result, appropriate work is being carried out by the relevant authorities.

Under the Resolution of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 147, dated April 12, 2017 "On the issues related to establishment and operation of social service institutions under the State Social Protection Fund at the Ministry of Labour and Social Protection of Population of the Republic of Azerbaijan", social institutions - "Social Shelter and Rehabilitation Center for neglected, homeless and socially disadvantaged minors" and "Social Shelter for persons over the age of 18 who have no place of residence" were established under the State Social Protection Fund at the Ministry of Labour and Social Protection of the Population of the Republic of Azerbaijan. The purpose of the establishment of these institutions is to provide social rehabilitation of persons from the stated category within the period determined by the legislation, to ensure their survival, to provide them social-welfare, social-legal and other services, including acquisition of certain occupational and labour skills which will also contribute, in the future, to the prevention of victimization of these persons who are considered to be of vulnerable category for the purposes of forced labour, sexual violence and other similar types of human trafficking.

Response to paragraph 75 – The State Migration Service has created necessary conditions for foreigners and stateless persons, as well as children to apply for shelter taking into account the provisions specified in the Convention on the Rights of the Child, the 1951 Convention on the Status of Refugees and the Law on the "Rights of the Child".

Applications of all persons who are willing to obtain the status of "a refugee" are registered and each of them is informed of whether they are granted the status of refugee or not after relevant procedures. In review of applications, children over 15 years (as well as minors, if necessary) are separately interviewed in an absolute manner during individual interviews with parents. Gender issues are focused in interviews and female employees of the Service are interviewing female applicants. Interviews with children are conducted by more experienced and properly trained staff who should take into account the age limit, psychological and health state, needs and desires of the child.

According to the legislation, persons who apply for the refugee status (asylum seekers) are provided the right to temporary residence in the Republic of Azerbaijan, use of free translation services, free accommodation in the place of temporary residence until issuance of the refugee status, but no more than three months, temporary employment, benefiting medical support, practicing their own religion freely and contacting the UNHCR Office in Azerbaijan.

In case a person under 18 years is detected to enter the country unattended or to be left unattended after entering the country, the guardianship and foster care agencies are applied regarding that person in accordance with the "Rules on the review of litigations on issuance of the "Refugee" status" approved by the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan dated by 13 November 2000. The guardianship and foster care agencies verify if the child entered the country unattended and/or left unattended after entry to the country or not. Then, the child applies to the State Migration Service in accordance with the Rules, if he is willing to get the status of "a refugee". The unattended child is placed in the social service institutions of the guardianship and foster care agencies until the issuance of the status of "a refugee". Unattended children are considered as equal to children who have lost their parents and were deprived of parental care in the country, and social protection of such children is ensured by the government and their rights and best interest are protected in accordance with the law.

"Right to equality" was defined in Article 25 of the Constitution of the Republic of Azerbaijan. So that, according to the provisions of that article, everyone is equal before the law and court. Both the male and female has the same rights and freedoms.

According to the Article 11 of the Law of AR on "Combating trafficking in Persons", prevention of human trafficking is organized on the basis of special measures system within different state programs. So that, prevention of human trafficking, especially conduction of researches on gender aspects, development and implementation of programs oriented to the solution of social problems providing conditions for the human trafficking, reinforcement of legal and social protection of women and children, involvement of potential victims of human trafficking to the socially useful labour, provision of their employment, promotion of entrepreneurs for employment of individuals suffered from human trafficking include to the measures system on prevention of human trafficking.

Paragraph 13.1.3 of NAP – In 2015, draft laws and draft decisions were developed by the State Committee for Family, Women and Children Affairs with regard to the implementation of action on reinforcement of legal and social protection of women and children belonging to the vulnerable group in order to mitigate the risk of becoming the victim of human trafficking, and they were submitted to the Cabinet of Ministers.

The results of the survey, conducted in 2014 by the Ombudsman in cooperation with the Representative of UNICEF in Azerbaijan, which aimed at study of violence against children, were analysed in 2015. Within the project, surveys were conducted totally in 26 secondary schools, 1 child's home and 3 boarding schools. For the survey, 30 children representing different ages were chosen from each enterprise by random case. The results of the survey were analysed and submitted to UNICEF. Furthermore, monitoring was conducted in shelters of law-enforcement agencies, as well as in shelter of "Clean World" Aid to Women Public Union.

The Law of the Republic of Azerbaijan on "Provision of gender (men and women) parity" was adopted in October 10, 2016 with the aim of providing gender parity by elimination of all forms of discrimination for the sex, and ensuring equal opportunities for men and women in political, economic, social, cultural and other fields of social life.

As the other fields, legislation of the country doesn't consider any limitation for the women in the field of entrepreneurship, and they are entitled to engage in this activity on equal basis with the men. Increase of the economic initiatives of the women in Azerbaijan play an important role in terms of the social-economic development and provision of employment in our country. Women entrepreneurs operating in Azerbaijan are mainly engaged in the fields of light industry, textile industry, carpet weaving, applied arts, folk art, science and education, food industry, agriculture, forestry and fishing, trade and service. According to the statistical indicators, 164 296 out of 756 318 entrepreneurs or 21, 7% of whole country entrepreneurs were women in the first quarter of 2017.

142 training, workshop, roundtable meeting and other events (55 events in Baku and 87 events in regions) was held in 2016, and 25 training, workshop, roundtable meeting and other events (4 events in Baku, and 21 events in regions) was held in the first quarter of 2017 on the topics such as "Development of business plans and investment projects", "Corporate management", "Establishment and development of "Made in Azerbaijan" brand", "Insurance of entrepreneurship activity in agriculture", "Opportunities for the access to current and new export markets", "Logistics in agriculture", "Development of ecologically clean agriculture", "Create your business idea", "Start your business", "Marketing", "Management". Trainings, workshops, roundtable meetings and other events were held in Baku and regions by the Baku Business Education Centre of the Ministry of Economy and its representatives, together with the participation of foreign and local experts with the aim of improving the knowledge and skills of vulnerable group of people, as well women in business, supporting them to be involved to the entrepreneurship activities, involving the potential victims of human trafficking to the socially useful labour, providing employment of them. More than 3200 audiences participated in events held in 2016 (more than 900 women), and more than 600 audience participated in events held in the first half of 2017 (more than 200 women). Presentations on topics were shown and questions asked by participants were answered within the events.

Besides, Baku Business Education Centre continued its action within the "Germany-Azerbaijan joint Program on improvement of qualification of managers in Azerbaijan business society" in 2016 for acquisition of international experience and skills by the vulnerable group of people, as well women. The afore-mentioned Program is carried out by the Baku Business Education Centre together with German Society for International Cooperation (GIZ) in accordance with the Memorandum of Understanding on cooperation signed between the Ministry of Economy of the Republic of Azerbaijan and Federal Ministry of Economic Affairs and Energy of Germany in October 12, 2009 and February 28, 2013. Within the program, entrepreneurs and managers operating in different fields of Azerbaijan economy participate in professional development course on "Economic cooperation" held for a month in Germany. The necessary expenditures on professional development course (excluding the travel expenses) are paid by the state budget of Germany. The purpose of the program is to reinforce the state support for the development of small and middle entrepreneurship in Azerbaijan, increase of theoretical knowledge of entrepreneurs and managers operating in different fields of country economy, getting acquaintance with the innovative technologies and management methods in German enterprises, study of the action mechanism of enterprises, increase of the vocational training, and establishment of economic cooperation relations with German enterprises. During 2009-2016, 299 entrepreneurs and managers participated in "Economic cooperation" professional development course for a month, in Germany, within the Program. 43 of them (also, 9 of them were women entrepreneurs and managers) were sent in 2016.

The Centre for Assistance to Victims of Trafficking in Human Beings under the State Social Protection Fund at the Ministry of Labour and Social Protection of Population of the Republic of Azerbaijan was established in connection with the execution of the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan No 272, dated 4 August, 2014 "On implementation of the Law of the Republic of Azerbaijan on trafficking in persons" in accordance with the "Rules on Establishment, Financing, Activity, and Inspection of Activity of Special Institutions for Victims of Trafficking" approved by the Decree of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 203, dated November 9, 2005 and the "Rules for Implementation of Social Rehabilitation of Human Trafficking Victims" approved by the Decree of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 62, dated March 6, 2006.

The purpose of the Centre for Assistance is to inform the trafficking victims about the existing administrative and legal procedures for the protection of their rights and interests, to provide them medical, psychological and other assistance, and the social rehabilitation of victims of human trafficking, their reintegration into society and their return to normal lifestyles.

In order to provide the graduates of state-run child institutions who have lost their parents and are deprived of parental care with a place of residence, under the Decree of the Cabinet of Ministers of the

Republic of Azerbaijan No 90, dated March 30, 2015, the Social Institution "Graduates Home" under the Ministry of Labour and Social Protection of Population was established.

Each graduate is offered an apartment at the Graduates Home. According to its Charter, young people living here have the right to transfer their family members (husband, wife, children) to the place of residence. The graduates are provided with living space, necessary home appliances and inventory in the provided apartment. The utility costs of graduates admitted are paid by the institution within the first 6 (six) months. The utility costs of persons under the age of 23 who are studying at the state, municipal and private secondary and higher education institutions are paid by the institution during their education. The institute also provides legal and psychological assistance to the graduates.

At present, involvement of young people living in the Graduates Home to active employment measures, including their attachment to vocational training courses in accordance with the labour market requirements is on agenda.

The public catering facilities operating under the Graduates Home provide employment opportunities for the graduates. Currently, 41 graduates are employed at these facilities.

Response to paragraph 80 - The Law No 726-IQ, dated October 28, 1999 On "Transplantation of human Organs and (or) Tissue" has been adopted, in furtherance of the law the Decree No. 251, dated January 15, 2000 has been signed by the President of the Republic of Azerbaijan.

Under the Decree of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 168, dated September 13, 2000 the "List of Organs and (or) Tissues of Transplant Objects" has been approved.

Decision of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No. 187, dated November 17, 2011 on approval of certain normative legal acts for application of the Law of the Republic of Azerbaijan on "Transplantation of Human Organs and (or) Tissues" has been approved:

- "Terms and Conditions of Human Organ and (or) Tissue Transplantation" (Annex # 1);
- "List of Specialized Healthcare Facilities Realizing Human Organ and (or) Tissue Transplantation" (Annex # 2);
- "Rules on Removal, Preparation (conservation) and Storage of Human Organs and (or) Tissues for Transplantation" (Annex # 3);
- "Procedures of Medical Decision-making on Necessity of Transplantation of Human Organs and (or) Tissues" (Annex # 4).

In case when medical institutions realizing transplantation are aware of sale and purchase, as well as forced removal of human organs and (or) tissues, the relevant law enforcement authorities are immediately informed about.

According to Article 137, CC of the Republic of Azerbaijan, purchase and sale of human organs or tissues and forced removal for transplantation is punished by imprisonment for the term from three up to five years with deprivation of the right to hold certain positions or engage in certain activities for up to three years.

Article 144-1 of the CC specifies illegal removal of human organs and tissues as one of the forms of exploitation.

Response to paragraph 81 – According to Article 137, CC of the Republic of Azerbaijan, purchase and sale of human organs or tissues and forced removal for transplantation is punished by imprisonment for the term from three up to five years with deprivation of the right to hold certain positions or engage in certain activities for up to three years.

Article 144-1 of the CC specifies illegal removal of human organs and tissues as one of the forms of exploitation.

According to Articles 4 and 26 of the Law of the Republic of Azerbaijan "On trafficking in persons" one of the principles of struggle against human trafficking in our country is the development of international cooperation in this field.

The Republic of Azerbaijan cooperates with other states, their law enforcement agencies in the field of combating human trafficking in accordance with international treaties to which it is a Party.

Response to paragraph 86 – Propaganda and awareness-raising activities on human trafficking have been strengthened with the participation of non-governmental organizations and for that end, works on production of various social advertisements, movies, short films, preparation and demonstration of programs, preparation and distribution of booklets have been carried out.

In accordance with the Joint Action Plan of the Ministry of Internal Affairs and the Ministry of Education, awareness workshops were held in various educational institutions which were attended by representatives of law enforcement agencies, youth, media, executive authorities, juvenile affairs commission, as well as medical workers, local entrepreneurs, staff of transportation, education, social protection, employment agencies, community members and NGOs of the Republic.

In order to protect children from trafficking in human beings and child labour in education and training institutions, within the "National Action Plan for Combating Trafficking in Persons in the Republic of Azerbaijan for 2014-2018", awareness campaigns and awareness-raising activities, particularly on prevention of child labour exploitation risks in private institutions, organization of courses for mass media with participation of field experts on the topics of nature of trafficking in human beings and illegal migration, and various forms of its manifestation, features of coverage of such information in mass media have been carried out so far.

The seminar on human trafficking and illegal migration issues organized for mass media by the Ministry of Internal Affairs on 23 May 2016 at Hyatt Regency Hotel in Baku was attended by the representatives of the Ministry of Internal Affairs, Ministry of Labour and Social Protection of Population, State Committee for Family, Women and Children Issues, State Migration Service, as well as field experts from the Press Council.

Under the requirements of Article 4.4, Law of the Republic of Azerbaijan "On Advertising" dated 15 May 2015 advertising shall not provoke people to violence, aggression, acts that may harm life and health, honour and dignity of people. Furthermore, under article 4.6 of the law, pornographic advertising is not permitted.

142 training, workshop, roundtable meeting and other events (55 events in Baku and 87 events in regions) was held in 2016, and 25 training, workshop, roundtable meeting and other events (4 events in Baku, and 21 events in regions) was held in the first quarter of 2017 on the topics such as "Development of business plans and investment projects", "Corporate management", "Establishment and development of "Made in Azerbaijan" brand", "Insurance of entrepreneurship activity in agriculture", "Opportunities for the access to current and new export markets", "Logistics in agriculture", "Development of ecologically clean agriculture", "Create your business idea", "Start your business", "Marketing", "Management". Trainings, workshops, roundtable meetings and other events were held in Baku and regions by the Baku Business Education Centre of the Ministry of Economy and its representatives, together with the participation of foreign and local experts with the aim of improving the knowledge and skills of vulnerable group of people, as well women in business, supporting them to be involved to the entrepreneurship activities, involving the potential victims of human trafficking to the socially useful labour, providing employment of them. More than 3200 audiences participated in events held in 2016 (more than 900 women), and more than 600 audience participated in events held in the first half of 2017 (more than 200 women). Presentations on topics were shown and questions asked by participants were answered within the events.

Response to paragraph 87 - In order to inform the persons who enter or travel to the country, particularly women and children about the ways of protection from human trafficking and protection of migrants from the threat of forced labour, the Centre for Assistance to Victims of Human Trafficking developed educational booklets and posters, in collaboration with the State Border Service, and provided dissemination of booklets and installation of posters at Bilasuvar, Astara, Balakan border crossing points. The brochures and posters at the same time reflected the contacts of the Center.

Response to paragraph 89 - According to Article 28 of the Migration Code of the Republic of Azerbaijan, the period of stay in the country on entry visas for the purposes of labour is defined up to 90 days. Also, it is possible to obtain labour visas through ASAN visa system since 2018. At the same time, since 29 June 2018, the foreigners or stateless persons, temporarily staying in the country for more than 15 days, should be registered on the place of stay. According to Article 575 of the Code of Administrative Offenses of the Republic of Azerbaijan for violation of this rule, the amount of three hundred to four hundred manats penalty has been determined. According to the statistical data for 2016 and 2017, the first three countries the citizens of which are mostly expelled from the country are Russian Federation, the Republic of Turkey and Georgia.

Response to paragraph 91 - See the response to paragraph 4 and 2 of the report on the Council of Europe's second evaluation round of the implementation of the Convention against Trafficking in Human Beings by Parties.

Response to paragraph 92 - In order to inform the persons who enter or travel to the country, particularly women and children about the ways of protection from human trafficking and protection of migrants from the threat of forced labour, the Centre for Assistance to Victims of Human Trafficking developed educational booklets and posters, in collaboration with the State Border Service, and provided dissemination of booklets and installation of posters at Bilasuvar, Astara, Balakan border crossing points. The brochures and posters at the same time reflected the contacts of the Center.

Response to paragraph 101 - The Detention Centres for Illegal Migrants under the State Migration Service which operate in Baku and Yevlakh provide all the necessary conditions for migrants who have been placed in the centres voluntarily to enjoy all their rights set forth in Article 87 of the Migration Code (including free meals, physical and medical services, conditions for religious ceremonies, sports, psychological assistance, leaving the Center and return, etc.). There are no restrictions for foreigners and stateless persons who have applied for voluntary placement in the centre, including those who have received refugee status to leave the centre or to return.

UNHCR, IOM, International Committee of the Red Cross, representatives of international and non-governmental organizations, including the Azerbaijani Committee against Torture, as well as representatives of separate embassies visit the centres freely.

Response to paragraph 102 – Point 1 - According to Article 4 of the Law of the Republic of Azerbaijan on "Combating Trafficking in Persons" dated 28.06.2005, the activity against human trafficking is based on the principle of involving non-governmental organizations in this work and according to Article 10 of the same Law, state bodies are collaborating with non-governmental organizations in combating trafficking in human beings. Non-governmental organizations dealing with struggle against THB are involved in activities on awareness of victims of THB, organizing the activity of special institutions for them, providing legal assistance and social rehabilitation of victims of THB.

Representatives of 14 NGOs were awarded with 1,000 (thousand) AZN under the relevant order of MIA for active participation in action against THB during 2014 at the meeting held in 23.01.2015.

Representatives of 15 NGOs were awarded with money means under the relevant order of MIA for active participation in action against THB during 2015 at the meeting held in 24.04.2016.

Representatives of 15 NGOs were awarded with 500 (hundred) AZN under the relevant order of MIA for active participation in action against THB during 2016 at the meeting held in 29.03.2017.

Combating trafficking in human beings has always been under attention in our country. So far, the Ministry of Justice has registered 516 non-governmental organizations on human rights, legal education, legal studies and cooperation with activity direction covering THB issues.

Moreover, the NGO Coalition on combating trafficking in human beings was established in 28.02.2009. The main goal of the Coalition is to coordinate activity of NGOs operating in combating THB and to improve effectiveness of activities implemented in this field. There are 47 members of the Coalition.

The first Memorandum of Understanding (for 2009-2013) was signed between the Ministry of Internal Affairs of the Republic of Azerbaijan and the NGO Coalition on combating trafficking in human beings in 2009.

As the continuation of this document, a new Memorandum of Understanding that covers the years 2013-2018 was signed between the Ministry of Internal Affairs of the Republic of Azerbaijan and the NGO Coalition on combating trafficking in human beings in 27.07.2013. The key objective of the Memorandum of Understanding is to strengthen action against THB in the Republic of Azerbaijan and further improve cooperation with MIA in the provision of various services to victims of THB.

Strengthening the actions against trafficking in human beings, the activity of NGOs, civil society organizations and trade unions are implemented in coordination with state bodies. Extensive advocacy work is carried out to involve civil society representatives in combating trafficking in human beings.

Upon request of NGOs to the National Coordinator, NGOs dealing with action against THB continuously carries out cooperation with all ministries that are members of the working group, including the Ministry of Health. All victims and potential victims who apply to the NGO that maintains shelters are provided with medical aid without any obstacles.

"Testing of Modern Child Mental Health Services for Juvenile Justice Reform in Azerbaijan" project could be mentioned as an example of cooperation with NGOs. The purpose of this cooperation is to prevent law violations by adolescents with mental disorders. Numerous studies revealing the causes of minors and adolescents with mental disorders are at risk and why can they be involved in criminal acts, including trafficking in human beings gave impetus to the matter. Works on this issue is being carried out within the European Union project.

The key purpose of the "National Referral Mechanism for victims of human trafficking" approved by the Decision of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 123, dated August 11, 2009, which is a guiding document in the fight against human trafficking, is establishment of efficient system to ensure the protection of the rights of victims, their referral to the relevant bodies, provision of their security, repatriation and social rehabilitation, as well as formation of rules in this field.

A commission comprised of the representatives of the Ministry of Internal Affairs, Ministry of Education, Ministry of Health, Ministry of Justice, Ministry of Labour and Social Protection of Population, Ministry of Youth and Sport, Ministry of Culture and Tourism, General Prosecutor's Office, State Customs Committee, State Committee for Family, Women and Children Affairs, State Security Service, State Border Service and State Migration Service was established for the implementation of National Referral Mechanism which operates purposefully. A meeting of the commission is held under the National Coordinator at least once in a year, works done are analysed and discussed, and forthcoming tasks are defined.

Also, representatives of civil society institutes are invited to the relevant meetings. Trainings and workshops are organized regularly for enlargement of the level of professionalism, capacities and knowledge of representatives of state bodies and non-governmental organizations fulfilling National Referral Mechanism.

Point 2 - Under Article 14-1 of the Law of the Republic of Azerbaijan "On Combating Trafficking in Persons", victim of human trafficking provided with 30 days of recovery and reflection period in order to

allow him/her to recover and escape the influence of the perpetrators and to take a considered decision on co-operating with the prosecution agencies.

During recovery and reflection period victim of human trafficking may use services of special institutes for provision of security and protection needs as well as for recovery of physical, psychological and social status, provision with shelter and rendering services of assistance centres. During recovery and reflection period victim of human trafficking shall not be enforced to any expulsion by administrative means from the territory of the Republic of Azerbaijan.

A shelter is provided to the victim of human trafficking on the basis of his/her request within 30 days regardless his/her behaviour, desire to collaborate with the bodies carrying out criminal prosecution and to testify against human traffickers. An assistance in assistance centres is provided to any individuals presenting themselves as a victim of human trafficking on the basis of their request regardless their behaviour, desire to collaborate with the bodies carrying out criminal prosecution and to testify against human traffickers.

A new Article 123-1 (Appointment of recovery and reflection period for the victims of trafficking in human beings) was added to the Criminal Procedure Code of the Republic of Azerbaijan under the Law of the Republic of Azerbaijan dated November 29, 2016.

When considering cases on crime committed or prepared to be committed, an officer of investigating body, investigator, or prosecuting attorney shall adopt a decision on granting victims of THB 30 days of recovery and reflection period to make a considered decision on restoring his/her position, avoiding the influence of criminals and cooperating with criminal prosecution authorities.

Point 3 – "National Referral Mechanisms for victims of human trafficking" and "Rules for (indicators) for identification of victims of trafficking in human beings" were prepared according to the "National Action Plan of the Republic of Azerbaijan (2009-2013) on struggle against trafficking in human beings" ratified under the Order No. 133 of the President of the Republic of Azerbaijan dated to February 6, 2009 and defines mechanisms to identify victims of trafficking in human beings.

As noted above, the evaluation of the implementation of the National Action Plans is carried out by the State Control under the Presidential Administration of the Republic of Azerbaijan.

Points 4, 5 - According to the National Action Plan, the State Migration Service, Ministry of Labour and Social Protection of Population, Ministry of Internal Affairs and other relevant authorities conducts monitoring for identification of illegal migration, forced labour and trafficking cases, and victims and potential victims of these crimes, as well as the identifies the circumstances that lead to human trafficking and take joint measures on elimination of them.

In addition, the State Security Service, the Ministry of Internal Affairs, the Ministry of Transport, Communication and High Technologies conduct regular monitoring of the media, websites, and examine the substance of suspicious proposals that may be related to human trafficking and take appropriate measures.

Point 6 - The petitions of persons intending to obtain refugee status in the Republic of Azerbaijan are considered by the State Migration Service within the requirements of 1951 Convention on the Status of Refugees, 1967 Protocol and the Law of the Republic of Azerbaijan dated May 21, 1999 "On the Status of Refugees and Internally Displaced Persons (IDPs)" and the "Rules of Procedure for the Application for Refugee Status" approved by the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan dated November 13, 2000.

Approval of petitions on granting refugee status by the Service, ensuring consideration process within the Law of the Republic of Azerbaijan "On the Status of Refugees and Internally Displaced Persons

(IDPs)" and the "Rules of Procedure for the Application for Refugee Status", ensuring the identification of trafficking victims among asylum-seekers by specially trained, qualified and competent men or women officers, conducting admission process and interviews as soon as possible, in accordance with relevant legal acts and recommendations of related institutions is envisaged.

Special attention is attached to the identification of THB victims among asylum-seekers and consideration of their petitions during the trainings for officers on the topic of refugee status determination. The State Migration Service has actively participated in the project on "Promotion of the quality of asylum systems in Eastern Europe and South Caucasus" co-funded by the European Commission and UN High Commissioner for Refugees, and has actively attended all events held within the project.

The project focused on protection of interests of vulnerable groups, including presumed THB victims during the registration and interview with asylum seekers, as well as decision-making processes, consideration of their psychological state during interviews and ensuring their interests in the decision-making process.

Response to paragraph 104 - In order to ensure the social, psychological and legal rehabilitation of victims of violence and trafficking, as well as persons belonging to the human trafficking risk group, in upcoming years the Ministry intends to put in commission the assistance centres and shelters for victims of domestic violence, victims and potential victims of human trafficking in Ganja and Lankaran cities, and Goychay and Guba regions.

Response to paragraph 105 - Social rehabilitation of victims of human trafficking is carried out by the Ministry of Labour and Social Protection of Population of the Republic of Azerbaijan and relevant non-governmental organizations.

Response to paragraph 107 - In accordance with the Decree of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No. 89, dated April 25, 2012, the "Rules of Operation of Assistance Centres for Victims of Domestic Violence" and the "Rules of Accreditation of Non-State Assistance Centres for Victims of Domestic Violence" have been approved in the context of execution of provisions defined by the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan No. 537, dated November 24, 2011 on "Prevention of Domestic Violence". Under the Decree, upon the Order of the Ministry dated November 19, 2013, a Commission has been established to accredit the non-governmental assistance centres for victims of domestic violence. The Commission includes the responsible officials of the Ministry of Labour and Social Protection of Population, Internal Affairs, Justice, Health and Education, as well as the State Committee for Family, Women and Children Affairs. Additionally, criteria for accreditation of non-governmental assistance centres for victims of domestic violence have also been prepared. Over the past period, 10 organizations have been accredited.

Response to paragraph 110 - The legal assistance to victims of trafficking in human beings is provided for by the Charter of the Centre for Assistance to Victims of Human Trafficking at the State Social Protection Fund under the Ministry of Labour and Social Protection of Population and this service is not funded by the International Organization for Migration.

Response to paragraph 113 - According to Article 1.0.8 of the Law of the Republic of Azerbaijan "On Combating Trafficking in Persons," the victim of human trafficking is a person suffered from or is under the risk of trafficking.

- Institutions that have identified victims and presumed victims of trafficking in human beings should explain them their rights provided for by legislation, the authority to which they are to be referred, the powers of that body, and possible subsequent procedural actions.
- After identifying victims and presumed victims of trafficking in human beings, their applications are documented in the manner prescribed by the legislation, and immediate steps to transfer the

person to the special police unit are taken no later than 24 hours, and his/her relevant documents are submitted to the same institution and necessary assistance is rendered.

- In the process of identifying victims and presumed victims of trafficking in persons and transferring them to a special police unit, violation of their rights and freedoms, honour and dignity should not be allowed, and they should be treated with courtesy.
- Transfer of victims or presumed victims of human trafficking to another police or law enforcement agency is not allowed.
- The relevant authority which handed over victims and presumed victims of human trafficking to a special police unit to combat trafficking in human beings is informed about outcomes of investigations carried out.

Assistance to trafficking victims is organized under the Paragraph 13.4. of the National Action Plan (Rehabilitation and Reintegration of Victims Trafficking in Human Beings).

Continue to provide medical assistance to trafficking victims and potential victims in allotted stationary and outpatient healthcare facilities, and involve qualified specialists in these institutions if necessary. An alternative form of anonymous assistance is through Trusteeship telephone line of. The in-service phone specialists provide psychological support to any needy person within 24 hours. All these processes are aimed at providing psychological support to the population available for all.

Assistance to victims of human trafficking is carried out at state-owned enterprises. For example, granting a safe asylum is carried out by the Ministry of Internal Affairs, healthcare services by the Ministry of Health, education issues by the Ministry of Education and improvement of labour and professional skills by the Ministry of Labour and Social Protection of Population. Moreover, the protection of victims' rights is exercised by the Bar Association. Rehabilitation of trafficking victims in the Centre for Assistance to Victims of Human Trafficking created by the Ministry of Labour and Social Security should be noted as well. In addition, identification of victims and referral to the medical examination by nongovernmental organizations is allowable by law; NGOs involved in the rehabilitation process are guided throughout the year.

Response to paragraph 114 - Non-governmental organizations involved in combating trafficking in human beings are engaged in awareness-raising trainings for potential victims of THB and organization of special services activity for victims of THB, providing legal assistance to victims of THB and their social rehabilitation. At the same time, the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan may determine the needs of the above mentioned objectives together with the National Coordinator and allocate grants.

Only during 2014-2016, when the Third National Action Plan was implemented, 20 projects were funded by the Council for State Support to Non-Governmental Organizations and 182,000 AZN were allocated for these purposes.

In addition, by the relevant order of the Ministry of Internal Affairs, non-governmental organizations actively participating in anti-trafficking activities receive monetary awards annually.

Response to paragraph 123 – The signs for identification of the children became victim of human trafficking were concretized in paragraph 3.1.2 of "Rules (indicators) on identification of the victims of human trafficking" approved by the Decision of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan dated September 3, 2009 and No 131.

While combating human trafficking, authorized state bodies (executive bodies of NAP) combat also against the child trafficking.

According to the Article 11 of the Law of the Republic of Azerbaijan on "Combating trafficking in Persons", a system of measures on prevention of human trafficking includes reinforcement of legal and

social protection of children; establishment and efficient use of system on social, legal, pedagogic and other measures oriented to the identification and elimination of reasons and cases creating condition for the neglect and orphanage of children; detection of children deviated from education, taking measures for upbringing and education of them; establishment and implementation of special programs in other organizations and enterprises fulfilling the prevention of neglect of state institutions, children's homes, boarding schools and the neglect of minors and violation of law.

According to the law, the people who are vagrant or begging, miserable, prostitute, orphan, neglected, children deviated deliberately from education, persons who are addicted to narcotic drugs and psychotropic substances are the potential victims of human trafficking. Age, sex, demands, as well as its necessary need for shelter, education and care are taken into consideration during the implementation of social rehabilitation of children became the victim of human trafficking.

During the assistance to the children became victim of human trafficking, children's interests are preferred, and all measures are taken for protection of rights and legal interests of children in accordance with the Law of the Republic of Azerbaijan "Rights of a Child", UN Convention "On the Rights of a Child", as well as other laws of the Republic of Azerbaijan and international contracts supported by Azerbaijan. Shelters and support centres inform immediately guardianship and trusteeship body and commission on protection of affairs and rights of minors, about the child became victim of human trafficking. Guardianship and trusteeship body and commission on protection of affairs and rights of minors take measures for protection of rights and interests of child according to the legislation of the Republic of Azerbaijan. While adopting the person to the shelter, if it is impossible to determine the age of person, but it is supposed that he/she is under 18, then that person will be considered a child. The period for the children to live at shelters is 60 days. Period allocated for living in shelter can be extended by the application of special police office, guardianship and trusteeship body and commission on protection of affairs and rights of minors. During the settlement of children at shelters and extension of period allocated for their living at these shelters, opinion of children over 10 years old are learned and considered. Usually, children are settled separately in shelters. Taking into consideration the best interests of a child, he/she can be settled together with parents or other persons affecting positively to the psychological state of a child (excluding the cases, where the parents are the reason of child to become victim of human trafficking).

Children settled in shelters get an opportunity to continue their education, contact and communicate with their parents (excluding the cases, where the parents are the reason of child to become victim of human trafficking). If the child who is the victim of human trafficking doesn't know the place of these parents or has deprived from parental care, state organizations combating trafficking in human beings take measure to seek for his family, or definition of guardianship and trusteeship about this child. Social protection of such children is carried out in accordance with the Law of the Republic of Azerbaijan on "Social protection of children lost their family and deprived of parental care".

Social rehabilitation of children became the victim of human trafficking is carried out based on the special organized programs and by taking principle the provisions of legislation.

Administrative deportation from the borders of the Republic of Azerbaijan is not applied to foreign or stateless children who are victims of human trafficking, as well as law on deportation from the Republic of Azerbaijan is not adopted. Repatriation of children (who are the victims of human trafficking) to their country or family is allowed only if there is probability of children to become victim of human trafficking, again. During the repatriation of children who are the victims of human trafficking, opinion of children over 10 years old is learned and considered.

According to the "National Action Plan on Combating trafficking in human beings in the Republic of Azerbaijan for 2014-2018" approved by the Decree dated July 24, 2014 and No 667 of the President of the Republic of Azerbaijan, following measures on children were envisaged:

1. Taking measures for ratification of Convention of European Council "On the protection of children against sexual exploitation and sexual abuse;
2. Preparation of proposal in the direction of reinforcement of legal and social protection of women and children included vulnerable group, in order to mitigate the risk of becoming human trafficking victim;
3. Preparation of proposal with the aim of provision of secure use of internet and mobile telephone by children;
4. Reinforcement of measures on implementation of obligations arising out of the international conventions on child labour, as well documents of International Labour Organization;
5. Reinforcement of relevant efforts for identification of victims of human trafficking and forced labour, as well as children, foreigner and stateless persons became victim of human trafficking within the Republic;
6. Protection of the rights and interests of children who are the victim or potential victim of human trafficking , and implementation of social rehabilitation of them by the guardianship and trusteeship bodies, and commissions on protection of affairs and rights of minors, in accordance with the legislation.
7. Ensuring opportunities for the children became the victims of human trafficking to continue their education, reinforcement of measures for adoption of them to the general secondary schools in a temporary place of residence;
8. Provision of social-legal and social-psychological services and social-consultation support in order to prevent the children under the protection of State to enter to the group of human trafficking risk after adulthood period.
9. Depending on the psychological-social state, organize the children living in temporary shelters to continue their education in close places, if they are rehabilitated or their security should be ensured;
10. Taking measures for prevention of discrimination against the victims of human trafficking at schools during the education period;
11. Conduction of monitoring on deviation of children from education or dilapidation, implementation of measures on rehabilitation of children deviated from education and vulnerable socially.
12. Conduction of monitoring in families of children adopted, provided with foster-care, and establishment of monitoring groups for this purpose;
13. Implementation of measures for provision of relevant documents to the children who don't have document certifying identity;
14. Implementation of relevant measures in the direction of formation of social work institution working with children;
15. Reinforcement of cooperation with relevant non-governmental organizations and international organizations on combat against negligence of minors and social rehabilitation of them;
16. Distribution of educative materials, prepared for prevention of human trafficking, especially women and children trafficking, as well prevention of forced labour, on border and custom checkpoints;
17. Continuation of awareness measures on protection of children from the threats related to the human trafficking and exploitation of child labour, at education and training institutions;
18. Conduction of relevant advocacy and awareness works in private organizations in order to avoid exploitations of child labour.

Response to paragraph 127 - "Rules for the Transfer of Victims of Trafficking in Human Trafficking to the Special Police Unit" approved by the Resolution of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan dated No 21, dated February 1, 2008, regulates the transfer of victims or presumed victims of human trafficking to a special police unit on combating trafficking in human beings by the state and non-governmental organizations.

According to Rules:

- Institutions that identify victims of trafficking in human beings should, first of all, ensure their safety, identity anonymity, and the confidentiality of the information obtained.
- Institutions that identify victims of trafficking in human beings, register their applications and appeals in a special journal, subject to confidentiality.
- Institutions that have identified victims and presumed victims of trafficking in human beings should explain them their rights provided for by legislation, the authority to which they are to be extradited, the powers of that body, and possible subsequent procedural actions.
- After identifying victims and presumed victims of trafficking in human beings, their applications are documented in the manner prescribed by the legislation, and immediate steps to transfer the person to the special police unit are taken no later than 24 hours, and his/her relevant documents are submitted to the same institution and necessary assistance is rendered.
- In the process of identifying victims and presumed victims of trafficking in persons and transferring them to a special police unit, violation of their rights and freedoms, honour and dignity should not be allowed, and they should be treated with courtesy.
- Transfer of victims or presumed victims of human trafficking to another police or law enforcement agency is not allowed.

Response to paragraph 133 - Under Article 14-1 of the Law of the Republic of Azerbaijan "On Combating Trafficking in Persons", a victim of human trafficking provided with 30 days of recovery and reflection period in order to allow him/her to recover and escape the influence of the perpetrators and to take a considered decision on co-operating with the prosecution agencies. During recovery and reflection period victim of human trafficking may use services of special institutes for provision of security and protection needs as well as for recovery of physical, psychological and social status, provision with shelter and rendering services of assistance centres. During recovery and reflection period victim of human trafficking shall not be enforced to any expulsion by administrative means from the territory of the Republic of Azerbaijan.

Under Article 123-1 of the CPC, an officer of investigating body, investigator, or prosecuting attorney shall adopt a decision on granting victims of THB 30 days of recovery and reflection period to make a considered decision on restoring his/her position, avoiding the influence of criminals and cooperating with criminal prosecution authorities.

Response to paragraph 137 - Based on the law "On Combating Trafficking in Persons" and "Rules of Repatriation of Trafficking Victims" approved by the Decision of the Cabinet of Ministers dated September 10, 2013, after recovery and reflection period expired the foreigners and stateless persons which are the victims of human trafficking can receive temporary residence permit for 1 (one) year at their own request.

At the same time, it should be stated that, if a foreigner or stateless person is considered as a person who suffered from human trafficking, deportation in administrative order from the territory of the Republic of Azerbaijan for a period of 1 year shall not be applied to them, as well as no decision on expulsion of them from the territory of the Republic of Azerbaijan is taken by the State Migration Service. When this period expires, but the foreigner or stateless person provides criminal proceedings against trafficking in persons for criminal trafficking, administrative deportation outside the Republic of Azerbaijan shall not be imposed until the end of the criminal proceedings against him, as well as by the State Migration Service The decision to set aside is not taken. When the provided period is over, but a foreigner or a stateless person assists the body of criminal persecution with criminal cases regarding human trafficking, deportation in administrative order from the territory of the Republic of Azerbaijan shall not be applied to them unless criminal persecution comes to an end.

According to Article 20.5 of the same Law, a foreigner or a stateless person who became victim of human trafficking in the order provided for by the relevant legislation of the Republic of Azerbaijan can address the relevant state bodies for obtaining the right to live in the Republic of Azerbaijan within the provided period. When dealing with such an address cooperation of the victim of human trafficking with the body of criminal persecution, physical and moral torments that the victim of human trafficking suffered, the period of being the victim of human trafficking as well as a risk of becoming again the victim of human trafficking once repatriated to his/her own country or persecution by human traffickers shall be taken into account.

Draft Law of the Republic of Azerbaijan on "Amendments to the Migration Code of the Republic of Azerbaijan" have been prepared regarding receive of temporary residence permit for foreigners and stateless persons who have been victims of THB or assisting prosecution agencies on criminal cases by taking into account the requirements of the Council of Europe Convention on Combating Trafficking in Human Beings.

Response to paragraph 138 – As regards the provision of the compensation for victims, the compensation provided by the legislation was not fully considered and composition of the compensation the victims could receive was not identified. Although the compensation is evident in some areas of human trafficking, it creates uncertainty regard to some areas (although moral, material damages, loss of benefit is evident, no legal analysis of provision of compensation from the assets of traffickers obtained through sexual assault has been provided, if the state considers earning income by sex activity to be a labour in the legislation). It would therefore be appropriate to interpret compensation in the context of Article 6 of the European Convention on Human Rights and Freedoms and Article 91 of the CPC of the Republic of Azerbaijan.

Response to paragraph 142 – The issue of enabling victims to have access to legal assistance by lawyers who are not members of Bar Association was resolved by law. Domestic laws in a democratic society are the primary and most important means of regulating public relations. The implementation of those laws is the responsibility of all legal and natural persons. The legislature may consider this issue when the enforcement of the law obstructs the development of the relationship. In the reviewed report, no precise situation has been identified, causing such suggestions to be made, and it related only with hypothetical considerations. Therefore, the adoption of this proposal may led to legal nihilism.

Response to paragraph 144 – *Points 1,2,3,4* - The prosecuting authority shall submit the documents to the relevant persons in the language of criminal proceedings. Documents to be submitted to relevant persons who do not know the language of criminal proceedings shall be presented in their mother language or in another language they understand.

When dealing with cases in court, participation of victims of THB and persons recognized as a victim of THB during criminal prosecution in court hearings was provided and the opportunity to exercise all their right provided for by Article 87.6 of the CPC, including demanding compensation by raising civil claims was created.

During the cases, trafficking victims were not subjected to criminal prosecution and punishment; these persons have the right to demand compensation from the state budget for damages inflicted on them under article 191 of the CPC.

Assistance to trafficking victims is organized under the Paragraph 13.4 of the National Action Plan (Rehabilitation and Reintegration of Victims Trafficking in Human Beings).

Continue to provide medical assistance to trafficking victims and potential victims in allotted stationary and outpatient healthcare facilities, and involve qualified specialists in these institutions if necessary. An alternative form of anonymous assistance is through Trusteeship telephone line. The in-service phone

specialists provide psychological support to any needy person within 24 hours. All these processes are aimed at providing psychological support to the population available for all.

Assistance to victims of human trafficking is carried out at state-owned enterprises. For example, granting a safe asylum is carried out by the Ministry of Internal Affairs, healthcare services by the Ministry of Health, education issues by the Ministry of Education and improvement of labour and professional skills by the Ministry of Labour and Social Protection of Population. Moreover, the protection of victims' rights is exercised by the Bar Association. Rehabilitation of trafficking victims in the Centre for Assistance to Victims of Human Trafficking created by the Ministry of Labour and Social Security should be noted as well. In addition, identification of victims and referral to the medical examination by nongovernmental organizations is allowable by law; NGOs involved in the rehabilitation process are guided throughout the year.

At the same time, according to the Decree of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 172, dated August 2, 2012, the amount of benefits paid to victims of human trafficking during reintegration period was increased up to 400 AZN.

Non-governmental organizations involved in combating trafficking in human beings are engaged in awareness-raising trainings for potential victims of THB and organization of special services activity for victims of THB, providing legal assistance to victims of THB and their social rehabilitation. At the same time, the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan may determine the needs of the above mentioned objectives together with the National Coordinator and allocate grants.

Members of the Bar Association of the Republic of Azerbaijan provide legal assistance to victims of trafficking on the basis of contracts concluded in accordance with the law.

Under the Decision of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 244, dated June 25, 2015 on "Amendments to the Rules on Establishment, Financing, Activity, and Inspection of Activity of Special Institutions for Victims of Trafficking" involvement of contract based freelancer for professional legal assistance to victims of trafficking have been continued.

The requirements of domestic law should be taken into account during confiscation of property. For this reason, it would be appropriate to provide for the confiscation of the property acquired through human trafficking, or if that property was consumed the confiscation of other property of the accused with equivalent value.

Response to paragraph 145 – Under Article 22 of the Law on Combatting Trafficking in Persons, all the property obtained from human trafficking (real estate, financial means, securities and other property) shall be confiscated by the court decision in the order provided for by the legislation and shall be transferred to especially established assistance fund for the victims of human trafficking. Means collected at assistance fund for the victims of human trafficking shall be directed to paying out compensation for victims of human trafficking, their social rehabilitation, medical and other necessary expenses. Transparency shall be observed in administration of and spending means of assistance fund for the victims of human trafficking. Legal grounds of the activity of assistance fund for the victims of human trafficking shall be determined by the relevant body of executive power of the Republic of Azerbaijan.

Under Article 23 of the Law, courts shall decide on issues of paying compensation for material and moral damage to persons who suffered from human trafficking. Damage to persons who suffered from human trafficking shall be paid off from the property of human traffickers in accordance with the procedural legislation. If this property would not suffice, damage, by court decision, can be paid out from assistance fund for the victims of human trafficking.

The paragraph 13.3.9 of NAP considers the strengthening of measures of combating legalization of money or other property made from THB crimes. The Financial Markets Control Chamber did not record any suspicious transactions associated with THB crimes in 2016. Besides, the "National Action Plan on combat against for legalization of money or other properties made from crimes and financing of terrorism 2017-2019" approved by the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan dated by 18.11.2016. This document was approved on the basis of the draft national risk assessment conducted on legalization of money and financing of terrorism.

As a sectoral outcome of the national risk assessment, trafficking in human beings is considered as one of the main categories of crime committed for making income.

Response to paragraph 150 - According to the "Rules on repatriation of victims of trafficking in human beings" endorsed by the resolution No. 252 of the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan dated September 10, 2013 (Rules are attached), assessments of the degree of risk and threat is carried out in terms of the risk of being exposed to human trafficking again and the danger of victimization by human traffickers after repatriation to their native countries, and outcomes of such assessments are taken into consideration in the process of repatriation. Degree of risk and threat is assessed by the following criteria:

- possibility of victims to be exposed to human trafficking repeatedly after repatriation;
- risk of victimization by traffickers after the repatriation of victims;
- status as an origin, transit or destination country of countries that victims will be repatriated to;
- availability of rehabilitation and reintegration programs for victims in countries that they will be repatriated to;
- capacities of state and non-governmental organizations that will provided social services to victims of human trafficking in countries they will be repatriated to;
- decisiveness in combating trafficking in human beings and capacities to provide necessary support of countries that victims will be repatriated to;
- other specific indicators for assessment of the degree of risk and threat.

Victims are provided recommendations on reduction of the risk of being exposed to trafficking in human beings in the country that will accept them, as well as if possible, contact details of law enforcement bodies, non-governmental organizations, human rights defenders and social security agencies that can help victims in countries that accept them.

Administrative deportation from the Republic of Azerbaijan is not applied to children exposed to trafficking in human beings and the State Migration Service of the Republic of Azerbaijan does not adopt a decision on their deportation from the Republic of Azerbaijan.

Return of children exposed to trafficking in human beings to their families or countries is allowed in cases that exclude the risk of becoming a victim of human trafficking once again. Relevant activities are implemented in identification of families or legal representatives of those children.

The attitude of children over 10 years who have been exposed to trafficking in human beings is learnt and considered when deciding on extradition to their countries or families.

If repatriation of children exposed to trafficking in human beings is considered contrary to their best interests as a result of assessment of the degree of risk and threat, those children are not returned to their countries and relevant measures are taken to ensure legal residence of those children in the country (formalization of their presence in the country, provision of necessary documents, social rehabilitation).

Implementation of activities on the provision of opportunities to benefit the right to education for and of necessary care to children exposed to human trafficking, and their acceptance by the families or relevant care agencies should be the focus of attention during repatriation.

Issue of accompanying children exposed to human trafficking in the process of repatriation is considered to ensure more effective and secure repatriation of those children.

Relevant measures are taken to protect the rights and legal interests of children exposed to trafficking in human beings in accordance with the Laws of the Republic of Azerbaijan on the "Rights of the Child" and "Prevention of negligence and violation of rights of minors", the UN Convention on the "Rights of the Child", as well as other laws of and international treaties joined by the Republic of Azerbaijan in the provision of all kinds of assistance, including their repatriation.

Safe repatriation of children exposed to trafficking in human beings is ensured through identification of the guardian in the origin country during their repatriation by the State Committee for Family, Women and Children Affairs of the Republic of Azerbaijan, the Ministry of Internal Affairs of the Republic of Azerbaijan, the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Azerbaijan, guardianship and foster care agencies and commissions on minors' affairs and protection of rights.

Under Subparagraph 1.3 of the Rules of Repatriation of Trafficked Persons, approved by the Cabinet of Ministers of the Republic of Azerbaijan No 252, dated September 10, 2013, the repatriation of victims is carried out on the basis of voluntarism principle.

Response to paragraph 156 - If forcing to marriage has no motive for human trafficking, classification of such cases as human trafficking is illegal.

Both of these offenses are common in benefit, but the benefit of forced marriages is different from that in human trafficking. The first one is material, whereas the other is mental benefit.

Response to paragraph 158 – The draft law submitted to the government for the criminalization of this act has not been accepted yet.

Response to paragraph 159 – The draft law submitted to the government for the criminalization of this act has not been accepted yet.

Response to paragraph 162 - Article 25 of the Law of the Republic of Azerbaijan on "Combating trafficking in Persons" defines liability for legal entities for crimes of trafficking in human beings. Moreover, the CC was amended by the Law dated by 7 March 2012 regarding the application of criminal and legal measures on legal entities. Thus, according to the Article 99-4 of the CC, criminal and legal measures apply to a legal entity for crimes committed by individuals for the benefit of the legal entity or the protection of its interests:

- a public official who is authorized to represent the legal entity;
- a public official who is authorized to make decisions on behalf of the legal entity;
- a public official who is authorized to control the activity of the legal entity;
- an employee of the legal entity as a result of non-fulfilment of control by the above-mentioned public officials.

The application of criminal and legal measures to a legal entity does not exclude criminal liability of an individual who has committed or has been involved in the commission of a crime.

Criminal and legal measures shall not apply to state, municipal and international organizations.

Criminal and legal measures apply to legal entities due to the commission of acts considered in the provisions 144-1 (THB), 144-2 (Forced labour), 144-3 (Illegal actions with documents for THB purposes), 316-1 (Dissemination of confidential information on a victims of THB) and other provisions of the CC.

In case a legal entity is restricted until the adoption of a court decision on the application of criminal and legal measures, the criminal and legal measures shall apply to the legal successor of the legal entity. It is prohibited to restructure or liquidate the legal entity by the decision of its founders (participants) or the body authorized by the charter of the legal entity until the complete execution or termination of a criminal and legal measure from the date a decision was made by the court on the application of the criminal and legal measure.

Response to paragraph 166 - According to Article 17.7 of the Law of the Republic of Azerbaijan "On Combating trafficking in Persons", persons exposed to trafficking in human beings are exempt from civil, administrative and criminal responsibility in the manner and cases specified with the law of the Republic of Azerbaijan for acts committed under force or threat due to being in a position of victim of trafficking in human beings. Therefore, victims of trafficking in human beings were not subject to criminal prosecution and punishment.

Response to paragraph 172 - The statistical data referred to in sentence 3 of paragraph 172 shall be given in the following edition:

As regards convictions by Courts for Serious Crimes in THB cases, there were 20 (regarding 22 persons) in 2014, 22 (regarding 25 persons) in 2015, 31 (regarding 37 persons) in 2016, and 27 (regarding 31 persons) in 2017.

Response to paragraph 177 – Point 1 - For the purpose of improvement of combating against trafficking in human beings the international practices has been studied, reports and experiences of United Nations Office on Drugs and Crime, Europe's Group of Experts on Action against Trafficking in Human Beings (GRETA), Special Representative and Office of Organization for Security and Co-operation in Europe, International Migration and International Labour Organization, and other international and non-governmental organizations, particularly reports and practices of Europe countries in the field of combating human trafficking have been considered, and cooperation with these donor organizations to implement the National Action Plan have been strengthened.

Point 2 - Financial transactions and the status of bank accounts can be realized in accordance with Articles 177.3.6, 177.4 and 259.3 of the CPC.

Point 3 - Improving the knowledge and skills of experts in the field of combating the trafficking in human beings is maintained in the focus of the appropriate work with international partners and is distinguished by priority.

In this area, we actively cooperate with the International Organization for Migration and organize various trainings and seminars for the relevant government agencies and representatives of civil society organizations within the framework of the projects and programs implemented by the organization in our country. From September 2015, in cooperation with the International Organization for Migration, numerous trainings were organized about different aspects of struggle against trafficking in persons for the Ministry of Internal Affairs, Labour and Social Protection, Justice and Health, as well as State Migration and Border Services, State Customs Committee, State Committee for Family, Women and Child's Affairs, Office of the Commissioner for Human Rights, judges and prosecutors. The exercises were organized in the format of training of cascades and trainers. At the same time, with the support of the International Organization for Migration, the work was done to prepare training materials and curriculums in the field of combating trafficking in human beings for relevant government agencies in our country, and this process is still in progress.

Within the framework of the project "Strengthening the capacity of struggle against human trafficking in Azerbaijan", implemented by the International Organization for Migration, the following activities are planned to be implemented to increase the potential of law enforcement officials, prosecutors and judges:

- Preparation of Training Programs for Heavy Crimes Courts of regions, Supreme Court and General Prosecutor's Office, and for this purpose the establishment of a Working Group consisting of the Justice Academy, Prosecutor's Office, Ministry of Internal Affairs, Ombudsman Office, IOM representatives, Judges of Heavy Crimes Courts and national and international experts; the training program and the curriculum structure will include the purpose of the training on each subject, the duration and sequence of the training, the training materials, the additional course materials, and the training materials for the trainers;
- Training of trainers and organization of series of trainings; within the training program of trainers, it is envisaged to prepare 20 trainers consisting of judges of the Heavy Crimes Court and the Prosecutor General's Office staff. The four-series training will be organized for 90 judges, prosecutors and lawyers of the regional criminal courts. Trainings will be organized by the 20 trainers, who participated at the trainings of trainers, on European and international legal basis, investigation and prosecution of offenses, access to justice for victims and protection of their rights, national referral mechanism and European case law;
- Organization of two training trips to EU member states for advanced training in combating trafficking in human beings for judges, prosecutors and lawyers (30 people, in general) involved in trainers' training program and series of trainings. The representatives of the tour, will get to know the application of the court rulings, the protection of human trafficking victims, the analysis of the legal basis of the hosted countries, and the decisions of the upper courts in combating trafficking in human beings in selected countries;
- Organizing a workshop for 30 lawyers and lawyers to simplify the access to the court for trafficked persons. The workshop will focus on providing legal advice, providing legal assistance, protecting victims' rights, and promoting networking among lawyers;
- There will be the focus on training for law enforcement officials, prosecutors and judges on sensitive behaviour with trafficked persons that suffered psychological trauma, including methodology of behaviour with victims of human trafficking, suffered psychological trauma;
- For 20 employees of the Ministry of Internal Affairs there will be a seminar on the sensitivities existing in the prevention of human trafficking and the main reasons for it.

Point 4 - In order to enlarge the capacities of the relevant state agencies to monitor and detect various forms of trafficking in persons (in particular, forced labour), as well as referral of human trafficking victims, 30 inspectors of the Ministry of Labour and Social Protection, the Ministry Internal Affairs and the State Migration Service have been involved in 2 workshops within the mentioned project.

Point 5 - The paragraph 13.3.9 of NAP considers the strengthening of measures of combating legalization of money or other property made from THB crimes. The Financial Markets Control Chamber did not record any suspicious transactions associated with THB crimes in 2016. Besides, the "National Action Plan on combat against for legalization of money or other properties made from crimes and financing of terrorism 2017-2019" approved by the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan dated by 18.11.2016. This document was approved on the basis of the draft national risk assessment conducted on legalization of money and financing of terrorism.

As a sectoral outcome of the national risk assessment, trafficking in human beings is considered as one of the main categories of crime committed for making income.

Taking into account that obtaining of information on financial transactions and the status of bank accounts can be realized only under the court decision in accordance with the provisions 177.3.6, 177.4

and 259.3 of the Code Criminal Procedure of the Republic of Azerbaijan and measures of combat against legalization of incomes from human trafficking crimes will ensure the strengthening of the evidence base of human trafficking crimes and the direction of such incomes to compensation of the damage caused as a result of the crime in accordance with the provisions 13.0.4 and 134.2.9 of the code, MOCD was applied in April and September of 2015 and October of 2016 for obtaining information on financial transactions and the status of bank accounts of persons accused of criminal offenses, however there was no positive feedback to the application.

Response to paragraph 179 - In the fight against human trafficking, consideration should be given to applicability of the protection of the victim's, even if necessary.

Response to paragraph 181 - State and local self-government bodies, officials, individuals and legal entities should provide assistance to government agencies combating trafficking in human beings. When a person is believed to suffer from trafficking in human beings, or if the preparation or commission of the crime of trafficking in human beings detected by other bodies, a special police unit should be informed promptly, relevant documents should be submitted to the same institution and assisted.

Information that is likely to endanger the lives and health of those who contribute to combating human trafficking is confidential and its distribution is prohibited. Illegal collecting or deliberate dissemination of confidential information about trafficked persons (victims of trafficking in human beings, their close relatives, and any information that endangers the lives and health of those who contribute to combating trafficking in human beings), and as these acts result in grave consequences, the punishment for it should be in a form of deprivation of freedom for a term of up to five years.

The types of security measures applied to the persons protected under Article 7 of the Law of the Azerbaijan Republic "On state protection of persons participating in the criminal proceedings" of December 11, 1998, are as following:

- 1) Protection of the protected person, his apartment and property;
- 2) To give the protected person personal protection and to warn him of the danger;
- 3) Temporary placement of a protected person in a safe place;
- 4) Protect the confidentiality of information about the protected person;
- 5) Transfer of the protected person to another job, change of his / her place of work or study, transfer him / her to another place of residence;
- 6) Changing the documents of the defendant and his / her external appearance;
- 7) Holding closed court hearings in cases where the defines attorney participates in the manner prescribed by law.

Paragraph 13.3.3 of the NAP provides for measures to improve protection of witnesses and persons cooperating with criminal prosecution in the combating THB, and to continue to encourage the issuance of information useful to investigation.

Implementation of this measure has always been kept under attention by the MDCTHB and MOCT at the Ministry of Internal Affairs.

Rights of witnesses and persons cooperating with criminal prosecution in the combating THB were guaranteed by the CPC of the Republic of Azerbaijan.

Response to paragraph 190 – According to Articles 4 and 26 of the Law of the Republic of Azerbaijan "On Trafficking in Persons" one of the principles of struggle against human trafficking in our country is the development of international cooperation in this field.

The Republic of Azerbaijan cooperates with other states, their law enforcement agencies in the field of combating human trafficking in accordance with international treaties to which it is a Party.

In addition, according to "National Action Plan on Combating trafficking in human beings in the Republic of Azerbaijan for 2014-2018" approved by the Decree of the President of the Republic of Azerbaijan No 667, dated July 24, 2014, in order to strengthen international cooperation in the conduct of operational search activities and prosecution of THB crimes and to increase the effectiveness of combating human trafficking the measures to strengthen cooperation with other countries, in particular with the relevant authorities of destination and origin countries and with relevant international organizations are envisaged which are being executed by the relevant government agencies presently.

At present, the following international instruments regulating the fight against trafficking in human beings are in force.

- United Nations Convention against Transnational Organized Crime and its Comprehensive Protocols on the "Prevention, Elimination and Punishment of Trafficking in Persons, Especially Women and Children" and "Migrant's illegal crossing of land, sea and air" approved by the Law 435 – IIQ of the Republic of Azerbaijan dated to May 13, 2003 together with notifications and declarations (texts of notifications and declaration are attached) ;
- Agreement on "Cooperation of States-members of the Commonwealth of Independent States in combating trafficking in human beings, human organs and tissues" has been approved by the Law of the Republic of Azerbaijan No. 114-IIIQ, dated May 23, 2006.
- "Program on Cooperation in the Field of Combating Trafficking in Human Beings of States-members of the Commonwealth of Independent States for 2007-2010" has been approved by the Decree of the Republic of Azerbaijan No. 749-IIIQ, dated December 30, 2008.
- Council of Europe Convention on Human Trafficking has been ratified by the Law of the Republic of Azerbaijan on May 11, 2010.
- Council of Europe Convention on Human Trafficking has been ratified by the Law of the Republic of Azerbaijan on May 11, 2010.
- Memorandum of Understanding on Co-operation in Combating Trafficking in Human Beings between the Ministry of Internal Affairs of the Republic of Azerbaijan and the National Committee of the United Arab Emirates for Combating Trafficking in Human Beings was approved by the Decree No. 445 of the President of the Republic of Azerbaijan dated 7 June 2011.
- Agreement on Cooperation in the Field of Combating Trafficking in Human Beings of the States-members of the Commonwealth of Independent States (police) acceded by the Law of the Republic of Azerbaijan No 507-IVQ dated December 21, 2012.
- According to Article 2, paragraph 3, of the Agreement on "Cooperation of States-members of the Commonwealth of Independent States in combating trafficking in human beings, human organs and tissues" The Ministry of Internal Affairs of the Republic of Azerbaijan was appointed as a competent authority of the Republic of Azerbaijan by the Order No. 1506 of the President of the Republic of Azerbaijan dated June 13, 2006.

Directing to the item 32, Article 109 of the Constitution of Azerbaijan Republic, in order to ensure duration of measures taken in the field of combating trafficking in human beings, to improve normative legal base and institutional mechanisms, to increase the efficiency in mutual activities of the state authorities and to ensure execution of international obligations of Azerbaijan Republic in this field, "The National Action Plan for the years 2014-2018 on combatting trafficking in human beings in Azerbaijan Republic" was approved by the Order No. 667 of the President of the Republic of Azerbaijan dated July 24, 2014.

The Ministry of Internal Affairs of Azerbaijan Republic ensures implementation of the measures provided for in the National Action Plan approved by this order together with the relevant executive power authorities.

Response to paragraph 198 – See point 1, response to paragraph 102.